

AU BRÉSIL

## Nouveaux troubles à Sao-Paulo

LIRE PAGE 3



Fondateur : Hubert Bourv-Méry

## Le Monde

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 2,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 20 francs ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 5,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 6 \$ ; France, 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,50 kr. ; Pays-Bas, 1,75 f. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 25 p. ; Suisse, 7,75 fr. ; Soudan, 1,40 L. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2

S. RUE DES ITALIENS

75477 PARIS CEDEX 09

Tél. MONDIPAR 458572 P

C.S.F. 4287 - 23 PARIS

Tél. : 246-72-23

## L'expulsion de quarante-sept diplomates soviétiques

## D'une pierre deux coups

Au-delà de ses conséquences sur les relations franco-soviétiques, l'expulsion de quarante-sept ressortissants d'U.R.S.S. accusés d'espionnage a une autre portée politique, tant à l'étranger qu'en France.

Le changement de pouvoir qui est intervenu en 1981 dans ce pays avait été diversement interprété. Dès le 8 avril 1976, M. Henry Kissinger, alors secrétaire d'État, n'avait-il pas prévenu les alliés des États-Unis que l'arrivée de ministres communistes au gouvernement dans un des pays de l'Alliance atlantique entraînerait une modification des structures de l'OTAN ? Il pensait à l'Italie, mais c'est en France que cette éventualité s'est réalisée. Cela n'a pas provoqué de bouleversements, et, pour la première fois depuis plus de quinze ans, la prochaine session de printemps de l'OTAN se tiendra à Paris.

Cependant, les dirigeants américains ont exprimé leurs craintes sous d'autres formes. Depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, ils ont multiplié les avertissements et les mises en garde à propos des risques d'extension des « fuites » de toute nature en direction de l'U.R.S.S. Avertissements qui illustraient le principal risque créé, selon les Américains, par la nouvelle situation française : la présence de ministres communistes au gouvernement. Les mises en garde concernaient aussi les exportations technologiques. L'affaire du gazoduc avait été l'exemple le plus notable de cette défiance « politico-scientifique ».

En réponse, M. Mitterrand a affirmé, chaque fois qu'il en a eu l'occasion, qu'à tous égards, et notamment dans le domaine économique, la France comptait suivre son chemin sans s'aligner sur le plus puissant des ses alliés. En cela, le président socialiste n'a pas innové : la volonté d'indépendance est toujours présente dans la V<sup>e</sup> République. En même temps, le chef de l'État entend prouver que son pays reste un allié d'une fidélité et d'une solidité à toute épreuve. Si elle est, d'abord, l'effet d'une volonté de protection des intérêts nationaux, la décision — tout de même spectaculaire — qui vient d'être prise tend à démontrer, s'il en était besoin, que le changement politique à Paris ne porte pas atteinte à d'autres intérêts, ceux de l'alliance atlantique notamment. Les alliés de la France, et au premier chef les États-Unis, en prendront acte.

Comment faire d'une pierre deux coups ? L'affaire n'est pas non plus sans effets sur le plan intérieur et sur l'appréciation de l'attitude de la France face aux grands de ce monde. Le pouvoir de gauche semble faire preuve à l'égard de l'U.R.S.S. d'une plus grande fermeté que ses prédécesseurs. M. Raymond Marcellin (U.D.F.-P.R.), qui approuve la décision française, a suggéré que la majorité d'hier, opposée d'aujourd'hui, n'avait pas su réagir avec la même vigueur, tant la prudence et la prévalence dominaient sa conception des rapports avec l'Union soviétique.

Plus circospect, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, exige des explications après cette mesure « spectaculaire ».

Les gauchistes peuvent craindre — à l'instar des communistes — la remise en cause durable des relations franco-soviétiques, dont l'amélioration devait beaucoup au général de Gaulle.

Il n'en reste pas moins que l'expulsion des diplomates soviétiques a une incidence de politique intérieure positive : elle lève M. Mitterrand, si c'était nécessaire, du soupçon suivant lequel sa liberté d'action serait limitée par son alliance avec le P.C.F.

- Paris estime avoir désorganisé l'appareil de renseignements de l'U.R.S.S. en France
- Moscou continue d'observer le silence

Les activités d'espionnage reprochées aux agents soviétiques sont nombreuses, précises et graves. La K.G.B. et le G.R.U., services secrets d'Union soviétique, s'intéressaient tout spécialement aux bases navales françaises. C'est ainsi que Paris explique sa décision de déclarer persona non grata quarante-sept fonctionnaires soviétiques. Les autorités françaises estiment avoir de la sorte désorganisé l'appareil de renseignement soviétique en France et mis un frein à « un pillage important » des recherches scientifiques françaises.

A Londres, le Foreign Office se félicite « de la détermination commune des gouvernements occidentaux ». A Moscou, l'événement est jusqu'à présent traité avec la plus grande discrétion.

Sur le ton de la confiance, un ancien patron de la Direction de la surveillance du territoire (D.S.T.) nous disait récemment : « Il y a dix ans ou quinze ans, les Soviétiques enseignaient à leurs jeunes agents secrets que la France ne possédait pas de problèmes. Tout cela a bien changé. Ils nous envoient maintenant leurs meilleurs recrues, qui redoutent d'être nommés à Paris. » Ce haut fonctionnaire a raison. Au moins partiellement. Il ne fait plus bon de tout. Lorsqu'on est diplomate soviétique et qu'on est présumé être un pillage important, on ne peut pas aller partout. Les agents soviétiques l'auront compris ou du moins ressenti. Mardi 5 avril, les autorités françaises ont frappé un grand coup en déclarant persona non grata plus d'un tiers de la mission diplomatique soviétique à Paris. Sur les quarante-sept fonctionnaires pris de quitter le territoire français, entre trente et quarante (selon les sources) sont en effet diplomates. Au total, ce sont quelque cent trente personnes —

diplomates, journalistes, agents commerciaux, femmes et enfants — qui ont dû embarquer, mardi, à bord d'un Ilyouchine-66, à Roissy, pour un vol à tous égards exceptionnel. Par cette opération chirurgicale, on espère en haut lieu avoir décapité ce qu'on appelle tout à tour l'appareil de renseignements soviétique ou son réseau de recherches systématiques de l'information. Les autorités françaises estiment ainsi avoir désorganisé les annexes du K.G.B. (service secret civil) et du G.R.U. (service secret militaire) en France pour deux à trois ans.

Différentes sources font valoir que les agents soviétiques se livraient à un « pillage important » touchant les recherches scientifiques, techniques et technologiques françaises les plus en pointe. « Particulièrement dans le domaine militaire », indique le communiqué du ministère de l'Intérieur.

(Lire la suite page 3.)

## La bienséance et ses limites

par MAURICE DELARUE

A la fin de janvier 1971, M. Jean Rochet, alors à la tête de la Direction de la surveillance du territoire, lança à la télévision, au cours des « Dossiers de l'écran », une accusation qui scandalisa le Quai d'Orsay, à commencer par le ministre de l'époque, M. Maurice Schumann. Le chef du contre-espionnage français, qui — avait-il souligné — répondait pour la première fois aux questions du public, accusait les diplomates français de se comporter en espions de leur propre pays. Il y avait là une belle et brillante carrière, était-il dit, qui avait été mise au pilori, et de « couvrir » par imprudence et « par esprit de clan » les activités d'espionnage des diplomates de l'Est. Ceux-ci, poursuivait-il, dans certains cas, dépassaient même les limites de la bienséance : je pourrais donner des chiffres assez effrayants : plus de 50 % sont des agents des services spéciaux. Cette dernière précision provoqua un vrai fou rire au Quai d'Orsay. C'est à qui ricanerait : « Le patron de la D.S.T. est un grand niais : nous autres diplomates, nous savons que tous nos collègues de l'Est sont des espions. Il faut en tenir compte et ne pas le crier sur les toits. »

Diplomatie et espionnage, les deux cardines ont un objectif commun qu'ils partagent avec le journalisme : le renseignement ; connaître et faire connaître ce qui est caché. Cependant, le journaliste exerce son activité au profit de ses seuls lecteurs ; le diplomate et l'espion — c'est leur second point commun — s'adressent à leur seul gouvernement. Ce qui les distingue les uns des autres, ce sont uniquement les moyens qu'ils emploient ; le premier est censé n'employer que les moyens reconnus comme licites dans le pays où il est accrédité ; le second ne recule pas devant les moyens illégitimes. A lui de se débrouiller avec sa conscience pour savoir jusqu'où il peut aller trop loin. Il est prévenu : s'il est pris la main dans le sac, son gouvernement ne le couvrira pas officiellement ; pourtant, il agira en sous-main — et là le diplomate retrouvera ses droits — pour lui sauver la mise. Donnant, donnant : on l'échangera contre un agent adverse... s'il en vaut la peine !

A la limite se situe l'attaché militaire et, encore plus près de la limite, l'attaché militaire adjoint. Tous deux sont des espions officiels, tacitement reconnus comme tels, galonnés, étiquetés, intégrés dans le corps diplomatique des « hommes

(Lire la suite page 4.)

## Le débat parlementaire sur l'austérité

- Le gouvernement envisage de recourir aux ordonnances
- Des mesures de lutte contre les inégalités seraient mises en œuvre à la fin de l'année

M. Pierre Mauroy devait engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale, mercredi après-midi 6 avril, au terme d'une déclaration de politique générale justifiant le « plan de rigueur » adopté le 25 mars. Le premier ministre se proposait notamment d'affirmer la volonté du gouvernement de mener de pair une politique marquée par un surcroît de discipline et la lutte contre les inégalités sociales.

A défaut de modifier sensiblement son nouveau dispositif, M. Mauroy invitera vraisemblablement

L'exercice auquel M. Pierre Mauroy était astreint, mercredi après-midi 6 avril, devant les parlementaires, présentait une double difficulté.

A trop vouloir prouver la continuité de sa politique économique et sociale, le premier ministre courait le risque d'être accusé par l'opposition de se livrer à une opération de dissimulation. M. Mauroy s'était déjà trouvé en pareille position lors du débat sur le blocage des prix et des revenus, en juin 1982. Son handicap était aujourd'hui encore plus lourd dans la mesure où les orateurs du R.P.R. et de l'U.D.F. avaient beau jeu de nourrir leurs critiques en rappelant simplement les assurances optimistes prodiguées par le chef du gouvernement avant les élections municipales et départementales au début de l'année.

A trop vouloir orner d'une faveur rose le programme d'austérité décidé le 25 mars, M. Mauroy risquait d'accroître l'agacement de ses dé-

tracteurs au sein même de son parti, sans pour autant convaincre ses alliés communistes ni, surtout, les syndicats ouvriers, déjà échaudés, l'année dernière, par la première phase de rigueur et mécontents de n'avoir pas été préalablement consultés.

Le cabinet du premier ministre avait donné le ton en diffusant, mardi après-midi, une déclaration inédite de M. Mauroy présentant le dispositif gouvernemental dans le numéro 55 de la Lettre de Matignon, publication hebdomadaire du S.I.D. (service d'information et de diffusion du premier ministre).

M. Mauroy y énonce trois postulats : 1) la politique conduite par la majorité depuis le printemps 1981 est « bonne », comme le déclarait avec force M. François Mitterrand, le 23 mars, « elle doit donc être maintenue en dépit des orages et des tempêtes » ; 2) cette phase de « rigueur accrue » n'est que provisoire ;

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 10.)

## Des vœux ou des mules ?

par PIERRE DROUIN

« Sans vous, que pouvions-nous faire ? » demande M. Mitterrand aux Français, le 23 mars dernier. Sa voix avait une résonance pathétique. Cet appel, relayé par celui-ci de M. Mauroy le 6 avril devant l'Assemblée nationale, sera-t-il entendu ? Nul ne peut le dire aujourd'hui, mais une chose est sûre : si les égoïstes triomphent, si les sceptiques se déchaînent une fois de plus, le plan de rigueur ne réussira pas à redresser la situation de la France. Est-ce l'échec que veulent vraiment nos concitoyens ? Sans doute ont-ils mal pris, et il y avait quelque raison, la restauration du contrôle des changes. Depuis la dernière mesure du genre datant de mai 1968, la mentalité collective s'est profondément modifiée à l'égard des entraves aux déplacements à l'étranger, on l'a suffisamment dit. Les désirs se sont transformés en besoins. Mais le coup de colère passé, il serait dramatique que les Français jouent les enfants ragueurs et mettent des bâtons dans

(Lire la suite page 2.)

## AU JOUR LE JOUR

## Prescription

Une majorité de Français, nous apprend un sondage, estiment que le plan de rigueur — ou d'austérité, peu importe, c'est le même — ne sera pas efficace.

Encore un peuple souffrant qui part battu et ne croit pas au traitement qu'on lui prescrit.

Tous les médecins l'observent : les patients qui défilent dans leurs cabinets doutent de leurs chances de guérison. Ils consultent quand même et empêchent distraitement leur ordonnance, bien décidés à ne rien changer à leur style de vie.

Et les pilules amères du docteur Mauroy ne sont même pas remboursables !

BRUNO FRAPPAT.

## CONTROLE DES CHANGES

Les négociations ont repris entre les agents de voyage et le gouvernement

LIRE PAGE 29

## ENTREPRISES PUBLIQUES

Le déficit de la S.N.C.F. ne cesse de s'accroître

LIRE PAGE 29

Il n'y a toujours pas de drogués heureux...

Dr. CLAUDE OLIEVERSTEIN



la drogue ou la vie

ROBERT LAFFONT



Le Monde

## idées

## Un « barrisme dur » ?

par OLIVIER KLEIN (\*)

## Le plan de rigueur

M. Pierre Mauroy présente ce mercredi son plan de rigueur devant l'Assemblée nationale. Comment réagissent les Français devant l'austérité ? se demande Pierre Drouin. Généralement plutôt mal depuis la libération, sauf quand un homme au charisme puissant sait ranimer l'esprit civique. Olivier Klein retrouve, dans les mesures présentées, un « barrisme dur » qui n'aurait une couleur socialiste que si le nouveau gouvernement, outre la gestion serrée du quotidien, faisait surgir un projet culturel socialiste crédible, porteur de plus de responsabilité et de liberté. Pourquoi ne pas avoir ponctionné nos revenus sans toucher aux prix ? interroge Lionel Stoleru, qui estime que le gouvernement est pris dans un jeu dont il a maladroitemment déterminé les règles. Sur la même longueur d'onde, Eric Boissonnas pense que le plan ne réussira que si les salaires ne suivent pas le rythme de l'inflation.

LES nouvelles mesures économiques ne sont-elles qu'un dernier avatar du barrisme ? On parle aujourd'hui de politique économique classique en l'opposant à celle qu'aurait faite ou qu'aurait pu faire la gauche. Après le barrisme rose annoncé il y a un an, assiste-on à une poussée du « barrisme » pur et dur ? Répondre à ces interrogations exige de se demander si une autre politique était viable et de préciser à quelles conditions cette nouvelle orientation du pouvoir peut-être être considérée « de gauche ».

Il faut donc en premier lieu et rapidement affirmer la nécessité d'une politique économique restrictive. Il est clair, et chacun le sait, que la voie suivie à partir de juin 1982, pour sage qu'elle ait été - naviguant au plus serré entre le chômage et l'inflation - n'était plus tenable. Elle était insuffisante pour réduire l'inflation et le déficit extérieur. Or, ce dernier, né d'une consommation supérieure à notre production de richesses et gourmande en produits étrangers, ne pouvait que s'aggraver face à des économies voisines en stagnation ou en récession.

Le problème que pose un déficit extérieur est celui de son financement. S'endetter à l'étranger trouve des limites dans la confiance que les étrangers accordent à l'économie à financer. Et la confiance dépend de la politique intérieure suivie et du niveau d'endettement déjà atteint. Si la politique poursuivie ne semble pas apporter un redressement suffisant et si le moment est proche où pour rembourser les emprunts il faudra s'endetter encore, la confiance disparaît, et il faut recourir alors à des organismes internationaux (tel le F.M.I.) qui conditionnent l'octroi de prêts supplémentaires à la mise en place d'une politique par eux dictée. Il n'y a pas si longtemps la Grande-Bretagne s'est vue ainsi contrainte de dénationaliser une partie de son industrie.

Mais à quoi bon rester maître du jeu, dira-t-on, si les règles elles-mêmes en sont imposées par un système international dont on ne peut sortir ? Et il est vrai que la contrainte extérieure est la seule contrainte que l'on ne puisse contourner. Elle nous impose en particulier de ne pas relancer alors que les autres économies entrent en récession. Mais ce n'est pas une sortie du S.M.E. qui atténuerait la contrainte. Sans doute la renforcerait-elle même en accentuant les effets pervers d'une monnaie faible et conduisant rapidement la France à une politique bien plus drastique ou à un décrochage vers un autre bloc politique.

Cependant, si la contrainte extérieure est incontournable et nous impose certaines règles de gestion, elle

permet une marge de manœuvre qui n'impose pas uniformément une même « loi capitaliste » à tous les pays. Et c'est l'utilisation de cette marge qui, à mon sens, peut définir une politique de gauche soucieuse des réalités et désireuse de gérer le temps long.

Si aujourd'hui, conjoncturellement, il est absolument nécessaire de réduire le déficit extérieur par une politique sévère de l'épargne et de la consommation, la différence entre le plan Barre et un plan d'action socialiste peut et doit, s'il tient à réussir, se différencier en trois points au moins.

## Organiser le redéploiement

Le premier est d'ordre social. Les efforts doivent être équitablement répartis sur l'ensemble du corps social. L'ajustement ne doit pas se traduire au détriment des plus démunis et des moins protégés (les démunis face au plus aisés, les salariés face aux non-salariés, mais aussi les chômeurs face à ceux qui ont un emploi, les employés sans statut face à ceux qui en ont un, etc.). A cette fin, il faut modifier la pression en fonction des situations, mais il faut aussi savoir dépasser les corporatismes sociaux créés sur des privilèges payés par d'autres. En d'autres termes, il faut promouvoir un projet de solidarité qui puisse rassembler les individus au-delà du cadre des conflits traditionnels.

Le second est d'ordre économique. La contrainte extérieure est incontournable par nature, mais elle est aménageable. Il est possible de la desserrer, non par une fermeture des frontières - le contre-feu n'aurait la durée que d'un feu de paille - mais par une industrie compétitive et présente sur les marchés porteurs. Une telle industrie permet à la fois de réduire ses importations et d'accroître ses exportations. La politique Barre consiste à rétablir les lois de la concurrence et à laisser jouer le marché, dont le rôle serait de conduire naturellement les entreprises vers les bons secteurs. Au passage, on laisserait tomber les « branches mortes », abandonnant ainsi les entreprises devenues trop concurrentielles et non rentables.

La politique socialiste doit organiser le redéploiement. Elle doit orienter les entreprises vers les marchés porteurs grâce à une action vigoureuse de développement de la recherche et à une politique industrielle bien comprise. Lorsque la crise racourcit considérablement l'horizon économique des agents, le

(\*) Economiste de banque.

marché est aveugle et incapable d'orienter les investissements. D'où la nécessité du plan, des aides financières, de l'incitation, de la restructuration des industries, etc.

Mais les entreprises sont des réalités organisationnelles complexes, et il s'agit de trouver la voie médiane entre le laisser-faire gros d'aujourd'hui et le volontarisme destructeur. De plus, il est sans doute vrai qu'aucune branche n'est dépassée et que seules les techniques peuvent l'être. A ce titre, une politique industrielle plus fine est nécessaire et la reconstruction de certaines filières indispensables. Cependant, l'abandon de ces techniques ne se produira pas sans perte, locales d'emplois. Moderniser notre appareil productif et le rendre compétitif est à ce prix. Il est impossible de ne pas toucher aux ateliers, aux usines, sous prétexte que l'on va aggraver le chômage. Cette politique est celle de l'avenir. Elle est contradictoire à toute notion de progrès (les employés des diligences n'auraient jamais vu se développer le chemin de fer...) et, à terme, est bien davantage réductrice d'emploi.

Mais c'est sur ce terrain socio-économique que l'on découvre le dernier point qui peut conférer un caractère socialiste à la politique suivie. Une politique de droite (à la Thatcher ou à la Reagan) provoque le redéploiement en ébranlant les entreprises les moins solides financièrement par une politique monétaire brutale et indifférenciée suivant les secteurs. Cette brutalité frappe alors de plein fouet les travailleurs de ces entreprises. Des secteurs et des zones géographiques sont sinistrés avec leurs cortèges de nouveaux pauvres et d'injustices accrues. Un plan socialiste doit pouvoir aménager les restructurations à un moindre coût humain, prévoyant les emplois de remplacement et la formation professionnelle indispensable à tout dynamisme. Cette politique ne peut être qu'une politique de concertation avec les syndicats qui en comprennent l'enjeu et l'absolue nécessité.

Enfin, dans le but de faciliter la concertation et de mobiliser l'ensemble des travailleurs, il faut permettre par des nouveaux droits d'introduire une démocratie réelle dans l'entreprise. L'effort de tous est conditionné à une remise en cause de la structure de pouvoir interne à la firme, à une responsabilité plus grande de chacun.

Il me semble que non seulement ces conditions déterminent une politique de gauche en regard d'un barrisme, d'une politique de purge par trop classique, mais aussi qu'elles sont les seules garantes d'un succès économique en France. Mais cela impose de respecter certaines contraintes et de pouvoir dépasser quelques obstacles propres à la société française, qui est hiérarchisée jusqu'au découragement de ses membres et qui développe les conservatismes et les corporatismes sociaux. C'est ici que s'arrête le discours socio-économique et que doit se forger la cohérence d'un projet culturel capable de rassembler et de faire comprendre le sens de l'effort exigé aujourd'hui.

Le nouveau gouvernement Mauroy semble développer le premier point. Sera-t-il conscient de la nécessité de ne pas se contenter de gérer le quotidien et de construire l'avenir (économique) par un approfondissement de la concertation et de la démocratie ? Sera-t-il capable de faire surgir un projet culturel socialiste crédible, porteur de plus de responsabilité et de liberté, en un mot d'auto-gestion ?

## Mémoire

par ERIC BOISSONNAS (\*)

C'E n'est pas le résultat d'une ténébreuse machination ni le produit de la dureté des cœurs des gouvernants si l'assainissement d'une situation inflationniste passe par la réduction du pouvoir d'achat des plus démunis, mais c'est la force des choses qui l'exige et cela quel que soit le régime sous lequel vivent les hommes.

M. Andropov vient de le confirmer. Il estime « que la progression des salaires engendre une augmentation de la demande qui ne peut être entièrement satisfaite » (Le Monde du 25 février 1983). C'est d'ailleurs pour cela qu'en U.R.S.S. la régulation de l'économie s'est faite longtemps à coups d'emprunts forcés, idée reprise par Pierre Mendès France, qui proposa, entre autres, (Pour préparer l'avenir, page 98), l'introduction d'un pécule obligatoire pour éponger un excédent de ce que Jacques Rueff appelait des « faux droits ».

Si cette analyse est correcte, on ne peut espérer réduire la demande et empêcher la hausse des prix en surtaxant seulement les revenus élevés. Les différentes tranches de revenus ne sont pas dépenrées de la même façon ; la première va à la consommation, la dernière à des chances d'être investie.

Dans cette optique, que faut-il penser du plan d'austérité du nouveau gouvernement Mauroy ? Celui-ci poursuit le rétablissement de deux équilibres : celui du commerce extérieur et celui du budget au sens large. Le premier exige que la demande, et par suite la consommation, soit réduite. Or, les revenus les plus modestes sont touchés surtout par la hausse des prix décriée par le gouvernement (gaz, électricité, alcools, etc.). Le plan échouera si toute la hausse de l'indice des prix est répercutée sur les salaires et peut réussir si une certaine fraction de cette hausse est neutralisée. C'est une mesure sévère et le pécule obligatoire de quelques points de pourcentage pour les salaires du bas de l'échelle serait peut-être mieux accepté.

En ce qui concerne l'équilibre du budget, que l'argent vienne des sinistres ou des millionnaires, cela n'a pas d'importance, et il est tout à fait normal que les revenus modestes soient éparpillés. Les mesures prises devraient réduire l'inflation.

On peut aussi, malheureusement, s'attendre à une baisse de l'investissement, car l'emprunt forcé de 10 % sera largement prélevé sur l'épargne en cours de formation ou même déjà investie.

(\*) Administrateur de sociétés.

## La seringue

par LIONEL STOLERU (\*)

LA lecture du plan d'austérité appelle une question immédiate : pourquoi le gouvernement a-t-il choisi de ponctionner nos revenus, ce qui est normal, et pour partie en augmentant le prix de nos achats (essence, tabac, alcool, gaz, téléphone, etc.), ce qui l'est moins ? Pourquoi attiser ainsi l'inflation, alors qu'elle est la source de tous nos maux : + 9,2 % par an en février, contre + 3,7 % en Allemagne et aux Etats-Unis et + 2 % au Japon ? Pourquoi ne pas avoir ponctionné nos revenus sans toucher aux prix ?

La réponse il faut la chercher en juin 1982, en visant, il y a un an, + 8 % d'inflation en 1983 (et 10 % en 1982), Jacques Delors s'est mis dans une seringue qui l'empêche d'avoir moins d'inflation en 1983. En effet, fort de ses certitudes, il a obligé les entreprises à signer l'hiver dernier des accords de salaires à 18 % pour 1982-1983. Aujourd'hui, ces accords sont déjà signés et garantissent 8 % aux salariés pour

1983. De sorte que le dilemme gouvernemental est le suivant.

Où bien il vise 4 % d'inflation, comme les autres pays, et il se trouve alors distribuer 4 % de pouvoir d'achat aux salariés qui ont leurs 8 % garantis, ce qui crée une consommation ruineuse en importations. Ou bien, solution retenue, il économise des importations en passant sur le pouvoir d'achat, ce qui l'oblige à avoir au moins autant d'inflation que les 8 % de salaires déjà accordés pour 1983.

Les deux solutions sont également mauvaises, et ce choix entre la peste et le choléra résulte directement de l'erreur fondamentale de l'an dernier : avoir retenu 8 % d'inflation pour 1983 alors que tous nos concurrents sont à 3 %. Une fois les accords de salaires signés à 18 %, le gouvernement est dans la seringue, avec ce résultat paradoxal que le voici obligé de faire au moins 8 % d'inflation en 1983, alors que la France pourrait en faire nettement moins dans le contexte mondial actuel.

(\*) Ancien secrétaire d'Etat.

## Des veaux ou des mules ?

(Suite de la première page.)

Le Français est l'homme à grands sacrifices et de petites dérobades. Il est tout de même significatif que dans un récent sondage sur les quinze-vingt ans (1), à la question : *Estimeriez-vous que vous accepteriez de risquer votre vie pour défendre des idées auxquelles vous croyez ?*, 56 % des personnes interrogées aient répondu par l'affirmative. Il est réconfortant de constater que, malgré des risques de plus en plus lourds, de jeunes médecins persistent pour soigner les peuples lointains jusque dans les zones de combat, de compter le nombre impressionnant d'organisations non gouvernementales de notre pays qui s'occupent d'aider le tiers-monde, d'associations venant au secours des prisonniers, des vieillards, etc.

L'appel à la générosité est mieux entendu que celui qui encourage à lutter contre l'inflation et le déficit du commerce extérieur. La « vache sacrée » du niveau de vie l'emporte en France pour presque tous les syndicats. M. Bergeron ou M. Le Pors défendent le pouvoir d'achat comme s'il était quasiment apocalyptique de vivre en 1983 comme en 1980 ! Quand auront-ils le courage d'expliquer, l'un à ses militants, l'autre aux fonctionnaires (ce sont souvent les mêmes, qui au reste ne risquent pas de devenir chômeurs), qu'il y a des moments dans l'existence d'une nation comme dans celle d'un individu où une purge est nécessaire, permettant ensuite de repartir avec de meilleures chances. Laisser croire que nous sommes en situation de survie insulte les pays pauvres.

M. Mauroy a enfin reconnu qu'on ne pourrait, comme disent les Anglais, « avoir le beurre et l'argent du beurre », en déclarant dans son interview à l'Express (2) : « Notre objectif est donc de diminuer le moins possible le pouvoir d'achat », ajoutant, ce qui est parfaitement légitime, qu'il fallait le préserver voire l'améliorer pour les plus démunis.

Cela dit, il n'y a pas obligatoirement un lien entre la baisse du pouvoir d'achat et celle de la consommation. Or c'est la seconde qui importe, pour redresser notre balance commerciale. La plupart des Français peuvent en effet très bien

tirer sur leur épargne pour continuer contre vents et marées à vivre comme avant. Ils n'auraient une attitude différente que s'ils étaient profondément motivés psychologiquement pour le faire. Or rien n'indique qu'ils le soient. On a même toutes les raisons de penser le contraire.

## La mollesse des partis et des syndicats

Les partis politiques ne battent pas le tambour, c'est le moins qu'on puisse dire, pour la réussite d'un plan. A droite, sauf M. Raymond Barre, qui n'est pas tombé dans un manichéisme primaire, on continue de penser que ce gouvernement étant marqué du sceau de l'irresponsabilité, son péché originel du socialisme, rien de bien ne peut sortir des entrailles de l'Etat de Matignon ou de la Rue de Rivoli (3). A gauche, l'envie de mobiliser les troupes est faiblissante depuis des mesures prises ne vont vraiment pas dans le sens du programme socialiste, et qu'il y aura plus de chômeurs à la fin de l'année. On ne veut pas voir qu'il y en aurait encore beaucoup plus si l'économie s'effondrait sous les coups de boutoir de nos créanciers internationaux et des importations massives, en attendant que la France devienne une « colonie » du Fonds monétaire international.

Les syndicats ne pousseront sans doute pas à la bagarre, mais la plupart se crispent comme d'habitude sur les droits acquis en se défendant de regarder au-delà de leur « corporatisme ». Soutenir les mesures de rigueur, ce serait rompre avec leurs habitudes de revendication. Mais sont-ils bien certains que leur base n'attend pas une attitude plus constructive.

Et combien de Français qui croient à l'Etat gaspilleur pensent aussi, comme certains experts du P.C., qu'il y a un « trésor caché », que, comme le disait récemment M. Pierre Massé (4), « c'est l'inverse. Il y a un passif négligé. Nous sommes plus pauvres que nous le croyons ».

Cela, jamais le gouvernement n'a osé le dire vraiment. Au contraire,

M. Mauroy s'est voulu exagérément rassurant lors de son intervention à l'Assemblée nationale. Sans doute, si les vrais problèmes, à son avis, étaient derrière nous, les municipales, elles, étaient devant. Mais pourquoi M. Mitterrand, le 23 mars, n'est-il encore complu à vanter la politique suivie depuis le 10 mai 1981 et son maintien alors qu'elle virait lof pour lof ? Pourquoi tant de contraintes, d'austérité, de plans de rétablissement, de dévaluations, si cette politique était la bonne ? Quelle force aurait un gouvernement qui, au lieu de faire croire qu'il continue sur la lancée du début, expliquerait tranquillement aux citoyens pourquoi ce qu'il avait cru possible au départ ne l'était pas, en fait.

Des hommes aussi différents que M. Pinay, Mendès France et de Gaulle avaient su parler au pays un langage de vérité, et donc susciter un regain de confiance dans une large fraction de la population. Pourquoi, après avoir entraîné une majorité de Français derrière lui et manifesté autrement qu'en paroles sa volonté de changement, le gouvernement de gauche est-il si empêtré dans sa démarche, si compliqué dans sa manière de présenter les vérités désagréables au pays ? Tous jours cette peur de l'opinion, qui faisait déjà reculer Pompidou devant la perspective de faire payer aux consommateurs le premier choc pétrolier, ou M. Mitterrand devant la nécessité de décompter du salaire des travailleurs la réduction d'une heure sur la semaine de travail.

« Les faits sont têtus ». Ce sont eux les vraies mules. Tant qu'on essaiera de les habiller de rose, alors que ce n'est pas leur vraie couleur, les Français ne sentiront pas remonter en eux l'esprit civique. C'est pourtant grâce à lui seulement, M. Mitterrand le sait bien, que le gouvernement pourra triompher des obstacles semés sur sa route.

PIERRE DROUIN.

(1) Le Nouvel Observateur du 25 au 31 mars.  
(2) Numéro du 1<sup>er</sup> au 7 avril 1983.  
(3) Lire l'article de J.-M. Colombani dans Le Monde du 5 avril.  
(4) Interview dans le prochain numéro de L'Expansion (8-21 avril 1983).

## Le Monde

Services des Abonnements

5 rue des Italiens

75427 PARIS CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER

(par mandats)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

381 F 634 F 897 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

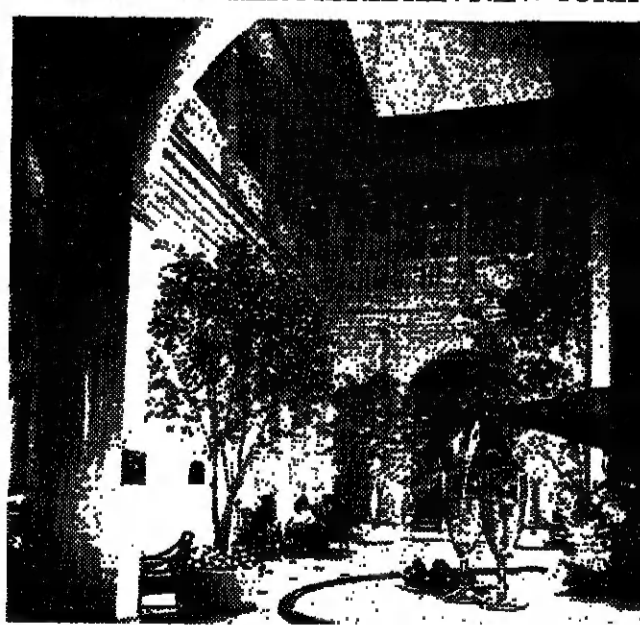
Les abonnés qui paient par chèque postal (tous chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine ou deux avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les acomptes propres en capitales d'imprimerie.

## HOTEL PARKER MERIDIEN NEW YORK



L'ART DE VIVRE FRANÇAIS A NEW YORK

**MERIDIEN**  
LES HOTELS D'AIR FRANCE

Cet art de vivre français vous le retrouverez à Montréal, Houston, Boston, et prochainement à San Francisco, La Nouvelle-Orléans, Mexico. Appelez Meridien Réservation International à Paris au 757.15.70 pour tous les hôtels Meridien: Paris, Nice, Lyon, Tours, Athènes, Tunis, Monastir, Mohammedia, Le Caire, Bagdad, Palmyre, Damas, Lattaquié, Koweït, Al Khobar-Dhahran, Djeddah, Abou Dhabi, Sharjah, Kharjourn, Dakar, Bujumbura, Kigali, Port-Gentil, Brazzaville, Douala, Gisenyi, Saint-Louis, Bahia, Rio, Tokyo, Hong Kong ville, Hong Kong aéroport, Guadalajara, Martinique, Maurice Paradis, Maurice Brabant, Réunion. En ouverture prochaine: Colombo, Delhi, Singapour ville, Singapour Changi, Alep, Porto, Lisbonne, Varsovie, Héliopolis, Alexandrie.







# L'EXPULSION DES FONCTIONNAIRES SOVIÉTIQUES

## La bienséance et ses limites

(Suite de la première page.)

Leur mission consistant à procéder à des observations et des analyses et à porter des jugements de fond sur le comportement et la politique de l'Etat qui les accueille, leur intérêt les conduit à être irréprochables pour tout ce qui touche à la forme. Ainsi, n'hésitent-ils pas à « en remettre ». Le diplomate se pliera avec la soumission à toutes les règles de la politesse, du cérémonial des usages les plus surannés, des bienséances et des mondanités, quitte à paraître ridicule aux yeux du public, qui ne retient que les apparences. S'il contrevient aux règles, tout ce que risque le diplomate est d'être déclaré *persona non grata* et expulsé. C'est ce qui est arrivé aux tuteurs de l'ambassade d'Irak, et mardi aux diplomates trop illicite-ment curieux de l'ambassade de l'U.R.S.S.

L'espion n'a pas ces soucis, mais il en a d'autres qui font la joie des

amateurs de films et de romans d'aventures.

### La technique le sexe et l'argent

La limite entre le licite et l'illicite étant souvent difficile à observer, particulièrement dans des pays comme ceux de l'Est où, dans une certaine mesure, tout ce qui n'est pas obligatoire est interdit, les interférences entre la diplomatie et l'espionnage sont constantes. Les pièges les plus connus, tendus par l'espionnage à la diplomatie, sont ceux de la technique, du sexe et de l'argent.

La technique progresse tous les jours. M. Rochet fit sensation en 1971, en exhibant sur le petit écran toutes sortes d'instruments : minidiscos, tournevis émetteurs, etc., qu'on trouve aujourd'hui dans le

commerce. L'écoute des postes diplomatiques et le décodage du « chiffre » sont parmi les sports favoris des centrales de renseignements. Anthony Cave-Brown a raconté (dans la *Guerre secrète*) comment les services de renseignements anglais déchiffraient les codes secrets allemands du début à la fin de la dernière guerre mondiale. Toutes les ambassades dans les pays de l'Est, et parfois ailleurs, sont équipées d'une « cloche », une chambre entièrement vitrifiée, qui interdit toute écoute... du moins l'espère-t-on.

La femme fatale est un piège à diplomates, entrée de longue date dans le folklore de l'espionnage. Mais, avec la féminisation du corps diplomatique, l'homme fatal a une belle carrière devant lui. M. Rochet racontait déjà en 1971 : « Les débats amoureux de la fille d'un de nos fonctionnaires à l'étranger (il donna des précisions) ont été filmés, avant qu'on lui dise : ces documents seront publiés, si vous ne donnez pas la clé du coffre de votre père ». Un ambassadeur connu, qui avait succombé aux charmes d'une danseuse, fut pris, dans une capitale de l'Est, dans une vraie scène de vaudeville avec le retour d'un pseudo-mari trompé, le tout étant observé et enregistré d'une chambre voisine. Cependant, l'ambassadeur n'étant pas promis chez lui aux hautes destinées que le gouvernement du pays d'accueil avait prévues, les possibilités de chantage firent long feu, et l'affaire ne fut révélée que beaucoup plus tard par un agent de l'Est passé à l'Ouest. Un piège analogue aurait, dit-on, été tendu à sa femme, qui ne s'y laissa pas prendre. Le coup est classique.

Romain Gary, qui fut diplomate en même temps que romancier, racontait que, en poste dans un pays de l'Est, un de ses « contacts » habituels lui mis sous les yeux toute une série de photos qui se voulaient compromettantes. Romain Gary prit un air sincèrement consterné : « Je vous en prie, suppliez-le, n'exhibez jamais ça, ce serait affreux... Regardez, j'étais vraiment lamentable ce jour-là... Ma réputation auprès des femmes serait définitivement compromise ». L'autre n'insista pas.

### La guerre des services

Mais, tous les diplomates n'ont pas ce sang-froid. L'écrivain Gilles Perrault et le cinéaste Michel Deville ont à peine romancé, dans leur

Dossier 51, le drame authentique d'un diplomate circonvenu par les services secrets de l'Est, qui lui révéleront pour le compromettre une homosexualité refoulée. Il se suicida. Tout le Quai d'Orsay a connu cette affaire.

L'argent requiert moins de subtilité. Un diplomate italien, qui occupe aujourd'hui de hautes fonctions à l'OTAN, nous raconta que, en début de carrière, il fréquentait un diplomate soviétique, qui l'invitait souvent à dîner. Un jour, la conversation s'orienta vers la triste condition financière de la « carrière ». « Combien gagnent donc les diplomates italiens ? », demanda son hôte. « Pas possible, si peu que ça... Comment vivez-vous donc ? ». Bref, il allait faire une offre, quand l'Italien trancha : « Vous savez, cher ami, je suis très riche ». D'ailleurs, c'était vrai. Le Soviétique changea de conversation et ne l'invita plus.

Ce qui est plus surprenant, mais qui n'est nullement exceptionnel, c'est que les services diplomatiques, et ceux de renseignements d'un même pays se contraignent. C'est même fréquent, lorsque des intérêts puissants sont engagés dans une politique qui ne fait pas l'unanimité.

Dans le dernier numéro de la *Revue d'histoire diplomatique*, l'ancien ambassadeur Albert Chambon, qui, plus tard, démasqua les activités de Barbie en Amérique latine, ce qui lui valut des menaces de mort, raconte comment il fut victime d'un épisode peu connu de cette guerre des services. En 1959, il était conseiller diplomatique à Dakar, lorsque peu après son arrivée, un agent du SDECE qu'une opération de « déstabilisation » se préparait contre un Etat voisin. M. Chambon ne le cite pas, mais ce ne peut être que la Guinée. Il informa le haut commissaire, « qui le prit de haut ». Puis, les préparatifs s'étant ébruités dans Dakar, et le haut commissaire s'étant absenté, il prévint le Quai d'Orsay. L'opération fut abandonnée. Mais M. Chambon, qui n'avait pourtant informé que son gouvernement, fut convoqué d'urgence à Paris, et sa promotion fut bloquée pendant dix ans.

Il n'est pas toujours diplomatique de connaître et de faire connaître ce qu'un diplomate ne doit pas savoir.

MAURICE DELARUE.

## LES RÉACTIONS POLITIQUES

### « L'Humanité » souligne que la décision française risque de nuire « à la cause de la paix et du désarmement »

En première page sur deux colonnes, en haut à droite, *L'Humanité* du mercredi 6 avril annonce, en caractères gras : « Quarante-sept Soviétiques expulsés de France », puis, en maigre : « L'U.R.S.S. proteste contre une décision qu'elle juge « totalement infondée et arbitraire ». En page intérieure, après avoir reproduit le communiqué du ministère de l'Intérieur et la déclaration de l'ambassade soviétique, le quotidien du P.C.F. écrit : « Les observateurs soulignent qu'une expulsion aussi massive n'a pas de précédent dans les relations franco-soviétiques, et qu'elle est extrêmement rare dans l'histoire de la diplomatie. Il paraît évident que la décision prise par les autorités françaises, au-delà des mesures de rétorsion qu'elle entraîne de son côté soviétique, risque malheureusement de détériorer de manière grave le climat des relations entre les deux pays, dans tous les domaines, mais aussi dans les domaines de chacun d'eux, en même temps qu'à la cause de la paix et du désarmement ».

Mardi 5 avril, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, aucun député communiste n'était disponible pour un commentaire sur cette affaire, après la réunion hebdomadaire du groupe. Du côté socialiste, M. Claude Estier, interrogé, en tant que président du groupe parlementaire d'amitié France-U.R.S.S., avant la publication du communiqué du ministère de l'Intérieur, indiquait son intention de s'informer des motifs de la décision française.

Le même souci habitait M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R., qui jugeait la mesure « spectaculaire ». « Dans le cas où nous n'aurions pas d'explication satisfaisante de la part du gouvernement », déclarait M. Labbé, nous en demanderions, par la voie de ques-

tions ou de rappels au règlement. » M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F., était peut-être un peu plus confiant. « Si le gouvernement l'a fait, disait-il, il se peut qu'il y ait quelque raison à cela. Il se refusait, toutefois, faute d'« explications », à « porter un jugement de valeur » sur cette décision.

### M. Stirn : « Un acte courageux »

M. Olivier Stirn (U.D.F.), candidat à la présidence du parti radical, estimait qu'il s'agissait d'« un acte courageux, qui montre que M. François Mitterrand n'est pas prisonnier des communistes ». Précédemment, au Sénat, M. André Fosset (Union centriste) déposait une question écrite demandant au premier ministre de « bien vouloir lui confirmer que la décision prise par le pouvoir exécutif de procéder, le 4 avril, à l'expulsion de quarante-sept diplomates soviétiques, rencontre l'accord sans réserve de tous les membres de son gouvernement ».

Quarante-sept, c'est peu, estime de son côté, le Front national (extrême droite), tout en se félicitant de la « décision courageuse » du gouvernement. Selon l'organisation de M. Jean-Marie Le Pen, il y avait en France, en 1980, cent quatre-vingt-cinq membres des services secrets soviétiques. « Le gouvernement français n'a donc expulsé, pour le moment, qu'un espion sur quatre », souligne le Front national.

Le calcul de M. Raymond Marcellin (U.D.F.-P.R.), ancien ministre de l'Intérieur, est moins précis, mais il va dans le même sens. « Quarante-sept, ce n'est pas beaucoup, car il y en a des centaines », a déclaré M. Marcellin sur R.T.L.

## Les précédents

### EN FRANCE

En France, la dernière expulsion de Soviétiques remonte à trois ans. Le 9 février 1980, M. Guennadi Trankov, en poste au consulat général d'U.R.S.S., avait été expulsé pour avoir été trouvé en possession de plans de l'avion de combat français Mirage 2000. Deux semaines plus tard, un deuxième consul soviétique en poste à Marseille, M. Vatcheslav Frolov, avait été amené à quitter le territoire français.

Une quinzaine de Soviétiques ont été expulsés de France pour espionnage depuis vingt ans, notamment :

• En février 1965, M. Serge Pavlov, directeur de l'Aéroflot à Paris ;

• En 1970, cinq diplomates en poste à Paris ;

• En 1973, le lieutenant-colonel Eugène Mironov, attaché de l'air adjoint à l'ambassade soviétique, surpris alors qu'il dérobait des appareils de guidage électronique au Salon de l'aéronautique de Bourget ;

• Le 11 février 1977, un fonctionnaire de l'U.N.E.S.C.O. à Paris, M. Vladimir Ivanovitch Ribatchenko, expulsé pour espionnage industriel.

• En 1978, M. Victor Penkov, attaché militaire adjoint de l'ambassade soviétique à Paris.

### A L'ÉTRANGER

Voici un rappel d'affaires d'expulsion de ressortissants soviétiques qui ont défrayé la chronique ces dernières années dans divers pays étrangers.

• EN GRANDE-BRETAGNE, il y a eu l'expulsion de cent cinquante diplomates, et fonctionnaires, sur cinq cent cinquante résidents soviétiques, en septembre 1971. Depuis, plusieurs diplomates soviétiques ont été pris de quitter le pays.

• EN ESPAGNE, quatre fonctionnaires soviétiques ont été expulsés le mois dernier. En outre, dix Soviétiques accusés d'espionnage ont été expulsés depuis que Madrid et Moscou ont rompu leurs relations diplomatiques en février 1977.

• EN ITALIE, en décembre 1982, le colonel Chelag, attaché militaire adjoint de l'ambassade soviétique, est déclaré *persona non grata*. En 1969, le premier secrétaire de l'ambassade soviétique, M. Constantin Monachov, avait été expulsé. Les Italiens avaient acquis la certitude qu'il avait de cette couverture officielle pour diriger un important réseau d'espionnage porteur particulièrement sur les bases de l'OTAN en Italie.

• EN SUISSE, trois Soviétiques ont été expulsés depuis le début de 1983 pour espionnage.

• AU DANEMARK, la dernière expulsion date de février 1983.

• AUX PAYS-BAS, le correspondant de Tass a été expulsé en avril 1981.

• AUX ÉTATS-UNIS, en février 1977, l'expulsion du correspondant de Tass à Washington, en réponse au refus de ce correspondant d'A.P. à Moscou. En 1978, deux autres Soviétiques ont été expulsés pour espionnage.

• AU CANADA, en 1978, treize diplomates-espions soviétiques sont

pris de quitter le pays. Plusieurs espions soviétiques ont été expulsés du Canada, le dernier étant l'attaché commercial de l'ambassade, M. Abramov, le 1<sup>er</sup> avril 1982.

• EN BOLIVIE, une expulsion massive de quarante-neuf membres de l'ambassade soviétique à La Paz a eu lieu en avril 1972, deux ans après l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays.

• EN COLOMBIE, huit espions ont été expulsés en août 1972. Le Costa-Ricain, l'Espagnol et le Mexicain, en particulier, ont en recours à de nombreuses menaces.

• EN CHINE, l'un des seuls cas connus est l'expulsion de cinq « espions soviétiques » en janvier 1974, trois diplomates et les femmes de deux d'entre eux.

• AU GHANA, les vingt membres de l'ambassade d'U.R.S.S. ont été expulsés peu après le coup d'État militaire du 25 février 1966.

• AU ZAÏRE, en novembre 1963, tout le personnel diplomatique (quatre personnes) est renvoyé, ainsi que le correspondant de l'agence Novosti. Les années suivantes, plusieurs autres diplomates et journalistes soviétiques connaissent le même sort.

• EN ÉGYPTE, le 15 septembre 1981, l'ambassadeur soviétique, M. Vladimir Potokov, est jugé *persona non grata* avec six autres membres de la mission diplomatique. D'autres membres d'expulsion frappent deux cent quarante-trois diplomates, militaires, journalistes, et experts civils dans les jours qui suivent.

Neuf ans auparavant, le président Sadate avait annoncé la fin de la mission des experts soviétiques, dont le nombre était évalué à environ dix-sept mille. Ils avaient dû quitter le pays.

## La presse occidentale évoque la détérioration des relations franco-soviétiques

La presse occidentale accorde généralement une place de choix aux comptes rendus concernant l'expulsion des fonctionnaires soviétiques de Paris. En Grande-Bretagne, où les autorités ont fait savoir que cette affaire n'avait aucun rapport avec l'expulsion la semaine dernière de deux diplomates et d'un journaliste soviétiques en poste à Londres, les quotidiens soulignent généralement qu'une dégradation des relations entre Paris et Moscou devrait suivre cette mesure.

Pour le *FINANCIAL TIMES*, cette décision, « prise par le seul pays occidental à compter des ministres communistes dans son gouvernement », confirme la fermeté de la ligne française en ce qui concerne les rapports Est-Ouest, et en particulier les questions d'armement. *THE GUARDIAN* estime pour sa part que cette mesure « pourrait aussi être une cause de tension à l'intérieur de la coalition socialiste communiste ». « Jusqu'à présent, poursuit Paul Webster, correspondant de ce quotidien à Paris, les communistes ont accepté la politique étrangère du gouvernement au nom de la solidarité gouvernementale, en dépit de la tradition prossoviétique du parti. Mais si ces expulsions sont considérées comme une contestation de la politique de Moscou ou si elles sont à l'origine de pressions en faveur du retrait des communistes du gouvernement, elles provoqueront un sérieux malaise au sein de la coalition. » Le *TIMES* de Londres comme l'édition européenne du *WALL STREET*

*JOURNAL* insistent sur la détérioration des relations franco-soviétiques depuis deux ans par rapport à ce qu'elles étaient sous les précédents gouvernements. Le *TIMES* estime que cet incident « peut creuser le fossé le plus profond entre les deux pays depuis le temps de la guerre froide ».

LE *SOIR* de Bruxelles note qu'il y a « quelque chose d'insolite dans la série noire qui a, au cours des derniers mois, frappé le réseau soviétique. (...) Il est possible que la densité de ce réseau en France comme naguère en Angleterre ait dépassé le seuil de tolérance. Mais on peut aussi attribuer ses défaillances aux révélations d'espions importants passés à l'Ouest. (...) Ces personnages étaient au service d'une institution unique au monde dont l'ancien chef préside aujourd'hui aux destinées de l'U.R.S.S. La crise du K.G.B. pourrait dès lors refléter une crise de l'U.R.S.S. Mais y a-t-il une crise du K.G.B. ? »

En République fédérale, la *FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG* insiste également sur les tensions que risque d'engendrer cet incident au sein du parti communiste, « dont la partie spirituelle est à Moscou », tensions qui, selon le quotidien, pourraient s'exprimer dès le conseil des ministres de ce mercredi, à propos de la politique économique de M. Mauroy. Pour *DIE WELT*, « le plus bas niveau » a été atteint dans les relations franco-soviétiques.

## En dix ans, le nombre des fonctionnaires soviétiques en France a plus que triplé

Passant d'un millier de personnes en 1971 à deux mille quatre cent six au 31 décembre 1981, le nombre de citoyens soviétiques résidant en France a considérablement grossi au cours de la dernière décennie. Si l'on exclut de ces listes les conjoints et les enfants, qui ne font que vivre dans notre pays sans y travailler pour le leur, ainsi que les personnels techniques subalternes, l'accroissement est encore plus spectaculaire. De deux cents à sept cents, le nombre des seuls fonctionnaires soviétiques exerçant en France des fonctions de représentation officielle aurait plus que triplé dans la même période.

Ces fonctionnaires bénéficient d'une immunité soit complète pour les diplomates accrédités auprès du Quai d'Orsay (quatre-vingt-trois personnes à Paris) (1), soit partielle s'ils sont titulaires d'un passeport dit « de service », dont bénéficient les cadres des sociétés commerciales soviétiques installées en France.

Totale ou partielle, cette immunité offre évidemment une protection idéale à des agents se livrant à l'espionnage ou à toute autre activité contrevenant aux lois. Cela ne signifie pas pour autant que tous les

titulaires soviétiques de passeports diplomatiques ou « de service » soient des professionnels du renseignement. Cela signifie simplement — surtout quand les « affaires » se multiplient — qu'un service de contre-espionnage ne peut rester indifférent lorsqu'il voit grossir inexorablement et jusqu'à plethore le nombre des représentants d'une puissance étrangère qui protège leur statut.

L'Union soviétique n'a certes pas le monopole de l'abus des « couvertures » diplomatiques. Ces représentations, partout de par le monde, ont tendance à entretenir un très nombreux personnel. La D.S.T. estime, en l'occurrence, qu'un tiers des sept cents personnes concernées dépendent des services de renseignements civils (K.G.B.) et militaires (G.R.U.).

(1) Ils disposent de quatre locaux diplomatiques officiels : l'ambassade et la mission militaire installées dans un bâtiment imposant boulevard Lannes, la résidence de l'ambassadeur, rue de Grenelle (l'ancienne ambassade), la mission commerciale, rue de la Faisanderie, et le consulat, rue de Prony.

## Une liste de la D.S.T.

Libération publiée dans ses éditions du 6 avril un document présenté comme une « note interne de la D.S.T. » dressant la « liste non exhaustive des agents soviétiques attachés pour la plupart à l'ambassade de l'Union soviétique ». Ce texte, établi fin 1980, identifie, sur les 521 Soviétiques en poste en France au 1<sup>er</sup> décembre 1980, 181 membres des services de renseignement (133 pour le K.G.B., service secret civil, 36 pour le G.R.U., service secret militaire, et 12 « indéterminés »). Il souligne, de 1978 à 1980, un « accroissement sensible » du personnel de renseignement, manifestation de « la volonté sensible des Soviétiques de disposer en France d'une importante résidence du K.G.B. ».

Le texte se poursuit par une énumération des « principaux cadres de la représentation officielle soviétique », liste qui ne comprend pas que

des membres de services spéciaux. Premier conseiller expulsé mardi, Nikolai Tschetverikov serait le « résident » du K.G.B. en France ; Vassili Golitsyne, attaché naval, celui du G.R.U.

[Dans l'entourage de la D.S.T., on précise que le document publié par *Libération* n'est pas une « note interne », mais un « extrait d'un document de travail destiné à un recyclage de fonctionnaires sur le plan interne ». Des indications d'un fonctionnaire, qui n'appartient plus à la D.S.T. depuis un an et demi, auraient été à l'origine d'une première divulgation de son contenu, en 1981, dans *Spécial* de l'été, et, en 1982, dans une feuille confidentielle de droite, la *Croix*, de M. Roland Gaucher. « La plus grande partie » des renseignements contenus dans ce texte sont « précis », ajoute-t-on. Enfin, l'on dément qu'il ait, ainsi que l'indique *Libération*, un bilan écrit régulier, mis à jour chaque fin d'année, de l'état des « espions » soviétiques en France.]

## AFRIQUE

### Angola

### Première visite à Washington d'un ministre du gouvernement de Luanda

Washington (A.F.P.). — Pour la première fois depuis l'indépendance de l'Angola en 1975, un membre du gouvernement angolais, en la personne de M. Pedro Van Dunem, ministre du pétrole et de l'énergie, a été reçu au département d'État.

Selon des hauts fonctionnaires ayant demandé à conserver l'anonymat, M. Van Dunem, qui était accompagné de M. Hermínio Escorivo, directeur de la société des pétroles angolais, a eu des entretiens avec M. Chester Crocker, secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique.

Même si les contacts sont relativement fréquents entre les deux pays, notamment sur la question du pétrole, les États-Unis n'entretenaient jusqu'à présent de relations diplomatiques avec l'Angola, qu'ils ont

déclaré ne pouvoir reconnaître aussi longtemps que les troupes cubaines demeureraient sur le territoire angolais.

D'autre part, le département d'État a déploré, mardi 6 avril, la mort de M. Saul Mkhize, l'un des leaders de la communauté noire d'Afrique du Sud, tué la semaine dernière par la police sud-africaine alors qu'il se trouvait à la tête d'une manifestation protestant contre la politique raciale de Pretoria (le *Monde* du 6 avril). Le gouvernement américain espère bien que les autorités sud-africaines vont mener une « enquête complète » pour déterminer les circonstances de la mort de M. Mkhize, a déclaré mardi M. John Hughes, porte-parole du département d'État.

**COPIES GEANTES** NOIR/BLANC SUR A3X20X 2030  
SUR PAPIER BLANC COULEURS CALQUE POLYESTER - LARGEUR 62 CM - LONGUEUR ILLIMITÉE  
REDUCTION AGRANDISSEMENT POUR PLANS, CONTRACTIONS, AFFICHES, POSTERS  
L'ÉCRIVE 38, Av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32 ☎ 220.0645

Le Monde des  
**PHILATÉLISTES**  
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

**TENNIS**  
RADIO  
entraînements et stages  
tous niveaux  
aux portes de Paris  
Tél. 628.02.32 (4 lignes)  
21, av. du Général de Gaulle, PARIS 12<sup>e</sup>

55 زان الأول



Inde

LA TENSION AU PENDJAB

**« Nous continuerons notre lutte jusqu'à ce que toutes nos revendications soient acceptées »**  
**déclare au « Monde » le principal dirigeant sikh**

Amritsar. — L'atmosphère demeure tendue à Amritsar, où plusieurs personnes ont été blessées, mardi 5 avril au soir, par l'explosion d'une bombe au cœur de la vieille ville. Rapprochant à la police d'arrêter les auteurs de l'attentat, la foule a violemment pris à partie les forces de l'ordre contraintes de tirer en l'air pour se dégager.

Commentant mardi au Parlement le blocus routier organisé la veille par le parti sikh local, l'Akali Dal, le ministre de l'Intérieur, M. Sethi,

De notre envoyé spécial

a rendu les « agitateurs » responsables des affrontements au cours desquels une vingtaine de personnes ont trouvé la mort (le Monde du 6 avril). Il a invité les dirigeants sikhs à renoncer à une politique de confrontation porteur de violence et qui ne fait que compliquer la solution du problème.

Il a insisté ensuite que le gouvernement était favorable à la négociation, sans préciser

cependant si une nouvelle invitation avait été adressée à l'Akali Dal.

De son côté, Sant Harchand Singh Longowal, président de ce parti, a exigé une enquête judiciaire (le bilan s'établirait selon lui à quarante morts) et le retrait des forces paramilitaires du Pendjab. Il a estimé l'atmosphère « explosive » et demandé l'intervention immédiate du premier ministre et du président de l'Union, comme il l'a expliqué dans une entrevue accordée au Monde.

« Quel est le bilan de la manifestation que vous avez organisée lundi ? »

« Nous sommes totalement satisfaits du succès remporté par notre manifestation. Nous sommes parvenus à interrompre le trafic sur toutes les routes de l'Etat. Tout se serait déroulé paisiblement si les policiers n'avaient eu recours à la violence. Nous condamnons vigoureusement l'agression dont nous avons été victimes. Contrairement à ce qui a été rapporté, aucun Sikh n'a ouvert le feu à Patiala de l'intérieur du temple local. En revanche, la police, elle, y a lancé des grenades lacrymogènes. Nous en avons la preuve. »

« Votre campagne d'agitation dure depuis des mois. Qu'avez-vous obtenu ? »

« Certaines de nos revendications ont été prises en compte. Par exemple, la liberté de nous rendre en pèlerinage dans les lieux saints qui se trouvent au Pakistan, le statut international conféré à l'aéroport d'Amritsar, l'acceptation de principe de la plupart de nos demandes à caractère religieux. (le Monde du 1<sup>er</sup> mars.) »

« Restent nos exigences politiques : revendications territoriales, révision des accords relatifs au partage des eaux des rivières locales, et surtout, davantage de pouvoirs pour les Sikhs. Le gouvernement n'est d'ailleurs pas en mesure de nous donner satisfaction. C'est pourquoi nous avons décidé de rompre les rapports entre le « Centre » et les Sikhs. (Le Monde daté 27-28 mars.) Nous entendons poursuivre notre lutte jusqu'à ce que toutes nos revendications soient acceptées. »

« Sous quelle forme ? »

« Le gouvernement a le devoir de protéger la vie, les biens et l'honneur des citoyens. Lundi, au contraire, il s'est livré sur nous à des violences et à des agressions. D'où nos interrogations et notre scepticisme. Quelles mesures devons-nous prendre pour protéger nous-mêmes nos vies, nos biens et notre honneur ? Tel sera, entre autres, l'objet de notre prochaine réunion. Nous ferons le bilan et déterminerons notre future ligne d'action. Mais nous nous efforçons de demeurer dans la voie pacifique. En fait, cela dépendra du gouvernement. »

**L'idéologie de Gandhi ne nous impressionne pas**

« Excluez-vous toute rencontre avec le gouvernement ? »

« Il n'en est pas question pour le moment. Désormais la balle est dans le camp adverse. Ils savent ce que nous voulons. »

« Vous avez également émis de sérieuses réserves à l'égard du gouvernement local. »

« Son attitude a prouvé qu'il ne se préoccupait pas de la défense de nos intérêts. Nous attendions sa protection. Il nous a attaqués. Nous sommes, par conséquent, enclins à nous demander s'il nous représente encore. La question est sérieuse et mérite réflexion. »

« Votre action ne s'inspire-t-elle pas de la stratégie de Gandhi ? »

« Nous n'avons jamais été impressionnés par l'idéologie de Gandhi. En fait, nous suivons les enseignements de nos gourous [guides spirituels], qui, bien avant lui, ont prêché la non-violence. Les Sikhs ont souffert bien davantage que Gandhi. Aujourd'hui, si on fait tant de bruit autour de lui, c'est parce que la majorité de la population est hindoue. En fait, Gandhi n'était qu'un instrument (stooge) des Anglais. »

« Mais certaines personnes affirment que vous êtes l'instrument des Pakistanais. »

« Nous n'avons jamais reçu aucune aide d'aucune nation étrangère, et nous n'en attendons de personne. Nous avons lancé notre lutte seule et nous la poursuivrons seuls. »

« Vous évoquez souvent la nécessité pour les Sikhs de rompre les chaînes de l'esclavage. De quel esclavage s'agit-il dans la mesure où vous êtes l'une des communautés les plus prospères de l'Inde ? »

« Si nous réussissons mieux que les autres, c'est que notre religion nous invite à travailler dur, à gagner notre vie, à aider les nécessiteux. Nous ne trouvons aucun mécontentement dans nos rangs. Pourquoi, malgré tout, les autres communautés obtiennent-elles ce qu'elles demandent, alors que nous sommes obligés de lutter pour arriver à nos fins ? Voilà qui nous fait penser que, dans ce pays, nous sommes des citoyens de seconde classe. De plus, nous n'avons pas le pouvoir de décider de

notre propre sort. Nous étions majoritaires à l'Assemblée locale, mais M<sup>re</sup> Gandhi a décidé de nous détrôner. »

« Mais l'actuel chef du gouvernement local élu, démocratiquement, est un Sikh ? »

« Plutôt un « collaborateur », un instrument des Hindous et du parti de M<sup>re</sup> Gandhi, le Congrès (I). Il ne représente pas les aspirations des Sikhs, pas plus que le président de l'Union (lui aussi un Sikh), qui n'est que le prête-nom de M<sup>re</sup> Gandhi : il dit ce qu'elle lui dit de dire. »

« Mais pourquoi n'avez-vous pas agi dans le sens de vos revendications lorsque vous étiez au pouvoir au Pendjab ? »

« Parce que le gouvernement central était dans les mains du Janata, c'est-à-dire des Hindous, dont les plus extrémistes. Le premier ministre, soit M. Desai ou M<sup>re</sup> Gandhi ne change rien : ils sont anti-sikhs. Voilà pourquoi ils n'acceptent pas nos exigences. »

« Pourquoi, alors, ne pas demander un Etat indépendant ? »

« Nous voulons rester aux côtés des hindous, des musulmans. Des chrétiens, des harajans [intouchables]. Nous voulons que chacun soit traité sur un pied d'égalité. Nous demandons davantage de pouvoirs pour les Sikhs, non un Etat indépendant. »

« Pourquoi y a-t-il autant d'hommes armés dans l'enceinte du temple d'Or, à Amritsar ? »

« Nous aimons les armes. Elles symbolisent pour nous le respect de soi et l'autodéfense. Elles font partie de notre religion. De plus, quand on a besoin de nous, lors des conflits extérieurs par exemple, on ne nous critique pas. »

« Quelle sera la position de votre parti lors des prochaines élections générales ? »

« Nous verrons. Nous avons des amis dans toutes les formations politiques. Mais l'expérience montre que nous devons éviter toute entente avec le Congrès. »

Propos recueillis par PATRICK FRANCÈS.

L'OFFENSIVE VIETNAMIENNE A LA FRONTIÈRE THAÏLAISE

**Bangkok dénonce la violation « délibérée » de sa souveraineté et met en cause l'U.R.S.S.**

L'aviation thaïlandaise a-t-elle bombardé au napalm une unité vietnamienne qui s'était installée sur son territoire au cours de l'offensive que mènent les troupes de Hanoi contre la résistance cambodgienne le long de la frontière khméro-thaïlandaise ? C'est ce qu'ont affirmé des officiels de Bangkok, précisant que huit bombes incendiaires de ce type avaient été lancées sur cent cinquante bodouts (soldats vietnamiens) retranchés à plus de 100 kilomètres à l'intérieur du territoire thaïlandais, les forçant à se retirer. L'emploi de cette arme — pour la première fois depuis 1975 — aurait été décidé en dernier recours, les bombardements d'artillerie ayant été inefficaces. Toutefois, de source militaire à Bangkok, on a déclaré ne pas avoir reçu d'informations à ce sujet.

Toujours est-il que ce nouveau développement témoigne de l'apogée des combats et de la déstabilisation des Vietnamiens dans une offensive qui a mobilisé plus de dix mille hommes, qui a été longuement préparée par l'artillerie et qui menace, après les Khmers rouges et les siha-noukistes, les camps du F.N.L.P.K. (Front national de libération du peuple khmer) de M. Son Sann. Six mille réfugiés khmers ont été évacués mardi 5 avril par les Thaïlandais : une dizaine de milliers l'avaient été avant l'intervention de l'aviation, portant à au moins cinquante mille le nombre de civils khmers déplacés par les combats.

Parallèlement à son offensive militaire, Hanoi s'en est pris au gouvernement thaïlandais, accusé de « collusion » pour avoir fait état d'intrusions de soldats vietnamiens sur son territoire. « Il n'y aura plus d'hostilités », a affirmé l'agence de presse officielle, quand la Thaï-

lande aura mis fin à son appui à la guérilla khmère. Le ministre vietnamien des affaires étrangères a qualifié mardi de « punition bien méritée » les attaques contre la guérilla et en a rejeté la responsabilité sur Bangkok, accusée de « collusion » avec Pékin. Mais, en même temps, joignant la carotte au bâton, Hanoi a « appelé Bangkok à donner suite aux propositions sensées et raisonnables » des pays indochinois « pour instaurer la paix et la stabilité à la frontière thaïlando-cambodgienne ».

Pour sa part, le gouvernement thaïlandais a lancé une offensive diplomatique, convoquant, mardi également, dix-huit ambassadeurs, dont ceux du Vietnam et de l'U.R.S.S., pour déplorer la reprise des combats à la frontière. M. Arsa Sarasin, secrétaire permanent du ministère des affaires étrangères, a, dans une conférence de presse, dénoncé l'action « inhumaine et aveugle » du Vietnam contre les Cambodgiens et la violation « délibérée » de la souveraineté thaïlandaise. « Le Vietnam a clairement l'intention de chercher une confrontation directe avec la Thaïlande », a-t-il dit. Les forces vietnamiennes sont entrées en Thaïlande et ont tenu des portions de notre territoire, ce qui a conduit aux violents engagements entre les deux parties. »

Bangkok ne « pas encore » l'intention de « demander aux Etats-Unis d'honorer leurs engagements, aux termes du pacte de Manille de 1954 », a ajouté M. Sarasin. « L'armée thaïlandaise est pleinement en mesure de faire face à la situation », a-t-il précisé, avant de mettre en cause l'U.R.S.S., qui a fourni au Vietnam les armes lui permettant de mener de telles actions.

M. Paul Wolfowitz, sous-secrétaire d'Etat américain, est arrivé mardi à Bangkok et s'est rendu ce mercredi à la frontière khméro-thaïlandaise pour se rendre compte de la situation.

L'opération vietnamienne a été condamnée par la Chine et par le Pakistan, et le secrétaire général des Nations unies, M. Pérez de Cuellar, a exprimé sa « profonde préoccupation devant l'escalade des combats » et « espéré sincèrement que la population civile qui vit dans cette zone dans des conditions précaires n'aura pas à subir de nouveaux maux et souffrances ». — (A.F.P., U.P.I., Reuters, A.P.)

UNE DÉCLARATION DU QUAI D'ORSAY

Le porte-parole du Quai d'Orsay a évoqué, le mardi 5 avril, la situation en Asie du Sud-Est, déclarant : « La France n'a cessé de condamner la présence des forces vietnamiennes au Cambodge, comme elle condamne toute occupation étrangère d'autre pays. Elle dénonce les violences qu'entraîne inévitablement cette action et dont sont d'abord victimes les populations civiles. Elle s'inquiète du risque d'extension du conflit dans la région. La France exprime une fois de plus sa conviction qu'il faut arriver au plus tôt pour le Cambodge à une solution politique fondée sur les résolutions pertinentes des Nations unies. »

REPRISE DES CONTACTS ENTRE PÉKIN ET TIRANA

(De notre correspondant.)

Pékin. — Un groupe d'experts économiques chinois s'est rendu dernièrement en Albanie, vient-on d'apprendre à Pékin. La délégation aurait quitté la capitale chinoise le 23 mars pour un séjour à l'étranger dont la durée n'est pas connue. La mission de ces experts, qui jusqu'à présent n'a pas été mentionnée dans la presse, serait d'explorer les voies d'une amélioration des échanges économiques entre les deux pays, indique-t-on ici. Cette visite en Albanie est la première depuis la rupture de la coopération économique et militaire entre les deux pays en juillet 1978. A la suite de cette décision prise par Pékin, tous les experts chinois (environ cinq cents personnes) travaillant à la réalisation de divers projets de développement avaient regagné leur pays.

Cette dernière reprise de contacts paraît conforme avec la position de principe de la Chine, ratifiée par le XII<sup>e</sup> Congrès du P.C.C. en septembre dernier, d'entretenir des relations normales avec tous les Etats, quel que soit leur système social, sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique. Lors de la désignation de M. Carcani à la tête du gouvernement albanais, en janvier 1982, le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, lui avait adressé ses « salutations cordiales ». — M. L.

Suite aux nouvelles mesures du Contrôle des Changes, American Express communique :

Tous les Français voyageant à l'Etranger pour Affaires ont le droit de dépenser ce dont ils ont besoin. Avec une Carte d'entreprise.

La Carte d'entreprise American Express, vous la connaissez. Plus de 60.000 Cadres et Dirigeants l'utilisent déjà.

Partout dans le monde, elle leur permet de régler hôtels, restaurants, locations de voiture, billets d'avion. Et de faire face à tout imprévu.

Plus de 500.000 établissements dans le monde entier acceptent la Carte d'entreprise American Express.

Pour obtenir très rapidement la Carte d'entreprise American Express, appelez le (1) 749 01 07 ou écrivez à : American Express Carte France, 1 avenue de Chatou 92561 Rueil Malmaison Cedex.

Bon voyage !





# PROCHE-ORIENT

LA VAGUE « D'EMPOISONNEMENTS » EN CISJORDANIE

Plusieurs dizaines de Palestiniens soupçonnés d'avoir « organisé » les hospitalisations ont été appréhendés

Jérusalem. — Persuadés qu'il n'y a pas eu d'intoxication collective, et que dans la grande majorité des cas les personnes récemment hospitalisées en Cisjordanie — des jeunes filles pour la plupart — ont été victimes de troubles « psychosomatiques » ou d'un phénomène d'hystérie collective, exploités par des « agitateurs », les responsables de l'administration israélienne ont donné l'ordre de procéder à une série d'arrestations ou d'interpellations.

Plusieurs dizaines de Palestiniens soupçonnés d'avoir véritablement « organisé » en plusieurs endroits cette vague d'hospitalisations viennent d'être appréhendés. Parmi eux, notamment, des chauffeurs de voitures qui ont conduit les patients dans les hôpitaux, et des jeunes gens qui auraient incité de différentes façons des écolières ou lycéennes à se faire porter malades. Quelques-uns de ces suspects auraient déjà eu dans le passé maille à partir avec les autorités militaires.

Ces indications ont été révélées officiellement : aucun chiffre officiel n'a été fourni. A Jérusalem, la police a cependant indiqué que six personnes avaient été arrêtées mardi 5 avril dans la ville ou dans ses environs. Le général Shlomo Ilyia a confirmé ces mesures, mais sans donner de précisions. « Depuis lundi, a-t-il seulement déclaré, des suspects ont été interrogés et le sont encore ». D'autre part, des médecins arabes à Hébron ont signalé que les

De notre correspondant

autorités militaires avaient ordonné mardi soir que quarante des soixante-seize jeunes filles encore en observation dans les établissements de la ville soient transférées dans des hôpitaux israéliens.

Un groupe politique est derrière toute cette affaire, a affirmé mardi le général Ilyia. Des provocateurs ont circulé dans les hôpitaux (de Cisjordanie) exerçant des pressions sur les médecins, afin qu'ils admettent de nombreux « malades » ou qu'ils gardent le plus longtemps possible ceux qui étaient déjà hospitalisés ; par ailleurs, nous connaissons un exemple où la même personne s'est fait admettre à cinq reprises alors qu'à chaque fois il lui a été signalé qu'elle n'avait rien... Il est à remarquer que jusqu'à présent les autorités israéliennes n'ont désigné comme responsables de cette campagne d'« agitation » aucune personnalité ou aucun groupe politique déjà connus dans les territoires occupés.

Alors qu'on lui demandait dans une interview télévisée s'il n'y avait tout de même pas des « sérieux » parmi le nombre de personnes s'estimant victimes d'« empoisonnement », le général Ilyia a répondu : « Sur les centaines d'hospitalisations recensées durant ces dernières semaines, il n'y a peut-être eu que six cas qui ont mérité un examen approfondi ».

Cependant, le docteur Schebadeh, directeur des hôpitaux de Cisjordanie, a émis le 5 avril un avis sensiblement différent au cours d'une interview à la radio israélienne. Selon lui, si 80 % des personnes hospitalisées ces dernières semaines ont cédé à la « panique » ou à la « crainte », 20 % d'entre elles ont réellement présenté des symptômes inquiétants sinon graves. Il faisait allusion principalement aux tout premiers cas — une soixantaine — apparus le 21 mars, dans un village proche de Jérusalem. « Il a été noté, a-t-il précisé, que les écolières ont inhalé une substance gazeuse dont on ne connaît pas encore l'origine. Rien ne dit que celle-ci soit vraiment toxique. Mais on a constaté des irritations de la gorge, des suffocations parfois, ainsi que des anomalies dans la composition sanguine, et des analyses d'urine ont révélé un taux d'albumine excessif. Les troubles étaient bien réels : maux de tête, vertiges, nausées... ». Le docteur Schebadeh a ajouté que, dans le cas de ce village, on avait envisagé que des vapeurs toxiques puissent venir des égouts proches de l'établissement scolaire où les malaises s'étaient déclarés. Mais il a précisé que cette hypothèse avait été rapidement écartée.

Les indications fournies par le docteur Schebadeh retiennent particulièrement l'attention, car ce médecin, qui conteste partiellement et indirectement les affirmations de l'administration israélienne, ne semble guère pouvoir être soupçonné de complaisance à l'égard des adver-

saires les plus farouches de l'« occupant ». En effet le docteur Schebadeh a souvent été critiqué en Cisjordanie, dans les milieux politiques et par certains de ses confrères, pour avoir accepté des fonctions officielles sous l'autorité israélienne.

De leur côté, les dirigeants du parti travailliste ont estimé que les différents rapports de l'administration et les conclusions de la commission médicale d'enquête du ministère de la santé (selon laquelle il n'y a pas eu d'« intoxication ») n'étaient pas assez satisfaisantes. Le parti travailliste a décidé de créer sa propre commission d'enquête avec la participation de médecins arabes israéliens.

FRANCIS CORNU.

## RÉUNIS A KOWEIT

Les huit Etats du Golfe étudient des mesures pour faire face à la pollution pétrolière

Les ministres de la santé et de l'environnement des huit pays du Golfe arabo-persique, membres de l'Organisation régionale pour la protection de l'environnement (ROPME) devaient se réunir à Koweït, ce mercredi 6 avril, pour tenter de trouver une parade aux graves menaces de pollution que fait peser sur tous les Etats riverains la nappe de pétrole géante échappée d'un puits irakien endommagé depuis le 8 février. La réunion préparatoire des experts des pays du Golfe, qui s'est tenue lundi 4 avril à Manama, n'a pas permis de dégager un consensus, l'Irak ayant rejeté l'offre irakienne d'un cessez-le-feu partiel afin de procéder aux réparations du puits (le Monde du 6 avril).

Les huit pays riverains du Golfe, dont l'Irak, ont accepté que commencent immédiatement les opérations de lutte contre la nappe d'huile dans le Golfe. A néanmoins déclaré mardi 5 avril à Koweït, M. Reza Hossein Mirza Taheri, vice-premier ministre irakien et directeur de l'environnement, qui doit assister à la réunion ministérielle. Il a toutefois indiqué que l'accord de l'Irak était « implicite et indirect ».

M. Taheri a affirmé que son pays avait entrepris, dès le début, des opérations de réparation des puits offshore de Nowrouz, d'où le pétrole commençait à s'échapper. Mais, a-t-il ajouté, l'Irak a bombardé la région, causant la mort de plusieurs techniciens et entravant ainsi les opérations de colmatage des puits. Il a précisé que son pays, poussé par les principes humanitaires et humanitaires, est prêt à commencer immédiatement les opérations anti-pollution conformément aux décisions qui seront adoptées par la ROPME.

A l'ONU, un porte-parole a assuré que l'Irak, après l'Irak, avait fait savoir au secrétaire général de l'Organisation qu'il était prêt à coopérer avec l'ONU pour mettre fin à la pollution pétrolière dans le Golfe. Cependant, les deux pays ont posé un certain nombre de conditions à leur coopération, a-t-il précisé. M. Diego Cordovez, le sous-secrétaire général de l'ONU pour les questions politiques spéciales, examinera avec leurs représentants à Koweït les moyens d'obtenir, sur le plan technique, la coopération nécessaire à des opérations de nettoyage.

Par ailleurs, le sous-secrétaire du ministère koweïtien des affaires étrangères, M. Rashid Al-Raschid, est parti mardi 5 avril pour Moscou, dans le but d'y soumettre une nouvelle initiative de son pays visant à dénouer la guerre du Golfe, déclaration de sources autorisées. Il doit ensuite se rendre à Washington, il est porteur de messages du cheikh Jaber Al-Ahmed Al-Sabah à M. Youri Andropov et au président Ronald Reagan.

Les estimations divergent sur l'importance de la nappe de pétrole qui dérive actuellement vers le détroit d'Ormuz. Selon le ministre iranien sa superficie n'atteindrait que 300 kilomètres carrés environ, mais des experts pétroliers, au sein des compagnies européennes, estiment qu'elle représente en réalité cent fois cette surface, soit l'équivalent de la Belgique. La densité du pétrole et les conditions climatiques rendent son colmatage particulièrement difficile, du fait que ce pétrole est accumulé en masse compacte au-dessous de la surface de la mer.

ENGINEERING : COPIES COULEURS  
Qualité photographique professionnelle  
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12\* ☎ 347.21.32

Le roi Hussein et M. Yasser Arafat proposeraient un compromis entre le plan Reagan et celui de Fès

Le comité central du Fath — la plus haute instance de l'organisation de M. Yasser Arafat — poursuivait ce mercredi matin 6 avril ses délibérations au Koweït au sujet d'un accord de principe qui aurait été conclu entre le président de l'O.L.P. et le roi Hussein, concernant la relance du processus de paix au Proche-Orient. M. Arafat, selon M. Nabih Shaath, l'un de ses proches conseillers, se serait engagé à

soutenir la mise en œuvre du plan Reagan si celui-ci devait être « amendé ».

Il s'agirait, selon notre correspondant à Amman, d'un compromis entre le projet de paix américain et celui des pays arabes, adopté en septembre dernier à Fès. Si M. Arafat devait obtenir l'aval du comité central du Fath, ainsi que celui du comité exécutif de l'O.L.P., la nouvelle formule serait soumise à l'approbation d'un sommet arabe.

## Correspondance

sième fois en dix jours, du ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud El Fayal.

De Koweït, où il a réuni le comité central du Fath, M. Yasser Arafat pourrait aller en Syrie et en Arabie Saoudite, affirmait-on mardi à Amman. Selon le bureau de l'O.L.P. dans la capitale jordanienne, cette mini-tournée de M. Arafat ne serait pas étrangère à la préparation du prochain sommet arabe. On ignore encore si celui-ci réunira tous les chefs d'Etat arabes ou seulement les membres du « comité des sept », et s'il pourra se tenir le 16 avril comme cela a été dit. Proposée par le roi Hassan II du Maroc, l'idée de ce sommet, à laquelle l'Arabie Saoudite aurait apporté un soutien discret mais décisif auprès de M. Yasser Arafat et du roi Hussein, a pris en tout cas ces derniers jours de la consistance.

Pour le chef de l'O.L.P. et le sous-secrétaire jordanien, qui affirme-t-on à Amman, cherchent à mettre au point une « position commune » en vue de ce sommet, celui-ci répond à des considérations à la fois politiques et tactiques. Politiques, parce qu'il pourrait permettre de donner aux résolutions de Fès un prolongement susceptible de pallier les insuffisances du plan arabe, qui reste, somme toute, assez vague faute de mécanismes pour le mettre en œuvre. Il s'agit de « pousser la balle un peu plus loin dans le camp américain », selon la formule d'un diplomate occidental, en montrant de façon plus explicite la volonté de négocier des pays arabes, sans pour autant entrer dans le jeu du plan Reagan.

M. Arafat n'a pas totalement fermé la porte à l'initiative améri-

caine, et il ne le fera sans doute pas, en dépit des déclarations très négatives de certains dirigeants de la centrale palestinienne ces jours-ci à l'égard du plan Reagan. Mais celui-ci n'en demeure pas moins, pour le chef de l'O.L.P., une base inacceptable pour des négociations de paix puisqu'il rejette l'idée d'un Etat palestinien indépendant, et qu'il ne mentionne ni l'Organisation de libération de la Palestine ni le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Palestiniens et Jordaniens attendent également que les Etats-Unis fassent preuve de leur détermination à faire pression sur Israël, et une garantie qu'ils obtiendront bien au bout du compte la restitution des territoires occupés. Une preuve d'autant plus nécessaire à leurs yeux que l'Etat hébreu a d'emblée rejeté l'initiative américaine.

D'un point de vue tactique, le roi Hussein et M. Arafat souhaitent, d'autre part, que toute démarche de leur part en vue de négociations de paix fasse l'objet d'un consensus arabe, qui leur donnerait les coudees plus franches. Une telle démarche, si elle était acceptée par tous les pays arabes, ne pourrait plus ainsi être remise en cause par les pays « frères » les plus radicaux, comme l'a fait la Syrie à propos du rapprochement entre l'O.L.P. et la Jordanie. Du même coup, les fractions pro-syrienne et pro-iranienne au sein de l'O.L.P. seraient plus ou moins neutralisées, ce qui rendrait la tâche plus facile à M. Yasser Arafat. En outre, le roi Hussein conserve sans doute l'espoir d'un compromis acceptable tant par Washington que par les Arabes entre l'initiative américaine et les résolutions de Fès.

EMMANUEL JARRY.

● L'agence irakienne d'information INA a annoncé qu'un attentat avait été commis, mardi matin 5 avril, contre la maison d'édition d'Etat Al-Hurriya (la Liberté), provoquant de légers dégâts. L'agence a attribué cet attentat « aux agents du régime iranien et à ses agents arabes ». A Téhéran, un responsable du mouvement islamique irakien AMAL, qui a des bureaux dans la capitale iranienne, a indiqué à l'A.F.P. que son mouvement revendiquait l'attentat et qu'« une trentaine de kilos d'explosifs avaient été utilisés par le groupe martyr Saad Mehdi El Adah », du nom d'un opposant irakien tué il y a trois ans à Beyrouth. Le même mouvement avait revendiqué à Téhéran, le 29 mars dernier, un attentat commis à Bagdad contre le siège de la compagnie aérienne Iraqi Airways. Il avait encore revendiqué des attentats commis en février dernier

contre des entreprises françaises au Pakistan, en décembre 1982 contre l'agence de presse irakienne à Bagdad, et en août de la même année contre le ministère irakien du Plan. — (A.F.P.)

● Le directeur du département du Proche-Orient du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Safranouchouk, a été reçu mardi 5 avril par le directeur des affaires politiques du ministère iranien des affaires étrangères pour « un échange de vues sur les problèmes intéressant les deux parties », a annoncé, le même jour, Radio-Téhéran. Cette visite intervient après les protestations du parti communiste soviétique, faisant suite à l'arrestation, le 5 février dernier, des principaux dirigeants du Toudah (P.C. iranien), accusés « d'espionnage et de subversion ». — (A.F.P.)

## DES CENTAINES DE MILITAIRES ISRAËLIENS REFUSENT LA MÉDAILLE DE LA GUERRE DU LIBAN

Tel-Aviv (A.F.P.). — Plusieurs centaines de militaires israéliens, soldats et officiers du cadre de réserve ayant participé à la guerre du Liban, ont signé un manifeste demandant au gouvernement de « les exempter de l'obligation de recevoir la médaille décernée à tous les hommes ayant activement pris part à cette campagne ».

Le quotidien Haaretz (indépendant) écrit que les signataires appartiennent à un groupe isolé. Non à la médaille, qui rassemble les adversaires d'une décoration décernée pour avoir participé à une guerre « non indispensable ». « Ou nous a incité qu'il faut défendre la patrie en danger et ne prendre les armes que face à l'autre choix. La guerre du Liban ne répondait pas à ces critères », affirment les signataires du manifeste, selon Haaretz.

Le mouvement d'opposition à cette médaille, déclenché par un groupe de gauche et un parti travailliste et s'étendant à la jeune garde, avait été vivement dénoncé par la direction du parti selon laquelle « cette distinction récompense la valeur au combat et non une option politique ».

la liberté retrouvée  
avec  
JET EVASION

HAMMAMET\*  
2 semaines hôtel  
\*1790 F

BALEARES\*  
3 semaines club  
\*1840 F

GRECE\*  
3 semaines club  
\*1800 F

COSTA DEL SOL\*  
3 semaines hôtel  
\*1640 F

AGADIR\*  
2 semaines club  
\*1800 F

MALTE\*  
2 semaines  
village de vacances  
\*1500 F

Jet Evasion  
205, rue Saint-Honoré  
75001 Paris - Tél. 260.30.85

Jet Evasion  
20, rue Monge  
75005 Paris - Tél. 354.86.28

Novotour  
15, avenue de l'Opéra  
75001 Paris - Tél. 296.96.06

et toutes agences NOVOTOUR.

\* Extrait de nos nombreuses possibilités, s'entendant par personne en chambre double et pension complète.

\* Montant imputé sur votre carnet de change.

هكذا من الامم



- Publicité -

## Lettre ouverte aux hommes d'affaires

La nouvelle réglementation relative aux dépenses des Français à l'étranger vous concerne en priorité. Le Diners Club, par la multiplicité des services qu'il met à votre disposition est en mesure de répondre, cas par cas, à vos besoins. Voici comment:

### -1- En France et dans l'ensemble des pays de la zone Franc\*

Toute carte Diners Club actuelle ("Personnelle" ou "Société") peut être utilisée pour vos voyages d'affaires comme pour vos déplacements personnels. Vous pouvez continuer à régler, sans limitation de dépenses, l'ensemble des prestations auxquelles vous êtes habitués : hôtels, restaurants, magasins, location de voitures, essence, aviation, etc.

### -2- Hors la zone Franc

Seule est admise la carte Diners émise dans le cadre de votre entreprise. Avec elle, vous pouvez alors acquitter toutes vos dépenses professionnelles dans le monde entier, sans restriction y compris bien entendu dans la zone Franc.

Cette carte Diners "Société" est un service Diners Club utilisé depuis longtemps par de nombreuses sociétés pour tous leurs frais professionnels. Elle est émise à la demande de l'entreprise. Les relevés des

dépenses lui sont directement facturés et doivent être réglés par celle-ci.

### -3- Diners a mis en place une procédure d'urgence pour la délivrance de cartes "Société" à facturation société:

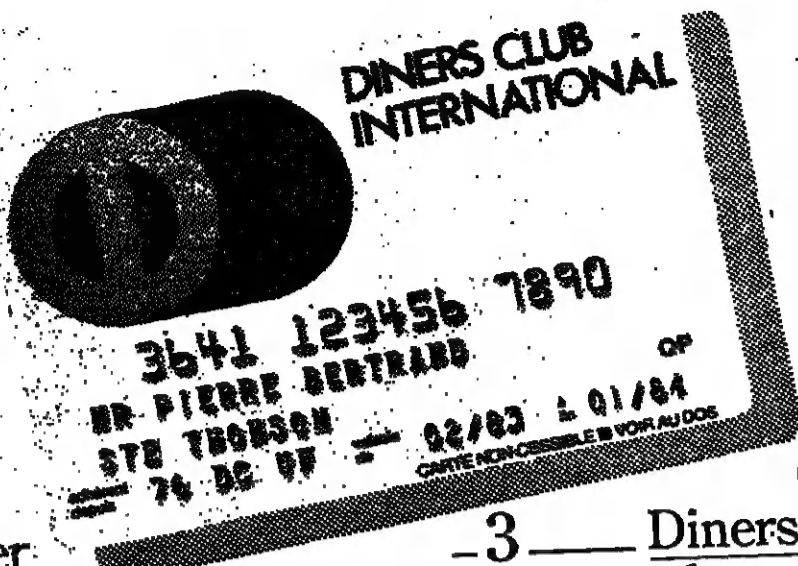
- Si votre entreprise dispose déjà de cartes Diners "Société", toute demande additionnelle sera concrétisée dans les 48 heures.
- Si vous possédez une carte à facturation individuelle, Diners vous délivrera votre carte Diners "Société" à facturation société, dans les 48 heures à réception de votre demande.
- Si vous n'êtes pas encore détenteur de carte, le Diners Club de France s'engage à satisfaire votre demande d'une carte Diners "Société" dans les plus brefs délais.

### -4- Comment obtenir une carte Diners "Société" dans les délais les plus brefs?

Vous nous indiquez: • le nombre de demandes à envoyer • le nom et l'adresse de la personne à qui les envoyer,

- soit par télex n<sup>os</sup>: 630 225 - 630 665 - 630 666 - 660 952,
- soit par téléphone: (1) 723 78 05, nous répondrons à toutes vos demandes 24 heures sur 24,
- soit par courrier:  
Diners Club International  
18, rue François I<sup>er</sup> -  
75380 Paris.

Carte DINERS "Société": votre second passeport pour tous vos voyages d'affaires.



\* Zone Franc: France, Monaco, Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion, Saint-Pierre et Miquelon, Polynésie Française, Nouvelle-Calédonie, Wallis & Futuna, Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, République Centrafricaine, Gabon, Haute-Volta, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Comores.



# EUROPE

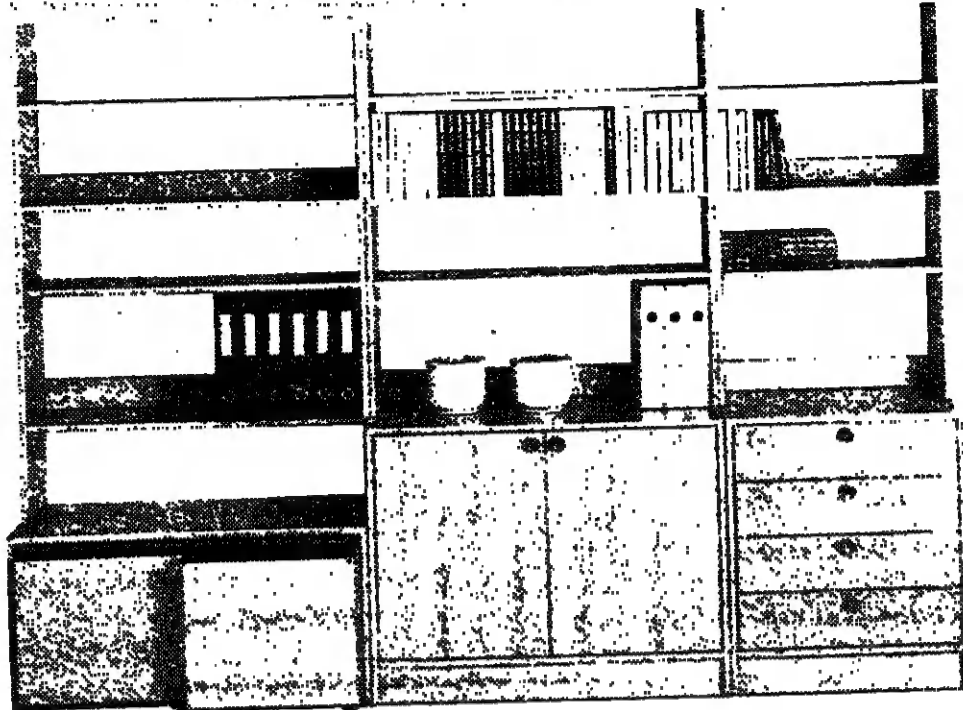
Il s'agit de



# Question bibliothèques, on en connaît un rayon.

## NACKA

Série de cubes en aggloméré laqué gris ou rouge. Portes fibres de bois avec fixations droite ou gauche. Cubes de base: Larg. 79 cm x Prof. 35 cm x Haut 40 cm. La composition présentée: 1.820 F



## FALUN

Eléments étagères. Prof. 32 cm. Eléments bas: 51 cm. Larg. 90 ou 60 cm. Haut 181 cm. Aggloméré plaqué pin naturel. Vernis incolore. La composition présentée: 3.265 F

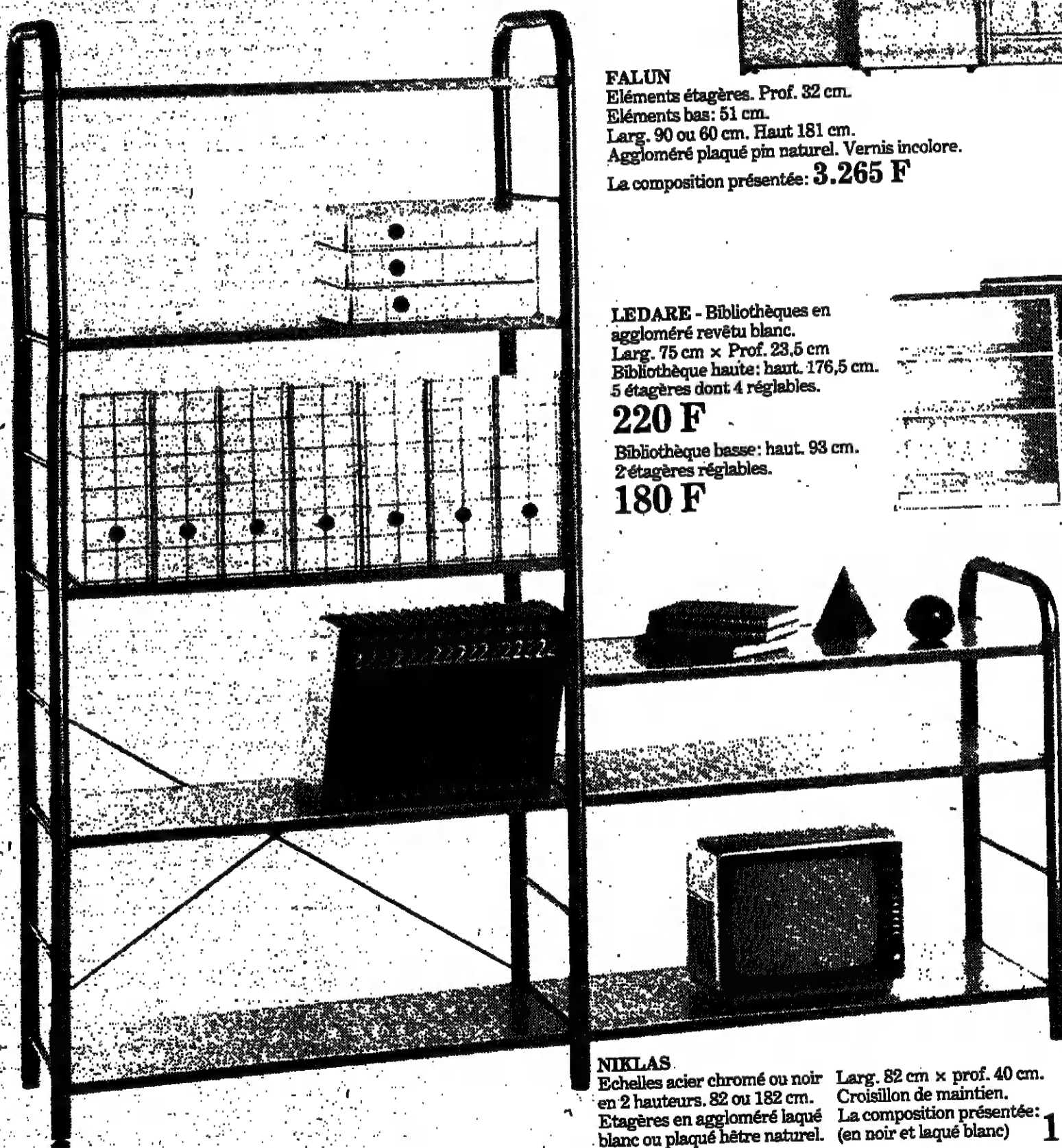
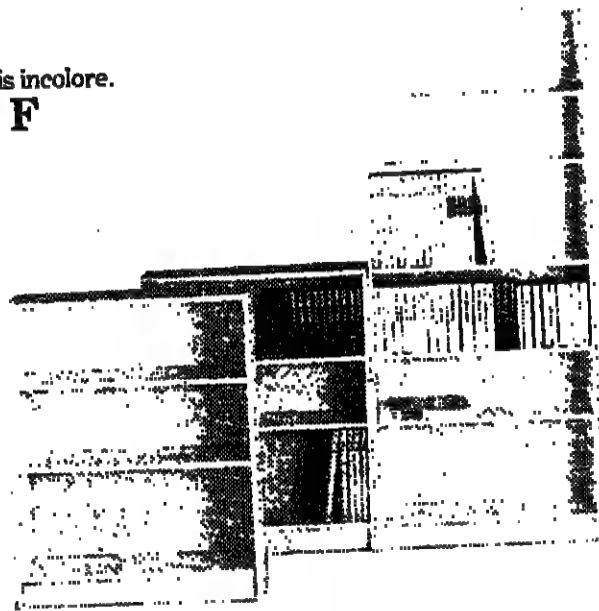
## LEDARE - Bibliothèques en aggloméré revêtu blanc.

Larg. 75 cm x Prof. 23,5 cm. Bibliothèque haute: haut. 176,5 cm. 5 étagères dont 4 réglables.

220 F

Bibliothèque basse: haut. 93 cm. 2 étagères réglables.

180 F



## NIKLAS

Echelles acier chromé ou noir en 2 hauteurs. 82 ou 182 cm. Etagères en aggloméré laqué blanc ou plaqué hêtre naturel. Larg. 82 cm x prof. 40 cm. Croisillon de maintien. La composition présentée: (en noir et laqué blanc) 1.070 F

## PRINCIP

Série de rangement. 3 hauteurs: 65, 116 ou 207 cm. Larg. 65 cm. Prof. 41 cm. Finitions placage hêtre naturel, chêne glacé noir ou laqué blanc. Chants aluminium. Poignées chromées. La composition présentée: 3.620 F (en blanc).

Ce n'est pas pour rien que les livres se font souvent appeler "volumes". C'est qu'ils en prennent de la place, tous ces livres... Mais encore faut-il qu'ils en trouvent, de la place. Solution: la bibliothèque. Le rangement. Seulement voilà, quelle bibliothèque, et surtout à quel prix? Réponse: IKEA. Chez IKEA, il y a la bibliothèque dont vous avez exactement besoin. En bois. Ou avec des montants tubulaires. Ou bien vitrée. Aux dimensions que vous désirez, et cela pour

l'excellente raison que tous nos rangements sont évolutifs. C'est-à-dire que vous commencez par un pan de mur et que vous continuez au fur et à mesure de vos besoins... et de vos rentrées d'argent. A propos d'argent, vous devez vous demander pourquoi même la plus chère de toutes les bibliothèques IKEA est, comparativement, aussi

peu chère? C'est simple. La tradition IKEA veut qu'on vous fasse un peu travailler. Vous venez chez nous. Vous choisissez. Vous emportez les éléments, démontés. Une fois chez vous, vous les montez. Et vos livres de Victor Hugo n'ont plus qu'à prendre place dans votre bibliothèque IKEA. Ils n'y seront pas misérables.

PARIS. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2. Tél.: 832.92.95. Ouvert lun. au mer. 11h-20h - jeu. et ven. 11h-22h - sam. 9h-20h (A 5 min. de la Porte de Pantin).  
LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE. VAULX-EN-VELIN. Tél.: 879.23.28. Ouvert lun. au ven. 11h-20h - sam. 9h-20h.



Ils sont fous ces Suédois.



## Le code pénal et le code de procédure pénale rendus applicables aux territoires d'outre-mer

Pour sa première séance de travail de la session de printemps, l'Assemblée nationale débat, mardi 5 avril, de cinq projets de loi. Le plus important est celui qui rend applicables aux territoires d'outre-mer (Polynésie française, Nouvelle-Calédonie et dépendances, Wallis-et-Futuna) et aux îles françaises de l'océan Indien (Europa, Tromelin, Bassas-da-India, Juan-de-Nova et Glorieuses), ainsi qu'à Clipperton, le code pénal et le code de procédure pénale.

En effet, pour qu'une loi soit applicable dans les TOM il faut qu'elle contienne une disposition prévoyant expressément son extension aux territoires d'outre-mer. Or, volontairement ou involontairement,

ce n'est pas toujours le cas. C'est ainsi que le code pénal de 1810 est applicable dans les TOM mais que les modifications législatives qui lui ont été apportées depuis plusieurs années ne le sont pas jusqu'à présent, pas plus que le code de procédure pénale en vigueur en métropole depuis le 2 mars 1959. L'insurrection pénale demeure donc régie, dans les TOM, par l'ancien code d'instruction criminelle adapté aux spécificités locales.

Ainsi, par exemple, les condamnations aux travaux forcés ou à la réclusion ont-elles toujours cours, théoriquement, dans ces territoires d'outre-mer.

Depuis plusieurs années les gouvernements avaient été saisis de ce dossier. En 1973, un premier projet de loi avait été déposé, mais il n'est jamais venu en discussion. En 1980, un autre texte avait été voté par l'Assemblée nationale et le Sénat, mais le Conseil constitutionnel l'avait jugé non conforme à la Constitution car les assemblées territoriales n'avaient pas été consultées, comme le prévoit l'article 74 de la loi fondamentale.

M. Robert Badinter, ministre de la justice, tout en regrettant le retard ainsi apporté à l'abrogation d'une législation archaïque et obsolète, s'est félicité que celle-ci ait permis « une extension large et générale » des règles valables en métropole sans certaines restrictions soulevées par les gouvernements précédents. En effet, comme l'a souligné M. Renaud (P.S., Indre), dans son rapport fait au nom de la commission des lois, les adaptations retenues sont celles « rendues nécessaires par la situation géographique, l'éloignement, les statuts locaux et l'organisation administrative et judiciaire de ces territoires, sans pour autant déroger aux règles applicables en métropole ».

C'est ainsi qu'un inculpé pourra se faire assister, en l'absence d'un avocat, par un citoyen au casier judiciaire vierge. De même, les atteintes à l'intégrité du territoire ne seront punissables dans les TOM que si elles sont faites « par quelque moyen de violence que ce soit », pour éviter que l'article 88 du code pénal ne puisse être utilisé contre les partisans de l'indépendance de ces territoires.

De même, l'avortement thérapeutique sera possible dans les TOM, alors que l'interruption volontaire de grossesse ne l'est pas. Pour tenir compte des spécificités géographiques, les conditions de garde à

vue et les possibilités d'appel ont aussi, entre autres, été aménagées. Ce texte étend aussi aux TOM, aux îles de l'océan Indien et à Clipperton la loi du 10 mars 1927 relative aux extraditions des étrangers, la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse (elle ne l'était qu'en partie), la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1972 relative à la lutte contre le racisme, les modifications que celle-ci a subies, et l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante.

Le gouvernement s'étant rallié à tous les amendements proposés par la commission des lois — qui allaient tous dans le sens d'une plus grande libéralisation —, ce texte a été voté en première lecture à l'unanimité des députés présents, M. Salmon (R.P.R., Polynésie française) ayant résumé son approbation par un « Enfin ! ».

### ● OBLIGATIONS COMPTABLES DES COMMERÇANTS

L'Assemblée adopte aussi deux projets de loi adaptant la législation française à des directives du Conseil des communautés européennes. La première date du 25 juillet 1978 et concerne les obligations comptables des commerçants. Le projet de loi correspondant avait été voté en première lecture par l'Assemblée le 7 octobre 1982, mais le Sénat l'avait sensiblement modifié sans toutefois le bouleverser le 20 décembre suivant. Les députés ayant adopté un certain nombre d'amendements de forme au texte sénatorial, il devra retourner au Sénat.

### ● L'EUROPE DES ASSURANCES

La seconde directive européenne est du 9 mars 1979 et a pour but de permettre aux entreprises d'assurance sur la vie des États membres de la Communauté de s'établir librement sur le territoire d'un autre État

membre, comme ce fut déjà fait pour celles proposant des assurances dommages.

La directive européenne étant assez proche de la législation française, ce nouveau marché commun de l'assurance ne devrait pas, selon le rapporteur de la commission des lois, M. Douyère (P.S., Sarthe), « affecter de manière sensible le marché français de l'assurance ». D'autant que n'est étendue, par ce texte, que la liberté d'installation des compagnies d'assurance sur la vie. Le projet de loi a été adopté en première lecture, M. Mauger (R.P.R., Vendée) votant contre.

### ● Garantie du titre des matières précieuses

L'Assemblée adopte en première lecture un projet de loi modifiant certaines dispositions du code général des impôts relatives à la garantie du titre des matières d'or, d'argent et de platine. Il s'agit, pour reprendre l'expression du rapporteur de la commission des finances, M. Frelaut (P.C., Haut-de-Seine), d'« adapter la réglementation aux nouvelles conditions économiques de fabrication et de distribution tout en maintenant les conditions de garantie de la valeur du produit ». Le principe du poinçon garantissant une certaine qualité de métal précieux est donc maintenu, la quantité minimale requise d'or, d'argent ou de platine n'étant pas modifiée.

### ● Aides-préparateurs en pharmacie

Enfin l'Assemblée adopte, dans la formulation votée par le Sénat — le texte devenant donc définitif — un projet de loi autorisant les aides-préparateurs en pharmacie à délivrer des médicaments jusqu'au 31 décembre 1985 (théoriquement cette possibilité avait disparu depuis le 31 décembre 1981). Deux mille sept cent seize aides-préparateurs sont concernés par ce report.

THIERRY BREHER.

## La formation, clé du développement industriel

Le premier ministre devait présenter ce mercredi 6 avril, devant l'Assemblée nationale, le double volet social et industriel complétant le plan de rigueur adopté le 25 mars dernier.

Au-delà des affirmations de principe sur la nécessité « d'élargir » et « d'impulser » l'industrie, il est un domaine sur lequel M. Pierre Mauroy se devait d'insister : celui de la formation des hommes aux nouvelles technologies. Comment espérer résoudre les problèmes d'emploi si on n'adapte pas très rapidement les structures de l'éducation et de la formation à ces techniques qui bouleversent nos sociétés ? Comment espérer redresser l'industrie française si elle ne dispose pas de personnels compétents, aptes à utiliser ces nouvelles outils que sont la robotique, l'informatique, etc. ?

### Un goulot d'étranglement

La France vit un paradoxe. Elle compte des centaines de milliers de chômeurs, l'éducation nationale met chaque année sur le marché du travail des dizaines de milliers de jeunes dont les formations sont inadéquates, alors que bien des entreprises ne trouvent pas les ingénieurs et les techniciens qu'elles recherchent.

Il y a quelques jours, les industriels de la construction électrique et de l'électronique ont lancé un cri d'alarme. Il manque chaque année, dans leur seul secteur, près de cinq cents ingénieurs diplômés et de mille à mille cinq cents techniciens supérieurs. Un déficit qui s'ajoute à celui des années précédentes, chiffré à mille ingénieurs et trois mille techniciens supérieurs.

Cette situation alarmante avait déjà été mise en lumière ces dernières années à travers divers rapports, notamment celui de M. Teboul, en mai 1980 (1). En avril 1982, le rapport de M. Faureux sur la filière électronique attirait l'attention des pouvoirs publics sur l'insuffisante formation des hommes, véritable goulot d'étranglement qui risquait d'entraver le développement de l'industrie électronique française.

Ces problèmes dépassent au demeurant le seul secteur de l'électronique puisque l'automatisation, la robotique, qui sont de plus en plus la condition de la compétitivité des entreprises, concernent toutes les branches industrielles.

A deux reprises, le 2 janvier lors de son entrée avec la rédaction d'Antenne 2, et le 23 mars lors de sa

dernière allocution télévisée, le président de la République avait insisté sur « l'effort colossal (...) et le formidable effort de formation des hommes auquel le pays [devait] s'atteler ». La tâche est immense et tout ou presque reste à faire.

Certes des initiatives isolées ont été prises ici ou là. Telle grande entreprise lance de nouveaux programmes de formation pour ses employés. L'éducation nationale introduit au compte-gouttes l'ordinateur à l'école. Les nouveaux contrats « emploi-adaptation » prennent en compte les nouvelles technologies. L'Agence pour le développement de l'informatique fait son possible. Mais on est loin jusqu'à présent d'un vaste mouvement sur le terrain et à l'échelle nationale.

Aussi, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber tente-t-il de mobiliser les énergies à travers le Centre mondial pour l'informatique et les ressources humaines, dont l'activité a été quelque peu recentrée autour des problèmes de formation, de sensibilisation aux nouvelles technologies (tout en conservant un secteur de recherche scientifique). Plusieurs initiatives ont été prises : mise à la disposition de la population d'un quartier de Marseille de 2000 micro-ordinateurs ; création d'une vingtaine de centres de formation à l'informatique de jeunes chômeurs, initiés par des jeunes diplômés des grandes écoles.

### L'initiation à l'informatique et à la robotique

D'autres actions sont envisagées. L'une consisterait à installer pendant l'été, en liaison avec les collectivités locales et les régions, des ateliers d'informatique sur les lieux de vacances afin que les jeunes s'initient aux ordinateurs individuels. Des expériences similaires ont déjà eu lieu, à Val-d'Isère et au Club Méditerranée, et ont recueilli un vif succès.

Une autre idée vise à développer dans diverses régions, en liaison avec les I.U.T., les universités et les entreprises locales, des formations spécifiques à la robotique, la Centre mondial apportant un soutien logistique. Il s'agit de reproduire à l'échelle française et dans quelques régions, la synergie entre le tissu industriel, la recherche et la formation aux nouvelles technologies que l'université de Carnegie Mellon a réussi à mettre en place à Pittsburgh aux États-Unis. Le Centre a signé en février un

### Question de matériel

Sensibiliser les utilisateurs, multiplier les centres de formation, les expériences, nécessitent du matériel. Là se pose une première question. Qui va payer ? Certes, le Centre mondial est prêt à participer, mais son budget (100 millions de francs) est insuffisant. Il faut donc que divers ministères, les régions, les collectivités locales, prennent en charge le financement de telles opérations. Les lourdeurs et lenteurs administratives, liées à la rigueur des temps, ne risquent-elles pas de gêner une bonne partie de ces idées ?

A supposer les difficultés de financement résolues, un dilemme se pose, se pose déjà, aux pouvoirs publics et à la collectivité : celui de la provenance des micro et autres mini-ordinateurs. L'industrie française n'est pas capable aujourd'hui de faire face à l'essentiel de la demande. Que se soit pour les mini-ordinateurs d'une certaine taille ou les ordinateurs personnels, Thomson, qui vient de lancer, avec retard, son T.O. 7 ne peut en produire actuellement que 150 par jour (3 500 par mois), cadence qui doit doubler en septembre. La société est dans l'incapacité de livrer quelques dizaines de milliers d'exemplaires dans les mois qui viennent, et ne pourrait donc assurer l'équipement des éventuels centres de vacances.

Faut-il privilégier la formation des hommes quitte à graver un peu plus la balance commerciale ? Attendre que l'industrie nationale soit capable de couvrir la demande potentielle et retarder d'autant la pénétration des nouvelles technologies ? En fait, l'association du progrès, de la demande sociale pour ces nouvelles matériels, l'ampleur de la crise, font qu'aujourd'hui n'y a plus le choix. La formation des hommes est la priorité absolue. Sans elle il est vain d'espérer reconquérir des positions dans les nouvelles technologies, car elle est la clé du développement industriel.

J.-M. QUATREPOINT.

(1) La Formation des spécialistes informatiques. Documentation française.

## LA CHAMBRE SYNDICALE DES INSTITUTS DE SON-DAGE CRITIQUE A SON TOUR LES TRAVAUX D'IPSO.

La section Etudes de marché de Syntec (1) rappelle dans une déclaration ses positions, après les critiques formulées à l'encontre de certains sondages d'intentions de vote publiés lors de la préparation des élections municipales :

« Elle constate que ces critiques, et notamment les communiqués de la commission des sondages, concernent pour l'essentiel des travaux de sociétés qui ne sont pas membres de Syntec. Elle regrette qu'une partie du débat politique ait été alimentée par une série d'enquêtes sujettes à caution réalisées par l'institut Ipsos. Il apparaît en effet que, sur les vingt-deux sondages publiés par cette société non membre de Syntec, une dizaine présentent des écarts très élevés avec les résultats effectifs des scrutins, allant parfois jusqu'à 20 points... »

Enfin, Syntec-Etudes de marché rappelle son attachement aux règles déontologiques de la profession. Elle veille au respect de ces règles par ses sociétés adhérentes et prévoit des procédures disciplinaires en cas de manquement à cette déontologie ».

(1) Syntec : Chambre syndicale des sociétés d'études et de conseils qui regroupent trente et un instituts d'études et de sondages, 3, rue Léon-Bonnat, 75016-Paris.

Édité par la S.A.R.L. le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)  
Imprimé en France  
Société de la Presse  
PARIS-IX  
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.  
ISSN : 0395 - 2013

(Suite de la première page.)

M. Mauroy désire atténuer l'impression selon laquelle la nécessité où se trouve désormais la gauche de « gérer les réformes amorcées » depuis vingt-deux mois — ainsi qu'il le soulignait lui-même dans son interview à l'Express du 1<sup>er</sup> avril (le Monde du 1<sup>er</sup> avril) — signifiait, ipso facto, que le gouvernement observait une pause dans son action réformatrice.

Il tient ainsi à souligner que le Parlement débatait non seulement, au cours de cette session, de textes fondamentaux pour les projets futurs — en particulier du IX<sup>e</sup> Plan et du budget social de la nation, cette discussion devant, d'ailleurs, constituer une importante innovation, — mais aussi de plusieurs projets de loi tendant à concrétiser certaines orientations déjà fixées, en matière de logement social notamment.

### Un bilan à la fin de l'année

De même, M. Mauroy entend-il réaffirmer la volonté du gouvernement de veiller à la mise en œuvre des lois Auroux étendant les droits des travailleurs dans l'entreprise.

En réponse à la demande de réforme globale de la fiscalité formulée par les parlementaires socialistes et communistes, ainsi que par la C.G.T. et la C.F.D.T., le premier ministre se propose aussi de rappeler, inventaire à l'appui, les diverses mesures prises en ce domaine depuis vingt-deux mois.

Outre ses préoccupations sociales,

Des bouquins par milliers !  
LES CLASSER, LES RANGER ?  
RAYONNAGES ÉTAGÈRES  
A VOS MESURES  
Équipez tout un mur pour un budget INCROYABLEMENT MODIQUE.  
avec le spécialiste LEROY FABRICANT qui a fait ses preuves  
le Monde du 25-3-1978  
288, avenue de Maine, 75014 Paris  
Tél. : 569-57-40 (interne Aléna)

## Le débat sur l'austérité

M. Mauroy veut réaffirmer la détermination du gouvernement d'engager une politique de « renouveau industriel » dont l'objectif sera de « construire des groupes industriels dynamiques dans une France prospère et non des groupes prospères sur les débris de l'industrie déstructurée ». Ainsi formulée, dans la Lettre de Maitignon diffusée mardi, cette déclaration d'intention apparaît comme une pierre jetée dans le jardin de l'ancien ministre d'État, ministre de la recherche et de l'industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, auquel il est reproché d'avoir voulu privilégier excessivement le développement des entreprises nationales au détriment du secteur privé. À la veille de son discours à l'Assemblée nationale, M. Mauroy ne paraissait pas en mesure, toutefois, d'apporter beaucoup de précisions sur les intentions du gouvernement.

En revanche, l'« impatience légitime des Français » n'est plus de mise à l'égard de mesures d'austérité. En novembre 1981, il s'agissait d'une loi d'orientation sociale (adoptée le 1<sup>er</sup> décembre), concernant notamment la durée du travail (39 heures au lieu de 40 heures hebdomadaires), le cumul emploi-retraite, les contrats de solidarité et l'âge de la retraite.

À l'époque, l'opposition avait protesté contre l'utilisation d'une procédure exceptionnelle qui, dans les faits, prive le Parlement de son droit d'amendement.

En revanche, le premier ministre envisage de compenser son refus de négocier le nouveau plan de rigueur (à l'exception, peut-être, de quelques modulations dans la mise en œuvre de l'emprunt obligatoire et du prélèvement de 1 % sur les revenus imposables de 1982) pour tenir compte des propositions syndicales) par des engagements pour la fin de l'année.

On indiquait, mercredi matin, à l'hôtel Maitignon, que le premier ministre prendra date avec les syndicats pour examiner avec eux les conséquences sociales du plan gouvernemental, mais quand il sera possible d'en mesurer les effets, afin de prendre éventuellement les palliatifs nécessaires. Quitte à prévoir des opérations de « rattrapage » en matière de pouvoir d'achat, comme cela avait été le cas l'année dernière, pour le niveau du SMIC, lorsque le

### Les ordonnances et les droits du Parlement

« Il s'agit de répondre à l'impatience légitime des Français et à l'urgence de la situation », déclarait, le 18 novembre 1981, M. Pierre Mauroy pour justifier le recours par le gouvernement à la procédure des ordonnances, prévue par l'article 38 de la Constitution. Le premier ministre devait invoquer la même urgence, mercredi 6 avril, à l'Assemblée nationale, en en faisant la responsabilité de son gouvernement.

En revanche, l'« impatience légitime des Français » n'est plus de mise à l'égard de mesures d'austérité. En novembre 1981, il s'agissait d'une loi d'orientation sociale (adoptée le 1<sup>er</sup> décembre), concernant notamment la durée du travail (39 heures au lieu de 40 heures hebdomadaires), le cumul emploi-retraite, les contrats de solidarité et l'âge de la retraite.

À l'époque, l'opposition avait protesté contre l'utilisation d'une procédure exceptionnelle qui, dans les faits, prive le Parlement de son droit d'amendement.

« coup de pouce » promis fin 1982 avait été reporté au début de 1983.

En prenant cet engagement d'« améliorer le cas échéant, au moment de ce premier bilan, M. Mauroy espère également faire accepter par la majorité et les syndicats le recours à la procédure contraignante des ordonnances, qu'il devait proposer, mercredi matin, au président de la République et au conseil des ministres, de préférence à la formule plus classique mais plus longue d'une loi de finances rectificative ou d'un projet de loi portant diverses mesures d'ordre financier.

A en juger par ses premières réactions, la majorité ne s'émue pas outre-mesure devant une telle perspective. (Lire l'encadré ci-dessous.)

L'éditorialiste de l'Humanité, Jacques Coubar, regrette, mercredi, que cette procédure « ne per-

mette pas de conclure le débat par des amendements qui auraient corrigé le plan gouvernemental dans le sens attendu par les travailleurs », mais il le faisait en des termes mesurés.

M. Mauroy doit s'en entretenir jeudi 7 avril, à 17 heures, avec le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie.

Deux faits confirment, au moment de l'ouverture du débat, à quel point la tâche du premier ministre s'apparentait à une gageure : un sondage de Louis Harris, publié par le Matin de Paris, traduisant le scepticisme de bon nombre de Français (1), et l'appel, lancé par l'Union départementale C.G.T. de Paris qui avait demandé à ses militants d'envoyer des délégations au Palais-Bourbon pour faire pression sur la majorité, illustrant la détermination des États-majors syndicaux à agir sur le terrain.

L'entreprise du premier ministre apparaît donc pour le moins incertaine.

ALAIN ROLLAT.

(1) Selon cette enquête, réalisée du 31 mars au 2 avril, par téléphone, auprès de mille personnes de dix-huit ans et plus, représentatives de la population française, 50 % des personnes interrogées estiment que le nouveau plan de rigueur n'est pas « en mesure de remédier aux difficultés du pays » ; 33 % sont d'un avis contraire. 38 % des personnes interrogées feraient « plutôt confiance » pour « faire face aux problèmes économiques », à l'ancienne majorité, contre 30 % au gouvernement actuel.

● Le Mouvement de défense des exploitations familiales (MODEF) estime que le plan de rigueur du gouvernement ne doit « pas se faire aux dépens des petites et moyennes entreprises ». Une délégation de cette organisation paysanne a été reçue mardi 5 avril par les groupes parlementaires communiste et socialiste de l'Assemblée nationale. Elle s'est déclarée néanmoins « bien d'accord qu'il faut combattre le chômage, le déficit du commerce extérieur et l'inflation ».

دكتوران الأصل















## PATRIMOINE

UNE ÉTUDE SUR LA STRUCTURE DE VENISE

## Comprendre pour sauver la ville

DE toutes les villes, Venise est sans doute celle qui, par son extraordinaire originalité, stimule le plus l'imagination, au point qu'on a tendance parfois, dans la fascination du jeu de l'eau et de la pierre, à oublier la rationalité dont elle a aussi l'expression. La croissance s'est opérée selon des règles, qui, tout en tenant compte de particularités intrinsèques, ont été logiques : celles qui présideront à l'édification d'autres villes. Le centre de Venise révèle un ordonnance architectonique et urbaniste rigoureux, parfaitement adapté à la vie qui l'a habité au cours des siècles.

La variation des loyers, les mutations de l'affectation des zones, les modifications du tissu social dont elles témoignent, en passant par la dégradation des constructions nouvelles et les dégradations, sont les « histoires » que recèlent les murs de Venise qu'a réconstruit une étude particulièrement bien documentée, entreprise par l'Agence de la municipalité de Venise et l'UNESCO et avec le concours de Save Venice Inc. : *Structure urbaine et fonction des bâtiments du seizième au dix-neuvième siècle*, une recherche de Venise. Cette étude a été réalisée sous la direction d'Ennio Concina et est publiée en français (1).

Ce travail d'archiviste s'inscrit dans le dessein plus vaste du projet de la *Structure urbaine et fonction des bâtiments du seizième au dix-neuvième siècle*, qui apparaît comme le prétexte à toute action de restauration, afin d'échapper au risque de détruire de précieux témoignages historiques et d'élaborer un cadre objectif et scientifique pour les opérations de restauration.

L'étude part du seizième siècle, époque où la ville était encore en grande partie en bois. Elle a permis l'établissement des vingt-cinq mille fiches enregistrant les transformations du tissu urbain historique-urbain de Venise à partir de 1537, c'est-à-dire de la Renaissance, jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, époque où la ville a été reconstruite en pierre, pénétrée progressivement par l'art de la Renaissance.

En fait, entre la fin du quinzième siècle et le début du seizième, Venise se reconstruit d'une structure administrative complexe permettant de

connaître et contrôler l'aménagement de la ville. Plusieurs problèmes se posent : le contrôle hydrographique de la lagune et des fleuves qui s'y jettent, et le maintien du rapport entre l'espace public et l'espace privé. Se posait également la question du décor urbain. C'est ce qui se fonde sur la documentation des administrations vénitienes - celles d'origine médiévale s'étaient ajoutées, au seizième siècle, le bureau hydrographique « Savi ed esecutori alle acque » et une commission Ordo di Communitati - que l'étude a été menée. En fait, dès la fin du quinzième siècle, avait été établi un cadastre afin de vérifier les déclarations de particuliers en matière fiscale.

L'entretien des canaux, des puits, des ponts et des pontons était confié aux « Provveditori comuni », qui veillaient aussi sur les bâtiments en ruine, tandis que les « Savi ed esecutori alle acque » s'occupaient de la limite périphérique de la lagune et des grands canaux.

## Un réseau de relations communautaires

Cette étude d'archives a permis de dresser une sorte de cadastre de Venise à partir du seizième siècle en faisant apparaître les différentes fonctions (résidentielle, d'assistance économique) des quartiers et, au sein de ceux-ci, de certaines localisations des boutiques, des débits de vin au détail, des bastions (sorte de tours où l'on pratiquait le prêt sur gage) apparaissent comme autant de points de repère d'un réseau de relations communautaires : cela met en lumière d'anciens micro-systèmes de parcours urbains actuellement atrophies, c'est-à-dire fait apparaître la micro-dynamique urbaine en fonction de laquelle s'est développée la ville.

L'ouvrage offre quelques résultats obtenus. Ainsi est analysé le quartier de la paroisse de San Giovanni Crisostomo, un site d'urbanisation très ancienne (neuvième ou dixième siècle), située non loin du Grand Canal, qui s'est organisée au seizième en un ensemble

d'architectures aux caractéristiques marchandes le long du Grand Canal. C'est une zone centrale de Venise, caractérisée par une population patricienne, mais qui, au dix-huitième siècle, tendance à être dominée par des notables, confirmant la formation de l'époque d'une propriété bourgeoise.

Un autre quartier, celui de San Giobbe, Geremica, présente, lui, une dynamique d'une périphérie manufacturière à l'ouest de Venise. Cette partie de la ville, les toponymes du paludo (marais) et de marina (plage) correspondent à la réalité physique de l'époque. Les surfaces exemptes de cultures étaient destinées à la construction de bateaux, au travail du cuir, au tannage.

Les Fondamenta, qui font face au cimetière de Venise, en direction de Murano, en revanche, ont une d'urbanisation tardive. C'est une aire encore parsemée de chaumières à la fin du seizième siècle et qui ne s'est construite qu'avec l'édification, en 1589, des Fondamenta, un parcours d'un kilomètre marquant la périphérie septentrionale de la ville. Cette zone témoigne du fait que l'expansion verticale des édifices de Venise, aux dix-septième et dix-huitième siècles est parallèle à l'extension des aires qui bâties dans la première moitié du dix-neuvième siècle.

Abondamment illustrée de cartes de gravures, cette somme apparaît aussi comme l'expérience d'une méthode - qui est probablement utilisée dans le monde entier. Elle vise à « définir les traits essentiels d'une dimension culturelle » au dynamisme - de chaque secteur d'une ville - constituant ainsi des références de base aux problèmes posés soit par la conservation soit par l'aménagement urbain. En d'autres termes, est mise en évidence une vérité première : une ville, c'est d'abord comprendre les règles implicites qui président à sa croissance.

PHILIPPE PONS.

(1) UNESCO - Save Venice Inc., disponible au bureau de Venise de l'UNESCO, piazza San Marco 63, Venise 30124.

UN RELEVÉ DES FRESQUES MÉDIÉVALES COPTES

## Jules Leroy est exaucé

LE monde existe. En Égypte. A quelques encablures, quelquefois, des cohortes touristiques gavées de pharaons et de minarets, sont les monastères de l'Église copte-orthodoxe. Rien n'y a changé, gestes, rites ou ombres, depuis la fondation du christianisme chrétien dans le désert, au même moment, leur d'origine, au début de notre ère. L'enfermement par les coptes, Moubarak, du pontife copte, Chenouda III, dans l'un de ces monastères, n'a fait qu'accroître encore le caractère sacré d'un univers où l'on peut remonter le temps, où le temps vous oblige à vous enfoncer avec lui dans l'Histoire.

Cela ne rebutait pas, au contraire, Jules Leroy. Cet abbé, né en 1903, n'était-il point un ecclésiastique d'un siècle, épicurien et pieux, rubicond, tenace à la tâche ? Il se consacrait en Orient et en Éthiopie de la « protestantisme » de l'Église romaine. Unis ou non à Rome, les chrétiens orientaux ont en effet su conserver leur couleur et mystère à leurs rites.

Un vœu plus cher, l'abbé nous le confia mezza, en 1978 en nous faisant découvrir les peintures oubliées du monastère de Saint-Antoine l'Égyptien, agrafé avec sa source et ses minuscules dans un recoin du désert Arabique. Nil et mer Rouge : « L'aimerais pouvoir acheter les relevés des fresques médiévales coptes dans les nâstères égyptiens. » Le ciel n'entendit pas cette ardente prière. Jules Leroy eut bien la joie de voir sortir des presses de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire (IFAO) le tome consacré aux ermites abandonnés à la région d'Éna, en Haute-Égypte (le Monde du 19 août 1978 et du 3 mai 1979) ; mais il fut ensuite « rappelé à Dieu », à qui il aura

reprocher, avec le langage d'un égyptologue, celui de la divinité, qui a l'avoir laissé encore un peu de temps pour terminer son corpus des derniers feux de l'art chrétien nilotique (X-XIII siècles).

Mais Dieu pouvait à tout, et pas moins à cinq spécialistes, clercs et laïcs, (B. Lethéric, P. H. Laferrière, H. Studer, E. Vaut, B. Fournier et J.-F. Gout) se retrouver pour poursuivre la chère entreprise de l'abbé. Les relevés de fresques relatifs aux monastères du Ouadi-Natroun viennent donc d'être publiés au Caire par l'Institut français.

C'est un enchantement, un coup de beauté morale et physique, en images en pleine harmonie, capables de vous inciter, selon le conseil de l'Évangile, à vous abandonner pour aller vous faire moine dans un lieu où l'homme n'est qu'un feu, d'art, d'histoire et de passion.

## L'âme bleutée de la Vierge

Au monastère d'Abou-Magar, (Saint-Macaire) probablement créé en l'an 400 et qui, 407-408, était assez fameux pour attirer un sac en règle par de mystérieux surgis au sable, l'Ouest, on voit à contrejour sur le mur à fresque deux grands vieillards à barbe blanche : Abraham et Melchisedech, roi de Salem, sur le fond de firmament gris mais étoilé ; on s'exalte devant le décor aniconique, où les cônes « déformés » créent un effet d'optique « moderne » mille ans avant Vasarely. Au monastère d'El-Souriani (Les Syriens), fiché dans les dunes depuis 535 et où aimaient venir dévotionnaires ou fringants chrétiens d'Asie et jusque de Perse, l'art est capé par les audacieux vœux de

des ailes d'anges transportant le ciel l'âme de la Vierge, disque géant blanc, par les tuniques d'australis convenables que les ailes des anges, portées par les apôtres le jour de l'Ascension. Tout cela est expliqué, photographié, reconstitué une patience naturellement angélique.

L'École du Caire promet maintenant un troisième tome, à partir de Jules Leroy et de son équipe à Saint-Antoine et à Saint-Paul. Les déserts de l'Est ! N'en demandons pas trop, mais il coup l'œuvre commencée par l'abbé, les vifs encouragements de l'égyptologue Serge Sauneron, alors directeur de l'IFAO et qui devait être tué à la fleur de l'âge dans un accident de route non loin, d'ailleurs, du Ouadi-Natroun, au complet, et les deux grands archéologues pleinement satisfaites, que lorsque les vœux d'art en péril des monastères de l'Égypte, en Haute-Égypte, auront formé un quatrième tome. Ensuite on pourra peut-être parler de restauration, si l'Église copte et le gouvernement égyptien donnent leur accord.

Immédiat, l'amateur devra affronter le Service d'édition et le vente des publications officielles, chargé à Paris de diffuser, si l'on peut dire, les ouvrages de l'Institut du Caire. Celui qui aime être bien traité s'adressera de préférence, malgré les limitations de la poste égyptienne, à l'Institut lui-même, au palais de Moussara, au Caire.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

★ Jules Leroy - Les Peintres des monastères du Ouadi-Natroun, IFAO, 141 pages de texte et 118 planches en noir et blanc ou en couleurs. P.F. 500 F (Impression nationale) 2, rue Paul-Hervieu, 75732 Paris, Cedex 15, Tél. : 575-62-66 poste 419.

LOUISE LEIRIS  
47, rue de Montcau, 75008 PARIS  
563-28-85 et 57-14  
**ANDRÉ MASSON**  
« Instants » - 1948-1953  
3 mars - 8 avril  
Tous les jours sauf dimanche et lundi

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE  
bis, avenue Bouquet (7) - 556-79-15  
**RUBALCAVA**  
Œuvres récentes de la musique  
Tous les jours (sauf dim.) 10 h - 18 h  
sauf dim 12 h - 18 h  
DU 15 MARS AU 22 AVRIL

École Nationale d'Art Décoratif  
d'AUBUSSON  
**KATO**  
Séraphim  
Jusqu'au 18 AVRIL

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE  
VERS L'ORIENT...  
Tous les jours 12 h à 18 h  
16 mars - 30 avril

TRIANGLE de SARATTELLE  
du Bois de  
**CHOPIN**  
Œuv. t.l.j. de 11 h à 17 h 30  
sauf lundi  
À l'occasion de l'anniversaire de Chopin,  
rééditions gratuites tous les jours à 11 h  
JUSQU'AU 12 MAI

MUSÉE DE L'HISTOIRE DE FRANCE  
France-Bourgeois  
**71 DOCUMENTS MAJEURS**  
DE NOTRE HISTOIRE  
DEUX SALLES LA RÉVOLUTION

**JOCKEY**  
127, bd du Montparnasse  
320-63-02  
Pas comme les autres  
on s'y amuse !...

357 42 14  
EXCEPTIONNEL  
STUART SHERMAN  
à PARIS  
sam 9 dim 10

OLYMPIC ENTREPOT - OLYMPIC LUXEMBOURG  
SÉLECTION OFFICIELLE  
BERLIN 82  
FRANCE MÉDIA PRÉSENTE  
**BEYROUTH LA RENCONTRE**  
UN FILM DE BORHANE ALAOUIE

LE CÉLÈBRE CABARET DU MONDE  
**LIDO**  
COCORICO  
20 h 30  
Dîner dansant  
Champagne et Revue  
370 F  
22 h 30 et 0 h 30  
Champagne et Revue  
255 F  
PRIX NE  
SERVICE COMPRIS  
118 bis, Champs-Élysées - 563 11 01

EXCEPTIONNELLE  
**DE TOVARITCH**  
Jacques DEVAL  
Par la Compagnie des Trévins  
Le 22 avril 1983 à 21 heures  
au Théâtre de la Ville  
Tél. : (20) 50 11 11

**RICHARD LOUGUET**  
Maître ébéniste  
Restauration de meubles  
et de tableaux  
49, rue des Portes - 75008  
Tél. : 573 11 11

2 MOIS  
t.a.t. présente  
**OM.SAAD**  
d'après l'auteur palestinien  
ghassan kanafani  
réalisation a. petit - h. rostom  
lucernaire 544-57-34

**JEUNE THÉÂTRE NATIONAL**  
du 5 au 30 avril 20 h 45  
**CLIMATS TEMPÉRÉS**  
un spectacle de Jean-Claude Buchard  
HOPITAL DE BICÊTRE  
à 10' du Châtelet - M° K. Bictre  
271.51.00 et FNAC

SALLE GAVEAU  
MARDI 12 AVRIL - 20H30  
**jean-claude pennetier**  
direction et soliste  
HAYDN - JANACEK - SCHOENBERG  
**ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS**  
Location  
Salle  
563.20.30  
et Agences

**CENTRE CULTUREL DU MARAIS-J.M.G.**  
28, rue France-Bourgeois (3)  
Téléphone : 272-73-62

**L'OPÉRA BLANC**  
(« per les yeux dragon »)  
MAURICE GUILLAUD  
Tous les jours 20 h 30  
sauf dimanche, lundi, mardi

**THEATRE DE LA VILLE**  
ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER  
horaire exceptionnel  
20h45  
soirée dimanche 14 h 30  
places 40 et 65  
**le maître et marguerite**  
de Boulgakov  
mise en scène Andrei Serban  
adaptation Jean-Claude Carrière  
(18 h 30)  
une heure sans entracte 30 F  
du 11 au 13 avril  
**DANSE**  
jusqu'au 23 avril  
g.r.c.o.p.  
groupe de recherche chorégraphique de l'opéra de paris  
chorégraphie François Verret  
Yllyses Dove  
Jacques Garnier  
Karole Armitage  
Carolyn Carlson  
du 5 au 9 avril  
Karole Armitage  
K.A.G.  
création mondiale  
du 12 au 16 avril  
François Verret  
Association UN B  
du 19 au 23 avril  
Obadia-Bouvier  
Cie de l'Esquisse  
274.22.77  
2, place du Châtelet

à partir du 11 avril  
**L'AMANTE ANGLAISE**  
à partir du 15 avril  
**L'AME ET LA DANSE**  
à partir du 15 avril  
**LES EXILÉS**  
à partir du 15 avril  
**GARY**

مكتبة الأمل







## GALERIES

### « Les femmes de Kienholz »

On avait découvert Kienholz lors de son exposition au CNAC en 1971. Au Pop art succédait l'assomption du réalisme, à travers une sculpture américaine qui moulait des personnages et utilisait des objets trouvés choisis pour évoquer une vie dure, violente, aliénante.

Edward Kienholz apportait, après George Segal, un degré de plus dans le réalisme misérabiliste. Ayant pratiqué les métiers avant de s'orienter vers l'art, à la fin des années 50, Kienholz a fait de son expérience la matière même de son travail dans un hôpital psychiatrique, un vie de pilier du bar de bordel. Montrer la vie dans le détail, le thème de son œuvre des années 60, alors que la sculpture fraternisait à un accès au super-réalisme, avec le happening théâtral et les environnements. Il en a fait des tableaux, chacun une histoire, le Roly, le bordel des G.I. l'Hôpital d'Etat, la Banquette arrière de la Dodge 1938...

On pouvait voir depuis ces dernières années, à Amsterdam, Copenhague, Stockholm, Berlin, ces sculptures-environnement qui, à travers des objets et des situations, c'est à dire des qu'appartiennent ces œuvres exposées galerie Maeght et intitulées « Les femmes de Kienholz ». Parler de femmes pour ce massif Américain qui avoue être venu à l'art avec une instabilité rurale, une certaine habileté manuelle et une modeste connaissance de la marche du monde, c'est parler d'objets et de sexualité, de viol, de brutalité. Chaque œuvre - le She-She Café, le Peep Show, la Chambre de Patty Peccavi, le Miroir dans la maison de verre... - relate, sinon une histoire vécue, du moins un fantasme vécu et restitué avec le poids du réalisme simulé par les moulages des objets vrais.

Avec la complaisance du grand voyeur jouant au grand dénonciateur, Edward Kienholz invite à regarder ces tranches de vie déterrées sur les terrains freudiens et présentes sous des énigmes qu'il aide à élucider.

chiffre par lourdes allusions. Il ne pas de questions, n'attend pas de réponses. Il tente seulement, la frontière du sérieux et l'ironie, provoquer le trouble et engendrer l'amusement.

« Les femmes de Kienholz », sculptures et tableaux en collaboration par Edward Kienholz et Nancy Reddin-Kienholz. Jusqu'au 29 avril.

### La respiration de Liga Pang

La régie Renault, qui a aménagé dans l'abbaye de Sénanque, à Gordes, une galerie d'exposition à la création artistique contemporaine, montre les tableaux récents de Liga Pang. Née au Japon, de parents chinois, vivant aux Etats-Unis, à Los Angeles, elle a vécu à New York, à Paris, à Gordes.

Aucune des grandes toiles accrochées dans trois salles de l'abbaye ne porte de titre. Liga Pang ne parvient pas à nommer ce qu'elle peint. D'abord parce que chaque œuvre s'invente d'un processus d'action dont elle ignore, et puis parce qu'elle ne veut pas nommer la respiration. Elle se accorde les pulsions, les grands coups de brosse qui traversent le tableau. La claire et légère couleur de Liga Pang est une respiration d'émotions neuves, qui tentent à la fois de se faire dans la peinture et d'exprimer une certaine conception de l'espace pictural où, contrairement à la tradition occidentale, la perspective est plurifocale.

« Ses discours sont des mots ne veut s'expliquer par la peinture même, par l'espace impliqué et une symbolique de gestes devenus couleur, cessable à la perception intuitive. Chez Liga Pang, l'abstraction lyrique se laisse parfois d'un soupçon de réalité, lorsqu'un visage ou un corps allusivement noyé dans la peinture émerge du grand magma qui finalement s'ordonne. Car toujours l'énergie libérée se maîtrise. »

JACQUES MICHEL.

Peintures récentes de Liga Pang, abbaye de Sénanque, à Gordes (Vaucluse). Jusqu'au 11 mai.

## CINÉMA

### « Merry Go Round » de Jacques Rivette

Laissons l'auteur parler : « J'aime qu'un film soit une ture, pour qui qui le voit, et plus tard, pour qui le voit. Ici, l'aventure du tournage fut, peut l'avouer, passablement agitée : le cap établi au départ fut, en cours de route, corrigé, reprises, et gré des contraires, bonnes et mauvaises brises. Il ne reste qu'à pérer que le film achevé garde, ses détours, quelque chose des périls de la traversée, de ses incertitudes, de ses éclaircies - quitte à s'apercevoir, au cours du voyage, que l'on a peut-être tourné en rond : « Merry Go Round »... »

ET AUSSI : Le Chœur de Sophie, d'Alan Pakula (les exploits de Meryl Streep), Pauline à la plage, d'Eric Rohmer (grandes vacances), Les Sacrifiés, d'Okacha Touita (l'Algérie en France, vue par un Algérien), La Ultima Cena, de Tomas Gutierrez Ales (Pâques gigantes), Dark Crystal, de Jim Henson (Frank Oz la chute des anges), Mortelle randonnée, de Claude Miller (enquête sur le drôle de citoyen), Fanny et Alexandre, d'Ingmar Bergman (indispensable).

## THÉÂTRE

### Le théâtre d'ombres à la Huchette

D'un best-seller du dix-huitième siècle (« Le Pont cassé ») au feuilleton du Point d'Interrogation, la femme fatale est la Huchette, une ronde d'histoires gaies projetées d'ombres chinoises (qui ont toujours des français) : le spectateur se joit d'enfance, lorsque la nuit, avec une bougie, les doigts de ses deux mains, il projette sur le mur les ombres du loup et du lapin. Spectacle d'un charme tout frais, animé avec passion, avec humour, par Nicolas...

### « Victor ou les Enfants au pouvoir » à l'Odéon

Les acteurs du Théâtre Français en pleine forme, dont la benjamine Nathalie Bécue au vigoureux caractère, emmènent les jambes à leur comédie iconoclaste sur des folies bourgeoises de début de siècle.

ET AUSSI : Histoires de famille d'après les nouvelles Tchekhov, la Tempête - L'Ordinaire, Michel Vinaver, à Chaillot ; La Cerisaie, mise en scène par Peter Brook, aux Bouffes du Nord.

### MUSIQUE « Rigoletto » au Théâtre des Champs-Élysées

Pourquoi n'imaginait-on pas de transposer l'action de Rigoletto dans les années 30 et la cour du duc de Mantoue à New-York ? L'idée du metteur en scène Jean-Claude Auvray a surpris les abonnés de l'Opéra de Bâle, mais elle a séduit

## SÉLECTION

l'ensemble de la presse internationale : c'était à l'automne 1981. En faveur de la venue de ce spectacle au Théâtre des Champs-Élysées, l'Association française d'action artistique invite, en quelque sorte, le public parisien à trancher. Dans les décors, et les costumes, d'Hubert Monloup, qui offre pour le même prix (de 25 à 275 F) deux distributions, deux chefs d'œuvre (Armin Jordan, Jost Meier), l'Orchestre symphonique de Bâle, et le choix entre quatre dates : les 6, 7, 8 et 9 avril à 20 heures. (Renseignements et location : tél. : 723-47-77).

ET AUSSI : un des plus importants programmes de l'Ensemble intercontemporain réunissant trois œuvres de Varèse, Modulations de Grisey, les admirables Messages de feu de Messiaen, du Hongrois György Kurtág, la direction de Pierre Boulez (Théâtre du Rond-Point, le lundi 11 à 20 h 30). Invité à diriger l'Ensemble orchestral de Paris, le pianiste Jean-Claude Pennerier n'a pas hésité à inscrire un octuor de la musique de ré de Haydn, le Concertino de Janacek et la Symphonie de chambre de Schoenberg (le 12 avril, salle Caumont). L'Orchestre national de France donnera le War Requiem de Benjamin Britten la direction de Lorin Maazel le 13 avril à la basilique de Saint-Denis. Enfin, l'Opéra du Rhin, une nouvelle production du Roméo et Juliette de Conrad Kreyler, un curieux des pages d'une partition malmenée depuis un siècle. (Les 13, 15, 17, 24, 26 et 27 avril à Strasbourg.)

## VARIÉTÉS/ROCK

### Le Printemps de Bourges

Cette fois, la chanson et la musique populaire doit son succès à de jeunes venus à la recherche d'un moyen d'expression qui court après la vie, qui plonge dans les bouleversements de son époque, qui répond à un romantisme généreux et à une vitalité débordante. La se-

ptième édition du Printemps de Bourges se déroule jusqu'au 10 avril. Sont notamment à l'affiche jusqu'à dimanche : Francis Lanne, Kevin Rowland and Dexy's, Ced Marlon, Midnight Runners, Powell, Maxime Le Forestier, Graeme Allwright, Bernard Lavilliers, Catherine Le Forestier, Gérard Blanchard et Miles Davis.

ET AUSSI : le groupe I Muvrini (jusqu'au 8 avril à 21 h).

## JAZZ

### Miles Davis en tournée

Ca y est. Le bruit, plus qu'un frémissement, est reparti. Miles Davis en Europe ! Comme l'an passé, Paris réagit plus vite et plus fort : ailleurs, il y a des places. Mais à Paris, où Miles est le saxophoniste Bill Evans, Mike Mainieri, John Scofield à la guitare, Mino Cinelu et Al Foster aux tambours réussit à brancher même ceux qui n'aiment pas le jazz. Miles brasse une formidable présence, les pas de son propre musique. Au Printemps de Bourges le 10 avril, à Paris (les 12 et 13), à Lyon (le 15), à Bordeaux (le 22) et à Angers (le 23).

ET AUSSI : le CRIM (Groupe de recherche d'improvisation musicale), association très active dans le Sud de la France (Marseille) ouverte à tous les courants de la musique d'aujourd'hui est à Marseille du 7 au 11 avril.

## DANSE

### Ballets contemporains à l'Opéra

Les Ballets de l'Opéra interprètent des œuvres de chorégraphes pour le moins non conventionnels : Alvin Ailey est un grand technicien de la modernité (style Graham) qu'il a adapté à des thèmes afro-américains. Il a composé pour Paris

un pas de deux pour étoile et tuteur de ballet. Au bord du précipice. L'imprévisible Andy Degroot, fait terriblement la post modernité a créé pour Wilfride Piolet et Jean Guizerix un pas de deux de manière, Nouvelle lune. En complément de programme, l'inusable Volontaires de Tetley.

### « Giselle » au T.M.P.

Le London Festival Ballet vient présenter sa propre version de Giselle, dansé successivement par Terrabust, Evdokimova, Ruane, Hall et Truglia.

ET AUSSI : Le G.R.C.O.P. au Théâtre de la Ville (chorégraphies de Karole Armitage et de François Verret), Rencontres du groupe dijonnais « Ina Phi » à la Forge (7 avril), Fichiers CT au Théâtre de la Ville (les Quatre de la danse), Rencontres annuelles du Printemps de la danse à la Ville, stages artistiques à la Forge (le 7), la compagnie Jean Guizerix (le 9), Lolita-Dance (le 12), vocalies-danse (le 14), animation finale de Jean-Claude Ramseier (le 16).

## EXPOSITIONS

### André Masson chez Louise Leiris

Après le retour des États-Unis après la guerre, André Masson redécouvre le paysage du Midi. Il va à la recherche de la lumière, du côté de la montagne Sainte-Victoire, regarde des nus au soleil, la papillonnante pictorialité de Renoir, et Venise à travers les nuages de Turner. Tout cela de la lumière, l'air et de la couleur. Un Masson peu connu et rarement présenté aux expositions. La galerie Louise Leiris a réuni quarante-sept peintures et vingt gouaches, pastels et dessins de cette période.

CLUB JAMES JAZZ CLUB  
mercredi, jeudi et  
vendredi  
**JACK DIEVAL - DUO**  
(de 21 h. 30 à 1 h. du matin)  
le samedi 9 avril à 21 h.  
RÉSERVATION : 296-67-11  
HOTEL St JAMES et ALBANY  
202, r. de la République - M. r. 29-Juillet (1<sup>er</sup>)

**A VILLEJOIE**  
THEATRE ROMAIN ROLLAND  
11 rue de la République 94 Villejoie  
CREATION - Jusqu'au 10 Avril  
**LAZARE DUPRON**  
726.15.02

NOUVELLE REVUE NOUVELLE REVUE  
Bal du Moulin Rouge  
20 h Dîner  
Champagne et Revue 370 F  
22 h et 0 h  
Champagne et Revue 255 F  
PRIX NETS  
SERVICE COMPRIS  
femmes, femmes, femmes...  
MONTMARTRE-PLACE BLANCHE-606.00.19 ET AGENCES

ÉLYSÉE LINCOLN - St-GERMAIN VILLAGE - 7 PARNASSIENS  
LE NOUVEAU FILM DE ROBERT ALTMAN  
**Reviens Jimmy Dean**  
SANDY DENNIS - CHER  
KAREN MCKAY

JEAN KERCHER - CYRIL DE FOULVRE présentent  
DANIEL LHERMITTE PASCALE ROCARD  
**LINDIC**  
DIDIER DECOIN ROGER BORNICHE SERGE LEROY  
MUSIQUE MICHEL MAGNE

Théâtre de la Bastille 357 42 14 - 1<sup>er</sup> le 24 mars 21h **Frankie + Johnnie**  
for BILLIE HOLIDAY  
WINSTON TONG, BRUCE GEDULDIG  
Théâtre de la Bastille 357 42 14

ART POP  
willon des Arts  
rue Rambuteau  
le concours de

مكتبة الأصيل



# L'ART POPULAIRE AUX ETATS-UNIS

**Pavillon des Arts**  
**101 rue Rambuteau 75001 Paris 28 avril-29 mai 1983**



avec le concours de United Technologies Corporation



# EXPOSITIONS

## Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; sam. et dim., de 10 h à 18 h. Entrée libre le dimanche et le mardi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, 16 h à 19 h ; le samedi, 11 h à 18 h ; le dimanche, 10 h à 18 h. Entrée libre le dimanche et le mardi.

GIORGIO DE CHIRICO. Jusqu'au 25 avril. Visites-animations le lundi, jeudi, samedi, de 11 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

YVES KLEIN. Rétrospective. Jusqu'au 25 mai.

VIDEO DE NAM JUNE PAIK. Forum. Jusqu'au 11 avril.

DE LA ROSIERE A LA MISS. Le jeune film dans les années 1960. Salle d'actualité. Jusqu'au 6 juin.

BARRY FLANAGAN, sculpteur anglais ; ULRICH HILDEBRAND, sculpteur allemand. Galeries contemporaines. Entrée libre. Jusqu'au 8 mai.

TABU-DADA. Jusqu'au 25 avril.

UNE MAISON, DES LIVRES ET DES MOTS. Carrefour des régions. Jusqu'au 25 avril.

LE CINEMA INDIEN. Jusqu'au 2 mai.

CONSTANTIN CAVAFY (1863-1933), poète grec d'Alexandrie. Grand foyer. Jusqu'au 25 avril.

YVES KLEIN. Corps et chair, photographies. Jusqu'au 8 mai.

JEAN DIEZEAU-JEAN-PIERRE. Photographies. Jusqu'au 8 mai.

LE PREMIER CRY. Bibliothèque des enfants, place. Jusqu'au 2 mai.

CC.I. Environnement et ville. Jusqu'au 10 mai.

R.P.L. Les peintures murales et paysages. XIX-XX siècles. Jusqu'au 30 mai.

Musées

GRAVURES DE LA COLLECTION DUTHUIT. Petit Palais, avenue de la Grande Armée. Jusqu'au 10 mai.

CLAUDE CÉLIER DE LORRAINE (1910-1926), photographies. Grand Palais, avenue de la Grande Armée. Jusqu'au 10 mai.

JACQUES-HENRI LANTIER (1885-1911), photographies. Grand Palais, avenue de la Grande Armée. Jusqu'au 10 mai.

LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE. Jusqu'au 11 avril.

LES COLLECTIONS DU COMTE D'ORSAY, depuis du musée du Louvre. Jusqu'au 30 mai. Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Janvier (260-39-26).

VERS L'ORIENT... Bibliothèque nationale, rue Richelieu (261-82-83). Tous les jours, de 11 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

UNIFORMES CIVILS. Musée de la Mode, rue de la Harpe (277-12-33). Jusqu'au 30 mai.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Musée de la Mode, rue de la Harpe (277-12-33). Jusqu'au 30 mai.

MARIGNAN PATHÉ - NORMANDIE - FRANÇAIS PATHÉ - GAUMONT RICHELIEU - SAINT-LAZARE PASQUIER WEPLER PATHÉ - MAYFAIR PATHÉ - FAUVETTE - MONTMARTRE PATHÉ - MONTMARTRE BIENVENUE HAUTEUILLE PATHÉ - STUDIO HARPE - GAUMONT CONVENTION - GAUMONT GAMBETTA - NATION - GAUMONT LES HALLES

octobre. - Georges Shaw : photographies. Musée d'Art et d'Essai, Palais de Tokyo, 13, avenue Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 11 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

SUMMER TIME (1940). Shirley Temple. Jusqu'au 11 mai. JEAN-PIERRE CHARBONNIER, photographies : 1944-1982 ; jusqu'au 11 juin. WIFREDO LAM (1902-1982) ; jusqu'au 22 mai. Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

MARTINE ABALLEA. Nouveaux photographes. BERTHOLD, PAUL-ARMAND GETTE, Portraits. CLAUDE RUTAU, N.Y. VAL-TER. C'est un dur métier que l'art. ARC-Musée d'Art, 11, rue de la Harpe (277-12-33). Jusqu'au 11 avril.

LES NUAGES. Jusqu'au 11 avril. PIONNIERS DE LA PHOTOGRAPHIE RUSSO-SOVIETIQUE (1917-1940). Jusqu'au 30 avril. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

TAPIO WIRKALA. Jusqu'au 11 avril. PIONNIERS DE LA PHOTOGRAPHIE RUSSO-SOVIETIQUE (1917-1940). Jusqu'au 30 avril. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

ROUCHON, pionnier de l'affiche illustrée. Jusqu'au 6 juin. LE MUSÉE A LE TICKET. Jusqu'au 30 avril. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE-LE PREMIER EMPIRE. Dessins. Jusqu'au 22 mai. ACQUISITIONS DE LA VILLE DE PARIS pour le Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

PIONNIERS DE LA PHOTOGRAPHIE RUSSO-SOVIETIQUE (1917-1940). Jusqu'au 30 avril. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

EMMONS DE KUBOTA TCHIKU. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

MAXIMILIEN LUCÉ. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

DES BURCONDES A LA VILLE DE LUXEMBOURG. 19, rue de Valenciennes (354-95-00). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

JACQUES-HENRI LANTIER (1885-1911), photographies. Grand Palais, avenue de la Grande Armée. Jusqu'au 10 mai.

LIBERTÉ GUIDANT LE PEUPLE. Jusqu'au 11 avril.

LES COLLECTIONS DU COMTE D'ORSAY, depuis du musée du Louvre. Jusqu'au 30 mai. Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Janvier (260-39-26).

VERS L'ORIENT... Bibliothèque nationale, rue Richelieu (261-82-83). Tous les jours, de 11 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

UNIFORMES CIVILS. Musée de la Mode, rue de la Harpe (277-12-33). Jusqu'au 30 mai.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Musée de la Mode, rue de la Harpe (277-12-33). Jusqu'au 30 mai.

MEHES, NAKASHIMA, GERMAIN, AMOOGHI SARAF. Jusqu'au 11 avril. - PAUL COLLINS, Peintures. Du 11 au 18 avril. Cité internationale d'Art, 18, rue de l'Hotel-de-Ville.

DOUXE PEINTURES ÉQUATORIENNES. Ambassade du Venezuela, 11, rue Copernic. Sauf sam. et dim., de 9 h 30 à 18 h. Jusqu'au 20 avril.

JEAN TARDIEU. Maison de la poésie, terrasse du Forum des Halles, 101, rue de la Harpe (277-12-33). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

PARIS : Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

FENÊTRE SUR LA CHINE. Photographies de Vassan. Centre culturel du Mali, 11, rue de la Harpe (277-12-33). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

CHOPIN. Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne. Sauf le lundi, de 11 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 12 mai.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

MEHES, NAKASHIMA, GERMAIN, AMOOGHI SARAF. Jusqu'au 11 avril. - PAUL COLLINS, Peintures. Du 11 au 18 avril. Cité internationale d'Art, 18, rue de l'Hotel-de-Ville.

DOUXE PEINTURES ÉQUATORIENNES. Ambassade du Venezuela, 11, rue Copernic. Sauf sam. et dim., de 9 h 30 à 18 h. Jusqu'au 20 avril.

JEAN TARDIEU. Maison de la poésie, terrasse du Forum des Halles, 101, rue de la Harpe (277-12-33). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

PARIS : Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

FENÊTRE SUR LA CHINE. Photographies de Vassan. Centre culturel du Mali, 11, rue de la Harpe (277-12-33). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

CHOPIN. Trianon de Bagatelle, bois de Boulogne. Sauf le lundi, de 11 h 30 à 17 h 30. Jusqu'au 12 mai.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

LA RUSSIE ET L'EUROPE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi, de 10 h à 20 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

ANTOINETTE BOOTZ. Peintures. Galerie Bandoon Lebon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 23 avril.

GEORGE BRECHT. Pages from the Book of the Tumbler on Fire. Galerie Bandoon Lebon, 36, rue des Archives (272-09-10). Jusqu'au 23 avril.

ROLAND CAT. Jusqu'au 16 avril.

PAUL CHABAS (1869-1937). Peintures. Galerie Les Reflets du Temps, 4, rue Duphot (260-01-53). Jusqu'au 7 mai.

DE CHIRICO : Le retour de l'artiste. Centre d'Art Contemporain, place Saint-Hippolyte (34-99-25). Jusqu'au 23 avril.

RICHARD CONTE. Peintures. Galerie Pierre-Lescot, 11, rue Pierre-Lescot (233-85-39). Jusqu'au 23 avril.

FRED DEUX. Dessins et gravures. Galerie La Rue, 14, rue de l'Abbaye (235-54-06). Jusqu'au 19 avril.

KLAS DIETRICH. Jusqu'au 30 avril.

JACQUES DOUCET. Peintures récentes. Galerie Ariès, 140, boulevard Hausmann (562-15-09). Jusqu'au 11 avril.

BERNARD GERMOND. Peintures. Le Haut-Paré, 3, quai Montebello (354-58-79). Jusqu'au 23 avril.

GRUTZKE. Jusqu'au 23 avril.

JOSE DE GUIMARAES. Peintures. Papiers, 11, rue de la Harpe (277-12-33). Jusqu'au 23 avril.

MARCEL JEAN. Peintures. Marion-Meyer, 15, rue Guénégaud. Jusqu'au 20 avril.

THE KENHOLZ TRUMPET. Galerie Maeght, 13, rue de la Harpe (563-13-19). Jusqu'au 29 avril.

ELIZABETH LEINARD. Photographies. Galerie des Femmes, 74, rue de Seine (329-50-75). Jusqu'au 15 mai.

ANDRÉ MASSON. Rétrospective. Galerie Finaux Trignou, 11, rue de la Harpe (563-13-19). Jusqu'au 29 avril.

ANNE MESSIAEN. Jusqu'au 23 avril.

1982-1983. Galerie Gillespie-Lange-Salomon, 24, rue Bonaparte (278-11-71). Du 12 avril au 3 mai.

YVES MILLECAMPE. Jusqu'au 23 avril.

GRAVURES DE MIRO. Regard de 1969 à 1982. Galerie A.B.C.D. 30, rue de la Harpe (563-36-06). Jusqu'au 15 mai.

EDMUND MOULOT. Lithographies. Jusqu'au 16 avril.

ANTONIO PARRASO. Gravures récentes. Galerie d'Art International, 12, rue J.-Ferrandi (348-84-28). Jusqu'au 15 avril.

GIUSEPPE PENONE. Jusqu'au 23 avril.

PAUL STRAND. Photographies. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (273-35-47). Jusqu'au 23 avril.

SUNAO. Peintures. Galerie Charly Chevalier, 27, rue de la Harpe (508-58-63). Jusqu'au 11 avril.

ZABOROV. Peintures. Galerie Claude Bernard, 5, rue de la Harpe (634-54-71). Jusqu'au 30 avril.

En région parisienne

ARGENTEUIL. Arques : collages. Hall de la bibliothèque, parc de la Mairie. Jusqu'au 16 avril.

BREITIGNY. Catherine Grosjean, André Lécot, Françoise Perreault. Travaux récents. Centre Gérard-Philipe, rue Jean-Henri (084-38-68). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 18 h ; le mercredi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

CHAMPIGNY. Regard sur la France. Centre Gérard-Philipe, 54, boulevard du Château (880-96-28). Sauf le lundi, de 10 h à 18 h ; le mardi, de 10 h à 18 h ; le mercredi, de 10 h à 18 h ; le jeudi, de 10 h à 18 h ; le vendredi, de 10 h à 18 h ; le samedi, de 10 h à 18 h ; le dimanche, de 10 h à 18 h.

DEFENSE. Personnage. Une certaine vision du monde. La Galerie de la Défense. De 11 h à 18 h ; sam. et dim., de 12 h à 19 h. Jusqu'au 30 avril.















## Le Monde

## ÉDUCATION

## Carrières universitaires : les divergences persistent entre les syndicats d'enseignants et le ministère

Des négociations entre les responsables des syndicats d'enseignants et les représentants du ministère de l'Éducation nationale au sujet des carrières universitaires ont commencé au mois de mars. Grèves et manifestations des syndicats proches de la majorité ont ponctué les discussions destinées à établir un statut des personnels universitaires.

La principale divergence entre les organisations représentatives d'enseignants et le ministère porte sur la définition des corps universitaires. Le ministère propose une structure à deux corps : professeurs et maîtres-adjoints. Les syndicats, quant à eux, proposent une structure à trois corps : professeurs, maîtres-adjoints et maîtres-auxiliaires. Les maîtres-adjoints seraient actuellement en fonction dans les deux corps. Les assistants titulaires comptant au moins six années d'ancienneté bénéficieraient d'un titre transitoire et dans la limite des emplois créés d'un accès réservé à la seconde classe du corps.

Ce choix d'une structure à deux corps, au lieu des trois existants actuellement (1), relève d'une volonté gouvernementale (2). La proposition est critiquée par les syndicats de la FEN et de la C.F.D.T. Le Syndicat

général des enseignants supérieurs (SNE-Sup) souhaite, selon M. Pierre Duhamel, un corps unique à deux catégories : professeurs et maîtres-adjoints. Les maîtres-adjoints seraient actuellement en fonction dans les deux corps. Les assistants titulaires comptant au moins six années d'ancienneté bénéficieraient d'un titre transitoire et dans la limite des emplois créés d'un accès réservé à la seconde classe du corps.

Le maintien des anciens enseignants dans les deux corps, au lieu des trois existants actuellement (1), relève d'une volonté gouvernementale (2). La proposition est critiquée par les syndicats de la FEN et de la C.F.D.T. Le Syndicat

général des enseignants supérieurs (SNE-Sup) souhaite, selon M. Pierre Duhamel, un corps unique à deux catégories : professeurs et maîtres-adjoints. Les maîtres-adjoints seraient actuellement en fonction dans les deux corps. Les assistants titulaires comptant au moins six années d'ancienneté bénéficieraient d'un titre transitoire et dans la limite des emplois créés d'un accès réservé à la seconde classe du corps.

du mois de mars, les syndicats de la FEN et de la C.F.D.T. ont à nouveau manifesté leur refus des propositions ministérielles, « inacceptables et contraires à l'intérêt de l'université ». Les organisations envisagent des initiatives publiques « si le ministère ne présente pas un texte totalement différent ».

Les obligations de service. Autre point de divergence entre les représentants des personnels et ceux du ministère, les obligations de service des enseignants. Sur cette question, au-delà des divergences politiques, une certaine unanimité semble apparaître entre les universitaires. Les professeurs refusent une augmentation de leurs horaires, qui, selon M. Jean-Jacques Payan, directeur général des enseignements supérieurs, pourraient passer de vingt heures, actuellement, à vingt-cinq heures.

La situation paraît bloquée. Même si les négociations ont permis des avancées, l'expression « responsabilité de l'enseignement » pour le SNE-Sup, pour le règlement de la situation des enseignants, n'est pas encore acceptée par le ministère de l'Éducation nationale.

Les divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

## APRÈS LES INCIDENTS DE RENNES

## L'insoumission, cheval de bataille des indépendantistes bretons

De notre envoyée spéciale

Brest. — Les manifestants du parti républicain breton (S.P.V.) (1), arrêtés à Rennes le 29 mars à la suite des incidents survenus à l'occasion du procès de deux insoumis, seront jugés le 6 avril.

Ces militants du S.P.V. s'étaient interposés devant le fourgon cellulaire qui ramenait les deux insoumis, MM. Yvon Chailou et Yannig Le Becheu, à la maison d'arrêt. Deux gendarmes avaient été blessés au cours d'une vive échauffourée (Le Monde du 31 mars).

Après la libération à mi-peine, en novembre et décembre, de deux insoumis jugés par les tribunaux militaires, et les actions ponctuelles de quelques jeunes Bretons il y a plusieurs années, il y a gros à parier qu'on n'a pas fini de parler de l'insoumission bretonne.

Outre MM. Chailou et Le Becheu, deux autres insoumis sont actuellement en prison. Il s'agit de M. Bernz Bouch, arrêté alors qu'il posait des obstacles antiterroristes à la suite du procès de deux derniers, et de M. Jean-Yves Bouch, interpellé lors des incidents devant la maison d'arrêt qui a suivi l'audience. M. Jean-Pierre Le Mat, quant à lui, président du S.P.V., parti indépendantiste (sans étiquette politique), a également été incarcéré après ces incidents devant la prison. Il était sous contrôle judiciaire depuis plusieurs mois : des armes avaient été découvertes dans son ancien appartement lors d'une perquisition.

Ces événements ont fait que l'insoumission est devenue le cheval de bataille des indépendantistes bretons, particulièrement du S.P.V. C'est ce parti qui a organisé l'arrestation « forcée » de MM. Chailou et Le Becheu fin novembre 1982 (ils s'étaient enchaînés à M. Bland, député breton des Côtes-du-Nord. C'est le S.P.V. qui a organisé la manifestation qui a suivi le procès. Après quelques actions individuelles, l'insoumission est devenue un thème politique. Le S.P.V. a dressé une liste de dix jeunes « volontaires » pour cette action. Quatre d'entre eux sont désormais en prison.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

corporatistes. Au-delà des questions de statut des enseignants et de leurs obligations de service, leurs revendications portent sur l'application de la loi de 1981 sur l'orientation de l'enseignement supérieur qui doit être prochainement votée par le Parlement.

Des divergences. Lors du procès du 29 mars, d'anciens et de futurs insoumis ont développé largement les raisons de cette forme d'opposition politique : celle de l'opposition politique à la politique de l'État. Ils ont affirmé d'un nationalisme breton. Qu'on ne nous dise pas que c'est la un combat d'arrière-garde, déclarent-ils lors d'un procès, les avocats des in-

## JUSTICE

## A L'HOPITAL DES PRISONS DE FRESNES

## Un jeune détenu meurt après une intervention chirurgicale

Le 5 avril, à 0 h 45, Daniel Vinoy, vingt-neuf ans, décédait à l'hôpital central des prisons de Fresnes. Daniel Vinoy a subi, le 1<sup>er</sup> avril, une intervention chirurgicale abdominale réalisée par le docteur Pierre Pineau, chef de service à temps partiel de chirurgie de l'hôpital de Fresnes.

Il y a plus d'un mois, Daniel Vinoy, vingt-neuf ans, détenu à Chambéry, condamné à sept ans de réclusion en octobre dernier, avait trois extrémités de fourchette et deux canifs fermés. Il était fréquent en milieu carcéral. Il était alors transféré à l'hôpital central des prisons de Fresnes. Son état ne posait aucun problème particulier, aucun geste opératoire n'était décidé. Le 1<sup>er</sup> avril, à 14 heures, le docteur Pineau décidait d'intervenir. Une intervention sans problème semble-t-il. Le samedi 2 avril pourtant, le patient présentait quelques signes infectieux. Selon un médecin anesthésiste-réanimateur, l'hôpital de Fresnes, « dépit d'un tableau clinique évocateur d'une infection généralisée, le docteur Pineau refusait la mise du malade-détenu sous un service de réanimation, estimant qu'il allait très bien ». Le 3 avril, à 14 heures, le 5 avril à 0 h 45. Une information ju-

A la chancellerie, on indique que, à la suite de ce décès, une information judiciaire et une enquête administrative ont été ouvertes. Cette affaire pose, une fois de plus, d'importantes questions concernant la qualité des soins délivrés à l'hôpital des prisons de Fresnes et suscite à nouveau une polémique entre les médecins de cet établissement.

Huguenard (Le Monde du 7 avril 1982). Ce décès n'est pas encore clos : une réunion d'experts est prévue pour le 22 avril.

Des précédents. Selon différents témoignages médicaux, plusieurs décès de jeunes détenus ont été produits depuis 1979 à Fresnes dans des conditions similaires. D'autres malades ne devaient leur salut qu'à leur transfert dans les services spécialisés de l'Assistance publique à Paris. C'est cependant la première fois qu'une information judiciaire est ouverte après un décès survenu à l'hôpital de Fresnes.

Un médecin en exercice en permanence — souvent évoqué — de l'établissement — problème — parfois évoqué — de compétence chirurgicale ? Selon un rapport établi en 1980, cet hôpital, d'une capacité de trois cent cinquante lits, reçoit environ deux mille malades chaque année, avec un encadrement notablement inférieur à celui d'un hôpital de deuxième catégorie, et ce pour une pathologie carcérale à la fois complexe et spécifique. Le docteur Pineau a été nommé chef du service de chirurgie en 1979 par M. Christian Dabanc, ancien directeur de l'administration pénitentiaire, et par le professeur Solange Troisier, médecin-inspecteur de l'administration pénitentiaire, aujourd'hui inculpé dans l'affaire dite « grâce » médicales.

Cette nomination, selon le professeur Huguenard, ne correspondait alors qu'à « fait prince ». Avant la récente réforme faisant disparaître le poste de médecin-inspecteur de l'administration pénitentiaire (1), estime le professeur Huguenard, le corps médical exerçant à l'hôpital des prisons de Fresnes était sous-traité à un contrôle professionnel. L'activité médicale n'était contrôlée que par l'administration pénitentiaire. Le système était critiquable. « Certaines interventions chirurgicales effectuées dans cet établissement n'auraient jamais pu être réalisées à l'extérieur », estime-t-il.

Une affaire met en lumière le climat d'isolement régnant entre les médecins de cet établissement. « Depuis », explique un médecin anesthésiste, le docteur Pineau, « nous sommes plus isolés que jamais ».

JEAN-YVES NAU.

(1) L'Inspection générale des affaires (IGAS), qui a effectué le 5 avril que depuis janvier, date à laquelle la responsabilité de l'inspection de la médecine pénitentiaire est passée du ministère de la justice à celui de la santé, aucune mission n'avait été réalisée à l'hôpital des prisons de Fresnes. D'autre part, M. Pierre Labays, transféré dans l'établissement après une intervention réalisée à Fresnes, a décidé de porter plainte pour « coups et blessures involontaires » et « mise en danger de la vie d'autrui ».

Le hold-up record à Londres. — Le hold-up commis lundi 4 avril dans la rue de la « Security Express », une rue de gardiennage à la sécurité de Finsbury, dans le nord-est de Londres, est le plus important de l'histoire criminelle britannique, estime Scotland Yard. Les malfaiteurs, au nombre de quatre ou six, auraient emporté une somme d'au moins six millions de livres (65 millions de francs) en liquide, « peut-être sept », a déclaré la police. L'opération, a-t-elle ajouté, a été « organisée avec un sang-froid extraordinaire, bien menée ».

## Faits et jugements

## Un bijoutier parisien tue un malfaiteur

Un malfaiteur, âgé de trente-deux ans, Max Taillier, a été mortellement blessé, mardi 5 avril dans l'après-midi, par le bijoutier parisien qui le tentait de dévaliser. M. Benoît Brauns, un diamantaire de la rue Châteaudun (neuvième arrondissement), s'est emparé d'un pistolet et a tiré deux coups de feu sur les deux malfaiteurs qui venaient de pénétrer dans sa boutique. Le malfaiteur a été tué sur le coup. Le malfaiteur a été tué sur le coup. Le malfaiteur a été tué sur le coup.

Les enquêteurs de la brigade de répression du banditisme (B.R.B.) ont identifié le second malfaiteur, qui, sérieusement blessé, a dû être hospitalisé, mais son identité n'avait pas été rendue publique ce mercredi matin. Le bijoutier a été longuement entendu par les juges de la B.R.B. et les enquêteurs de la B.R.B. ont identifié le second malfaiteur, qui, sérieusement blessé, a dû être hospitalisé, mais son identité n'avait pas été rendue publique ce mercredi matin.

Des handicapés à l'abandon : un médecin-chef est écroué dans le Doubs

Besançon. — M<sup>me</sup> Gisèle Ravaut, une femme de 55 ans, médecin-chef de service infirmière au centre psychiatrique départemental (Novillars (Doubs)), a été inculpée pour privation de soins et d'aliments à l'égard de ses malades.

Le hold-up record à Londres. — Le hold-up commis lundi 4 avril dans la rue de la « Security Express », une rue de gardiennage à la sécurité de Finsbury, dans le nord-est de Londres, est le plus important de l'histoire criminelle britannique, estime Scotland Yard. Les malfaiteurs, au nombre de quatre ou six, auraient emporté une somme d'au moins six millions de livres (65 millions de francs) en liquide, « peut-être sept », a déclaré la police. L'opération, a-t-elle ajouté, a été « organisée avec un sang-froid extraordinaire, bien menée ».

هكذا من الأصل







OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

## ANNONCES CLASSEES

ENCADRÉES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85



### DIRECTIONS

#### NIGERIA

Direction Biscuiterie

d'un groupe important,  
une Biscuiterie située à Lagos

#### DIRECTEUR

capable d'assurer son développement.  
Il devra avoir :  
- Fabrication agro-alimentaire  
- Organisation production  
- Logistique achats  
- Approvisionnement  
Il devra être capable de maîtriser également :  
- L'organisation administrative  
- financière  
- L'organisation commerciale.  
Bonne connaissance de l'anglais indispensable.  
La rémunération motivante en rapport avec l'expérience.  
Les qualités professionnelles humaines exigées + avantages liés au statut d'expatrié.  
Discrétion totale assurée.

Les candidatures

manuscrites C.V., Photo

et appointements actuels à envoyer

s/s réf. à Contesse Publicité

20, rue de l'Opéra Paris Cedex 01 qui



### emplois régionaux

### emplois régionaux

personnes, un CA de 400 MF. Rattaché d'un des plus grands groupes français, la S.A.E. secteur d'activité ADDUCTION D'EAU - ASSAINISSEMENT - FEEDERS - TRAVAUX SOUTERRAINS - CHATEAUX D'EAU - RESERVOIRS. Connus pour notre sérieux et notre compétence, nous choisissons les hommes qui, grâce à leurs qualités personnelles, pourront progresser dans l'entreprise. L'offre est destinée à la région Ouest un

#### chef de secteur

Vous êtes l'entreprise, vous aurez la responsabilité de "votre affaire" vous suivrez de bout en bout : de la prospection de la clientèle et la signature des marchés jusqu'à la fin des travaux. Ingénieur de formation, vous possédez une expérience analogue dans des domaines type canalisation, V.R.D., ou route... Vous êtes un homme vous savez utiliser au plus juste le potentiel de vos collaborateurs ; excellent vendeur, vous êtes armé pour négocier à tous les niveaux... Accepter le terme un poste à l'étranger constituerait un atout supplémentaire. Nous demandons beaucoup, mais en échange, nous sommes prêts à vous offrir des perspectives d'évolution à la mesure de vos talents.

Photo et prétentions à joindre à la lettre manuscrite. C.V. DEVIN - GRELET 44018 NANTES CEDEX

devin o lemarchand

#### CONSULTANT en INNOVATION INDUSTRIELLE

pour un homme complet.

Ingénieur grande école

(X, CENTRALE, MINES, SUPÉLEC, ETC...)

avec quelques années d'expérience industrielle.

Aider les entreprises importantes à concevoir,

leurs produits, à améliorer le rapport

performance/coût, par la mise en œuvre

de nouvelles techniques ou matérielles passionnantes,

comme le laser et l'optique intégrée (PARIS-LYON).

Salaires intéressants.

Envoyer votre lettre manuscrite à l'adresse 2283

AXIAL, 27, rue Turenne, 75002 Paris.

Réponse rapide. Discrétion assurée.

#### Centre Hospitalier Franco-Britannique Hertford Hospital

#### RECHERCHE SON DIRECTEUR

Profil : Un homme ou une femme avec une expérience de gestion hospitalière pour un hôpital de 100 lits. Entièrement reconstruit et doté d'équipements ultra-modernes.

Connaissances en procédure budgétaires, contrôle financier, législation et réglementation hospitalières et sociales, économie et informatique (de préférence).

Bonnes connaissances d'anglais très souhaitables, ainsi que milieux internationaux et plus particulièrement anglo-saxon.

Conditions : Avantages F.E.H.A.P.

Salaires à négocier selon expérience.

Candidatures et C.V. A adresser à : Monsieur le Président

Centre Hospitalier Franco-Britannique 1, rue Barbée LEVALLOIS

#### AUCHAN HYPERMARCHÉ LE HAVRE

vous cherchez de l'emploi

CHEF COMPTABLE ou

SON RESPONSABLE FOURNISSEURS

- Vous avez une solide formation comptable

(Niveau DECS)

- Vous aimez l'animation d'une équipe large

autour d'objectifs précis

- Vous avez une expérience dans la prise de

décisions, dans une entreprise dynamique.

Envoyez à Jean-Pierre PAUFICHET -

CONTROLEUR DE GESTION. Lettre manuscrite +

CV à AUCHAN - Centre Commercial Mont Gail-

lard, Avenue du Bois au Coq Prolongée 76620

LE HAVRE.

ASSOCIATION 1901  
CHANGEMENT DE  
FORMATEUR  
UN - 1901  
en communication et  
culturelles. Bonne connaissance  
de l'immigration et de la vie  
associative  
C.V. à C.I.A.P. Centre social  
129, cours Edouard-Vaillant,  
33300 BORDEAUX.

MONTPELLIER-L'INRA

RESPONSABLE

SERVICE DOCUMENTATION

BIBLIOTHÈQUE

en économie rurale, méth. doc.

ou socio + méth. documenta-

tion 1<sup>er</sup> degré. 1<sup>er</sup> degré.

Envoyez sous le n° 1901 M

RESE-PRASSE

88 bis, c. Daumesnil, 75002 Paris.

#### emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL  
AGENCE SPÉCIALISÉE DES NATIONS UNIES  
recherche pour un projet de formation en entreprise  
(coopération technique) en Algérie

#### UN CONSEILLER TECHNIQUE PRINCIPAL (CHEF DE PROJET)

ainsi qu'un

EXPERT EN FORMATION DE FORMATEURS

pour l'apprentissage

Qualifications : Diplôme d'ingénieur, maîtrise et

expérience pédagogique, vaste expérience pratique dans

l'industrie et dans la formation professionnelle

industrielle, l'information des formateurs et la formation

pour l'apprentissage.

C.V. complet à Bureau de Correspondance du B.I.T.,

205, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

#### OFFRES D'EMPLOIS

#### OFFRES D'EMPLOIS

#### OFFRES D'EMPLOIS

#### OFFRES D'EMPLOIS



### Ingénieurs d'affaires... Pourquoi pas la chimie ?

D'autant plus que nous sommes l'une des plus grandes sociétés chimiques mondiales. En Europe nous employons 12 000 personnes et nous y avons réalisé en 1982 un C.A. de 3,3 milliards de dollars dans la chimie, la pharmacie et la phytosanitaire.

Diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs, de Commerce ou titulaires d'un DEA Scientifique, vous avez, de préférence, une expérience de 2 à 5 ans des relations commerciales à haut niveau au cours de laquelle vous avez développé votre aptitude à communiquer et à convaincre.

Volontaires et ambitieux, vous voulez maintenant prendre de véritables responsabilités commerciales. Ces responsabilités nous allons vous les confier comme nous les avons confiées hier à nos ACTUELS MANAGERS. Ils ont fait preuve de leurs capacités sur le terrain avant d'accéder à des fonctions de Direction Régionale, de Marketing, de Relations Humaines, de Logistique d'Achats ou de Production.

Bien sûr, vous devrez, comme eux, accepter la compétition et la mobilité.

La parfaite connaissance de l'anglais, compte tenu, entre autres, de notre gestion internationale, est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous réf. I.A.V.

DOW CHEMICAL FRANCE

Département des Relations Humaines -

Route des Crêtes - Parc de Sophia Antipolis - 06500 VALBONNE Cédex.

DOW

#### COMPAGNIE DES METAUX PRECIEUX

(filiale d'un groupe international)

particulièrement active dans la chimie

et la métallurgie fine

recherche pour son développement sur LYON SUD EST

des toutes industries

#### responsable commercial

Formation ESC ou équivalent (LYON de préférence)

Débutant motivé ou qqs années d'expérience en milieu industriel.

La Société fabrique, transforme et commercialise

les produits en métaux précieux destinés

aux industries traditionnelles et de pointe.

Ce poste, nouvellement créé dans le cadre de notre

décentralisation et développement commercial. L'adaptation

technique à nos produits sera assurée à notre siège parisien.

Anglais courant nécessaire.

Prévoir une grande disponibilité et des déplacements fréquents.

Cabinet

Leconte

Envoyer lettre manuscrite

C.V., 4, rue Amiral Courbet,

75116 PARIS,

sous référence 851 M

#### MATRA INFORMATIQUE

#### LE LEADER MONDIAL DU RÉSEAU LOCAL RECRUTE

#### 3 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX CONFIRMÉS

chargés : de l'assistance avant-vente auprès de la force commerciale et particulièrement expérimentés dans la constitution de propositions techniques, de suivi clientèle ou de mise au point de projets applicatifs, de la formation de nos clients.

Les candidats devront avoir une formation supérieure (Métier d'informaticien ou Ecole d'ingénieurs) et auront un minimum de 2 à 5 années d'expérience dans un poste similaire.

Les postes, l'anglais écrit et parlé sont indispensables. (Référence DTC 03/83).

#### 1 INGÉNIEUR

INFORMATICIEN

chargé : de l'assistance avant-vente auprès de la force commerciale et particulièrement expérimentés dans la constitution de propositions techniques, de suivi clientèle ou de mise au point de projets applicatifs, de la formation de nos clients.

Le candidat devra avoir une formation supérieure (Métier d'informaticien ou Ecole d'ingénieurs) et auront un minimum de 2 à 5 années d'expérience dans un poste similaire.

Les postes, l'anglais écrit et parlé sont indispensables. (Référence DTC 03/83).

#### 1 PROGRAMMEUR SYSTÈME

chargé : de l'assistance avant-vente auprès de la force commerciale et particulièrement expérimentés dans la constitution de propositions techniques, de suivi clientèle ou de mise au point de projets applicatifs, de la formation de nos clients.

Le candidat devra avoir une formation supérieure (Métier d'informaticien ou Ecole d'ingénieurs) et auront un minimum de 2 à 5 années d'expérience dans un poste similaire.

Les postes, l'anglais écrit et parlé sont indispensables. (Référence DTC 03/83).

Adresser CV + lettre manuscrite à Mlle O. BOUCHERY, Service du Personnel

MATRA INFORMATIQUE

1, rue du Jura - 94521

94533 RUNGIS CEDEX

#### elf aquitaine

RECHERCHE POUR FILIALE LUBRIFIANTS

#### BUDGETAIRE MF

PROFIL : DUT ou BTS gestion finance comptabilité.

Expérience souhaitée.

MISSION : chargé d'élaborer, suivre, coordonner les budgets

investissements, suivi analyse fonds de roulement en

responsables locaux, siège et les filiales.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à S.H.R.

Gestion du Personnel 55-65, rue Camille Desmoulins

92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

صحة من الأهل











Naissances

- Comtesse de l'Art, sa troisième.  
M<sup>me</sup> Henry Givert.  
M<sup>me</sup> Marc Chardot, ses arrière-grands-enfants.  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Dirand, ses arrière-grands-parents.  
Docteurs J. et J. Frasse.  
Docteurs R. et M.-A. Givert, ses grands-parents.  
Vivienne et Jean-Michel FRASSE, ses frères de faire part de la naissance de

Marie-Paule,  
le 28 mars 1983.

- Régine et Patrick WAGEMAN, sont très heureux de faire part de la naissance de

Sandra,  
née le 30 mars 1983.

Décès

- M<sup>me</sup> Jean Aubertin.  
Le professeur Gilbert et ses enfants.  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jacques Aubertin et leurs enfants.  
Le chef de bataillon et M<sup>me</sup> Yvonne Aubertin et leurs enfants.  
Les docteurs J. et E. Aubertin et leur fils.  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Alain Lallemand et leur fils.  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Olivier Aubertin et leur fille.  
M<sup>me</sup> Emmanuel Aubertin.  
Et toute la famille.  
ont la douleur de faire part de la disparition brutale de leur époux, père, beau-père, grand-père,  
le capitaine de vaisseau (C.R.)  
Jean Just Julien AUBERTIN,  
officier de la Légion d'honneur,  
survenu le 31 mars 1983, à Lorient,  
dans sa soixante-cinquième année.  
La cérémonie religieuse a été célébrée, le mardi 5 avril, au temple protestant de Lorient.

- M<sup>me</sup> Didier Benkoual-Le Nallo,  
M<sup>me</sup> Armand Coissin,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> François Le Nallo,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Marcel Le Marchal,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> André Benkoual,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> François Le Nallo,  
Dominique Benkoual,  
M<sup>me</sup> Jeanick Le Nallo,  
Toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Didier BENKOUAL,

leur époux, petit-fils, fils, frère, neveu et cousin,  
survenu le 30 mars 1983 à Paris, à l'âge de vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 7 avril 1983, à 15 h 30, en l'église de Port-Louis (Morbihan), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière de Locmiquélic (Morbihan).

5, rue Lakamal, 75015 Paris.  
22, rue Massat, 92190 Paris-Laure.

- M<sup>me</sup> Michel Bourrelle,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Paul Fournier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Paul-Henri Bourrelle et leurs enfants.  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Rémy Bourrelle et leurs enfants.  
Et toute la famille.  
ont la douleur de faire part du décès, survenu à Paris le 31 mars 1983 dans sa quatre-vingt-troisième année, de

M. Michel BOURRELLE,

éditeur,  
fondateur des Éditions Bourrelle,  
administrateur  
de la librairie Armand Colin,  
président honoraire  
du collège Sainte-Barbe,  
chevalier de la Légion d'honneur.  
Les obsèques ont eu lieu au cimetière Montparnasse dans l'intimité,  
70, boulevard Saint-Michel,  
75006 Paris.

- Le conseil d'administration  
Et le personnel de la Librairie Armand Colin,  
ont le regret de faire part du décès de

M. Michel BOURRELLE,  
membre de son conseil d'administration,  
survenu le 31 mars 1983.

- Anne-Rose Braunstein,  
Et toute la famille,  
font part du décès de

M. Maurice BRAUNSTEIN.

Les obsèques auront lieu le jeudi 7 avril 1983.  
On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 11 h 15.  
Cet avis tient lieu de faire-part.  
Ni fleurs ni couronnes.

- Le conseil d'administration de la Famille adoptive française a la douleur de faire part de la disparition de la fondatrice de l'association,  
M<sup>me</sup> Dominique CRETIN,  
née Simone Gouin.

Il vous demande de vous unir en pensée ou d'assister à la cérémonie religieuse le jeudi 7 avril, à 8 h 30, à l'église Saint-Paul, 75004 Paris.

Dominique et Simone Cretin, avec l'appui de Louis Armand, ont fondé la Famille adoptive française en 1945. Ils ont consacré leur vie aux enfants, jouant, avec une rare abnégation, un rôle essentiel pour le développement de l'adoption en France.

- On nous prie d'annoncer la mort du docteur Paul DAUTRY,  
survenu le 2 avril 1983.

De la part de :  
M<sup>me</sup> Paul Dautry,  
Des docteurs Olivier et Dominique Lyon-Caen, Jérôme et Thomas,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jean Koechlin,  
enfants et petits-enfants.  
Régence le 7 avril, à 13 h 30 précises, cimetière Georges-Bizet, 23, rue Georges-Bizet, 75016 Paris.  
Inhumation le 7 avril, à 14 h 15, de Thiais.

- Ne craignez pas,  
craie seulement. »

Mars V, 36.

Ni fleurs ni couronnes.  
Des dons peuvent être adressés à l'Association Pafin, 65, rue Baudricourt, 75013 Paris.

225, rue du Faubourg Saint-Honoré,  
75008 Paris.  
36, avenue Cardot-de-Genille,  
92200 Neuilly-sur-Seine,  
4, rue Lavoisier, 68200 Mulhouse.

Pour tout savoir sur  
**L'ORDINATEUR A L'ECOLE**  
L'ORDINATEUR & L'ECOLE  
25 PP chez votre marchand de journaux.

- M<sup>me</sup> Pierre Godde, son épouse,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Alain Godde,  
Jérôme, Bruno, Guillaume, Marion,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Antoine Bontoux,  
Anne, Benoît, Loïc, Patrick,  
M<sup>me</sup> Monique Godde,  
de la communauté apostolique de Saint-François-Xavier,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Bouchu,  
Marc et Vincent,  
Le docteur et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Martin,  
Sophie et Laure,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès, après une longue et douloureuse maladie, de

M. Pierre GODDE,  
ancien  
de l'Ecole polytechnique,  
ingénieur civil des Mines,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
directeur honoraire  
du lycée lyonnais,  
survenu le samedi 2 avril 1983, dans sa soixante-dix-huitième année.

La messe d'enterrement aura lieu le jeudi 7 avril, à 15 h 30, à Laignes (Côte-d'Or).

Une messe sera célébrée le mardi 12 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-15<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, square du Croisic,  
75015 Paris.

- M<sup>me</sup> Ismaclari, née Anne de Miras,  
Josette et Jeanne Ismaclari,  
Les familles Decourt, Muret, Miron,  
Parents, amis et amis,  
ont le chagrin de faire part du décès de

Jean ISMACLARI,

directeur du Travail en retraite,  
officier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1914-1918 avec palmes,  
médaille de la Résistance française,  
croix du Combattant volontaire 1939-1945,  
croix du Combattant volontaire de la Résistance,  
croix du Combattant,  
médaille F.F.L.,  
médaille commémorative guerre 1939-1945,  
survenu le 31 mars 1983.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale, à Perpignan.  
19, rue des Frères-Lumière,  
66000 Perpignan.

- Marie-Hélène et Jacques Maigron,  
Maurice et Anne Jacqué,  
François et Jeanne Jacqué,  
Colette et François Chailou,  
Henri Jacqué,  
Philippe et Françoise Jacqué,  
ses enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

M<sup>me</sup> Henry PRUNIÈRES,  
née Camille Vast,  
survenu le 30 mars 1983, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.  
19, avenue de Breteuil, 75007 Paris.  
132, boulevard du Montparnasse,  
75018 Paris.  
Chemin de la Fèvre,  
91190 Gif-sur-Yvette.  
12, rue des Commissions,  
95270 Chamois.

- M<sup>me</sup> Pierre Roblot,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Francis Miroglio et leur fils Thierry,  
M<sup>me</sup> Janine Roblot,  
M<sup>me</sup> Mireille Cardozo,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Philippe Roblot,  
Les familles Collas, Cardozo, Miroglio, Post,  
ont la douleur de faire part du décès survenu le 30 mars 1983, dans sa quatre-vingt-unième année, de

M. Pierre ROBLOT,  
médaille d'or du travail.

La cérémonie a lieu en l'église Saint-Dominique, 104, rue de la Tombe-Isaïre, le mercredi 6 avril 1983, à 16 heures.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le docteur Béatrix Tedesco, sa

Michel Dominique Aujoux, ses

Stéphane, Eric, Laurent, Sophie, ses

petits-enfants,  
La famille et ses très nombreux amis,  
ont la douleur de faire part du décès de

Emmy TEDESCO,

survenu le 11 avril 1983, à Neuilly-sur-Seine.

Les obsèques ont eu lieu le 11 avril 1983, à 10 h 30, au cimetière Montparnasse.

On se réunira à la porte principale, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>, 5, square Thiers, 75116 Paris, 15, avenue du Monoplane, B 1150 Bruxelles.

Anniversaires

- 7 avril 1983.  
Ce jour est le cinquantième anniversaire de la mort de

Georges LERMINIER.

# L'EUROPE AIME-T-ELLE SES CADRES?



L'Italie, la France, la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Allemagne réservent-elles, dans une époque incertaine, des sorts identiques à leurs cadres? Ou ceux-ci bénéficient-ils de conditions plus favorables (chômage, salaire, fiscalité, responsabilités, promotion) dans un pays plutôt que dans un autre. En fin de compte, l'Europe aime-t-elle ses cadres?

Tel est le dossier que vous propose en exclusivité L'Usine Nouvelle dans son numéro du 7 avril 1983. Une analyse globale, puis pays par pays, enfin des témoignages de cadres italiens, français, belges, anglais et allemands; une analyse dont les conclusions révèlent des aspects insoupçonnés de l'état d'esprit des cadres européens.

**L'USINE NOUVELLE**

17, rue du Rocher, 75008 Paris - Tél. 387.37.88.



## Peut-on être licencié en raison de sa race ?

**L** A loi du 4 août 1982 aux l'entreprise a introduit le travail un nouvel L. 122-45, aux lequel « aucun salarié ne peut être licencié en raison de son origine, de son appartenance à une famille, de son appartenance à une ethnie, une nation ou une opinion politique, de ses activités syndicales ou conviviales, de ses opinions religieuses », et un dans le plus strict fil de la loi des droits de l'homme, s'engageait à

Mais déjà, la circulaire ministérielle du 15 mars laisse perplexes : M. Jean Auroux y précise que toute sanction qui serait prise en application de l'article L. 122-45 serait nulle et de plein droit ; en revanche, il ne souffle mot des licenciements... Simple inadvertance ? Pas sûr !

On aimerait connaître l'exacte religion du promoteur de la loi, car il s'agit d'un point névralgique. Les ministres de la Justice et du Travail, par le nouveau

## F.O.DEMANDE D'ÉPARGNER D'AVANTAGE LES SALARIÉS

M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., vient d'adresser aux présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale une lettre sur certaines dispositions du plan de rigueur qui paraissent à F.O. « injustes ou dangereuses ».

A propos du volet fiscal, M. Bergeron estime que « les **salaires** devraient être retenus que pour 50 % de leur montant, puisque le pourcentage correspond, selon le conseil des impôts, à la minoration moyenne des autres revenus déclarés ».

Quant à l'emprunt obligatoire, il selon lui, « impossible de le maintenir dans la forme prévue par le gouvernement », dans la mesure « il s'appuie » les « de 1931 ». Or, fait-il valoir, pour plusieurs milliers de personnes re-traitées, préretraitées, ou chômeurs « partiels » (c'est-à-dire quelquefois réduits à moitié. « Il conviendra de garantir les souscripteurs afin qu'ils ne soient pas « boursés » monnaie de singe », conclut M. Bergeron.

● **F.O. devient majoritaire chez Leroy-Somer.** — Aux élections professionnelles, les collèges et établissements confondus, dans les usines charentaises de Leroy-Somer, F.O. devance la C.G.T. et devient majoritaire.

Pour les délégués du personnel, F.O. obtient 45,20 % (40,02 % en 1982) ; la C.G.T., 39,55 % (44,31 %) ; la C.F.D.T., 13,12 (13,05 %) - Au comité d'entreprise, F.O. obtient 46,59 % (44,9 % en 1981) ; la C.G.T., 38,89 % (46 %) ; la C.F.D.T., 13 % (13 %).

... dit, d'éminents juristes  
tendu des perches... Cour suprême  
... le grève, on  
pourrait s'écarter trop... peine  
de 1973... l'on y  
vraiment... que  
puisse... pénalisé... la perte de  
l'emploi... la plus grave  
pour un salarié et pour les siens -  
l'exercice le plus régulier d'un  
... la Constitution d'un...

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE  
ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES**

## Avis d'appel d'offres international

**L'Entreprise Nationale des Travaux aux Puits**  un avis d'appel

- 01 - TREUILS A AIR G.D. TYPE HMKL 61281 ;
- 02 - TREUILS ÉLECTRIQUES AVEC FREIN ÉLECTRIQUE  
MARQUE STONL TYPE OC 2040 AVEC MOT. ÉLECT. ;
- 03 - TÊTES D'INJECTION NAT. N. 815 ;
- 04 - DESSABLEURS 12 ■ SUR SKID ;
- 05 - DESSABE FLURS 12 ■ SUR SKID.

Cet appel d'offres s'adresse aux entreprises de production et de distribution d'électricité, excluant les regroupements, représentants de consommateurs et les intermédiaires, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'électricité.

Les soumissionnaires ■■■■ par ■■■■ appel d'offres peuvent retirer  
■ cahier des charges à l'adresse suivante :  
Entreprise Nationale des Travaux aux Puits, 2, rue du Capitaine-  
Azzoug - Côte Rouge - Hussein - DEY - ALGER (ALGÉRIE) - Dépar-  
■■■ approvisionnements ■■■ transports ■■■ partir ■■■ date ■■■ parution  
du présent ■■■■

Les soumissions **Mathieu** en cinq (5) **manuscrits** devront parvenir sous double pli cacheté et recommandé au Secrétariat du D.A.T. L'adresse sans-indiquée. L'enveloppe extérieure extérieure strictement **non-ouverte** sans en-tête, portera la mention :

**APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 9014/AE/MF - CONFIDENTIEL - NE PAS OUVRI**

CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR.

Les soumissions devront parvenir plus tard le samedi 07/05/1983 à 12 heures, à rigueur.

Le délai d'option sera 180 jours à la date de clôture de l'appel d'offres.

## RAPPROCHEMENT DE DEUX GROUPES DE LA DISTRIBUTION DANS LA RÉGION DU SUD-EST

Deux sociétés de la région du Sud-Est, spécialisées dans la distribution - L'Allobroge, de Chambéry (Savoie) et Genty-Cathiard, de Chambéry (Isère) - ont annoncé, le mardi 3 avril, leur intention de se rapprocher. L'information a été diffusée sur l'Internet de L'Allobroge. Les modalités définitives de cet accord devraient être arrêtées avant le 30 juin prochain; elles devraient être soumises à la ratification des assemblées générales des deux sociétés au cours de la fin de l'année.

Le rapprochement pourrait se faire de la façon suivante: Genty-Lormeau (2,60 milliards de francs en 1981) aurait apporté à L'Allobroge (2,26 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1981) de ses activités commerciales, à l'exception de celles relatives aux sports. Genty-Lormeau contrôlerait la majorité du groupe.

Le nouvel ensemble (six mille salariés) comprendrait douze hypermarchés, cent-vingt-cinq supermarchés, seize magasins populaires (Prisunic), quatre magasins à proximité...

● Le S.N.P.M.I. change de dénomination. — L'organisation présidée par M. Gérard Deuil vient de modifier la signification de son sigle dont le sens est désormais : Syndicat national du patronat moderne indépendant (et non plus Syndicat national de la petite et moyenne industrie). En outre, ce syndicat a lancé une campagne contre l'inspection du travail dont les « contrôles tatillons, abusifs, [constructif] » — selon le S.N.P.M.I. — une véritable ingérence dans la gestion » de l'entre-

● **A Usinor-Dunkerque,** M. Frantz Flatschler, secrétaire du Syndicat de lutte des travailleurs, a entamé une nouvelle grève de la faim, le 5 avril, en l'église Saint-Éloi de la ville, pour protester contre son licenciement. Le 21 juin 1982, M. Flatschler avait été licencié et avait alors commencé une grève de la faim, interrompue par le refus de l'inspection du travail d'autoriser ce licenciement.

Le 28 décembre 1982, M. Flatischler a, de nouveau, été licencié. Depuis, il se rendait quotidiennement à son travail.

Le développement de la franchise (1), cette forme nouvelle de la distribution associée, ne paraît pas devoir connaître de limites. Le deuxième Salon international, qui vient d'être organisé à Paris, a été pour les professionnels comme un bon temps d'effervescence. La franchise est à la mode. En deux ans (de 1981 à 1983), le nombre de franchiseurs s'est accru (41 %), surtout dans les activités de service (les deux tiers des contrats).

Environ 20 000 à 22 000 magasins dépendent « plus ou moins » de chaînes de « franchiseurs », qui ont en France, ce chiffre, qui est supérieur à 65 % du total des ventes du commerce. Nombre de ces entreprises ont été créées dans un cadre publié par le Centre d'étude du commerce de l'industrie (CECOD), 19, rue de Calais, Paris-6.

La commission a trouvé dans la franchise une formule pour se renouveler. Compte tenu des gains d'intérêt élevés, les franchisés de produits de large diffusion ont cherché des possibilités nouvelles pour investir, la franchise sur l'une de celles-ci, comme une filiale pour les exportations. On trouve que le quart des franchisés français sont à présent représentés à l'étranger.

Enfin cette forme moderne du commerce répond à un goût nouveau des consommateurs. Selon des responsables de « grandes surfaces », l'attrait du prix (c'est on casse, c'est on casse), la lampe... n'est plus pour attirer le client. Le client est à présent surtout intéressé par des produits de marque, ceux que tout le monde connaît. Le consommateur s'uniformise... Les « grandes surfaces », sans aller jusqu'à la franchise, cherchent donc à offrir à leur clientèle ces services-là et ces articles « griffés » qu'elles n'étaient pas habituées à distribuer. Cela ne va pas sans remettre en la part des producteurs... A. T.

(1) La franchise est une forme relativement récente de la distribution, par laquelle une entreprise comme (le franchiseur) octroie une licence à un ~~commerçant~~ (le franchisee) moyennant une redevance. Elle lui permet d'exploiter l'enseigne de la maison mère, de distribuer ses produits et aussi de bénéficier de ses services de gestion, de formation, de publicité. L'industrie commence à s'intéresser à la franchise.

## Les syndicats acceptent une hausse des salaires limitée à 3,2 % pour douze mois

Le plus important des syndicats allemands, l'I.G.-Metall (deux millions et demi d'adhérents), a accepté, mardi 6 mars, une baisse de salaires de 3,2 % pour trois mois, alors que l'inflation prévue en 1974 sera de 3,5 %.

L'accord signé ne concerne pas les forgerons de la métallurgie de la région de Nord-Westphalie, mais est destiné qu'il s'en réfère pour les autres branches industrielles. Un accord semblable a été signé par le syndicat des forgerons (aux Pays-Bas, mille

le sacrifice des salariés - qui s'ajoutera à ceux acceptés ces deux dernières années - permettra de sauvegarder des emplois industriels dans ces secteurs durement touchés par la crise.

**■ Le gouvernement japonais** officiellement adopté mardi s'avère un ensemble de mesures destinées à stimuler l'économie de ce pays. L'objectif affiché est d'accroître de 3,4 % son produit intérieur brut en 1983, qui doit se terminer par une réduction des dépenses budgétaires 1983, qui doit se terminer

Ce programme, défini sous l'impulsion du premier ministre, M. Jacques Lescaut, prévoit qu'au moins 70 % des dépenses de travaux publics prévues pour l'année budgétaire seront concentrées sur les six premiers mois de l'année. Pour promouvoir la construction de logements, certaines restrictions administratives imposées aux promoteurs seront assouplies. Les taux d'intérêt des prêts à l'immobilier seront également réduits. Un allègement de l'impôt sur le revenu est envisagé. Enfin, le programme suggère qu'une politique monétaire « souple » serait de nature à stimuler l'économie.

## Deux possibilités pour partir à l'étranger cet été.

**LA DÉBROUILLE**  
 ■ votre transport aérien\* ■ choi-  
 ■ destination ■ pays ■ mon-  
 naie ■ qui permettent "tenir" 15 jours  
 ■ selon exigences

**conseillers:**  
CEYLAN: Paris/Colombo

INDE : Paris/Delhi	3650 F
THAÏLANDE : Paris/Bangkok	3900 F
INDONÉSIE : Paris/Bali	6200 F
MEXIQUE : Paris/Mexico	4100 F
NICARAGUA : Paris/Managua	4750 F
PÉROU : Luxembourg/Lima	4670 F
BOLIVIE : Paris/Santa Cruz	4990 F
EQUATEUR : Paris/Quito	5650 F
BRESIL : Paris/Rio	5850 F

\*Le transport aérien n'est pas inclus dans le montant de 2000 F de la taxe de transport.

*La Compagnie des Voyages*  
15, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS.  
Tél. 503.20.00.

Demande de documentation  
Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

هكذا نحن الأمل



## La situation financière de la S.N.C.F. ne cesse de se dégrader

chies établies en cinq (5) exemplaires devront parvenir  
ché et se recommander au Secrétaire de la direction  
sicielles sus-indiquée. L'enveloppe extérieure stricte-  
en-tête, portera la mention :  
**CONFERENCE INTERNATIONALE N° 001/83 - CONFIDEN-  
OUVRIR.**  
doivent parvenir au plus tard le samedi 30/04/1983  
sai de rigueur.  
un sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel

Cabinet du plan du ministère des Pêches  
Boîte postale 83  
LUANDA, RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA

2) Dans trois journaux au choix du demandeur, le tout, aux frais des condamnés :  
Les condamnés enfin, aux entiers dépens :  
Fait et prononcé en audience publique, au Palais de Justice, à Marseille, le 14 septembre 1987

Cabinet du plan du ministère des Pêches  
Boîte postale 83  
LUANDA, RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA

Le délai d'option sera de 180 jours à la date de clôture de cet appel d'offres.

Cabinet du plan du ministère des Pêches  
Boîte postale 83  
LUANDA, RÉPUBLIQUE POPULAIRE D'ANGOLA

Cours intensifs de langues italiennes,  
tous niveaux, à Padoue.  
Cours mensuel (80 heures) + hébergement  
= 2250 FF

ISTITUTO CULTURALE  
**BERTRAND RUSSELL**

Via Cavour 1 - 35100 PADOVA  
Italie - Tel: 049/6540351



## ÉTRANGER

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DIX ANS

## La dette des pays de l'Est a diminué en 1982

Avec une dette extérieure de 63 milliards de dollars à la fin de 1982, en diminution (de 8 milliards de dollars) pour la première fois depuis dix ans, les pays d'Europe de l'Est - U.R.S.S. comprise - ont rééquilibré leurs échanges avec l'Occident.

Ayant dû faire face récemment à de fortes difficultés pour obtenir des crédits occidentaux, ces pays ont été obligés de réduire leurs importations et, surtout pour l'U.R.S.S., d'accroître leurs exportations, notamment de pétrole, indique une étude de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (C.E.E.-ONU).

Ainsi l'Europe de l'Est a eu en 1982 une balance commerciale excédentaire de 8,4 milliards de dollars, dont 0,6 milliard avec les pays de l'O.C.D.E. Les importations de l'U.R.S.S. en provenance d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord ont augmenté en volume de 7 %, mais ses exportations ont progressé de 13 % en raison du gonflement des ventes pétrolières.

Cependant les pays industrialisés occidentaux ont vu leurs ventes à l'Europe orientale (U.R.S.S.

non comprise) diminuer de 21 %, tandis que leurs achats ne régressaient que de 5 % en volume. Les pays d'Europe de l'Est ont ainsi dégagé un excédent commercial (1,1 milliard de dollars) avec l'Ouest pour la première fois depuis le début des années 60. Cet excédent succède à un déficit de 2,4 milliards en 1981, de 3 milliards environ en 1980 et de 4,6 milliards en 1979. Il montre « clairement le profond ajustement en cours des relations économiques entre l'Est et l'Ouest », souligne le rapport de la Commission économique des Nations unies.

Ce mouvement était d'autant plus nécessaire que les efforts faits ces dernières années dans les pays socialistes pour réduire le déficit commercial avec l'Occident étaient annulés par le coût des intérêts en raison d'un endettement croissant. Ces intérêts dus par l'Europe de l'Est (U.R.S.S. comprise), qui avaient crû régulièrement les années précédentes (3,5 milliards de dollars en 1978, 5,1 milliards en 1979, 7 milliards en 1980 et 8,6 milliards en 1981), sont tombés à 6,4 milliards en 1982, grâce aussi à la baisse des taux en Occident. - (A.F.P.).

## La consommation a progressé au détriment de l'investissement selon une étude de l'ONU

Genève. - La commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations unies (C.E.E./ONU) vient de publier en deux volumes et plus de six cents pages une « Étude sur la situation économique de l'Europe en 1982 ». Une grande partie est consacrée à la situation économique de l'Europe de l'Est.

Dans cette région du monde, le produit matériel net (P.M.N.) a augmenté de 1,8 % au cours de l'année écoulée. Ce chiffre est inférieur d'un tiers au taux de croissance du P.M.N. prévu par les plans des pays considérés, soit 2,8 %, et légèrement inférieur au taux de 1981, soit 2 %. Les plans quinquennaux élaborés en 1980 pour la période 1981-1985 devaient dans certains de ces pays être modifiés en conséquence.

Les plans annuels de la plupart d'entre eux pour 1983 prévoient une croissance de 3,3 %, conformément aux objectifs du P.M.N. inscrits dans les plans quinquennaux pour 1981-1985 ; ce qui pour les auteurs de l'étude paraît « réaliste » et « accessible » en ce qui concerne l'U.R.S.S. et « pourrait être vrai pour l'ensemble de l'Europe de l'Est en raison du poids de l'Union soviétique dans toute la région ». Le succès dépendra d'une meilleure utilisation de la main-d'œuvre, des

## De notre correspondante

équipements et des autres facteurs de production et, pour les relations économiques extérieures, d'une certaine reprise de la demande des biens exportés par les pays à économie planifiée ainsi que d'un renversement de la tendance récente à la dégradation des termes de l'échange.

Toutefois, même si les prévisions pour 1983 se réalisent, il n'est pas certain que la croissance du P.M.N. en Europe de l'Est permette aux pays intéressés d'atteindre les objectifs fixés pour la période 1981-1985 ; il faudrait en effet que l'expansion dépasse 5 % par an en 1984-1985, alors qu'elle a été inférieure à 2 % en 1981-1982.

Après la stagnation de 1981, la production agricole globale de l'Europe de l'Est a augmenté d'un peu plus de 2 % (4 % en Union soviétique). L'industrie, dont le taux de croissance avait été fixé par les plans à 4,2 %, n'aurait que de 2,2 % en 1982. Elle n'en a pas moins été le principal facteur de croissance en Union soviétique et dans les autres pays d'Europe orientale.

On s'attendait à des résultats plus favorables en matière d'investissements pendant la période 1981-

1985. On pensait en effet que le taux annuel moyen de croissance du P.M.N. atteindrait 4 % en Europe de l'Est, avec des dépenses d'investissement stagnantes en termes réels. En fait, les dépenses d'investissement ont régressé en moyenne de 6,4 % par rapport à 1981. Ce fléchissement a notamment pesé sur la croissance du P.M.N. comme en témoigne (sauf en Bulgarie) une baisse de la productivité du capital se situant entre 3 % (Hongrie) et 10 % (Pologne).

Le maintien de la croissance de la consommation au détriment de l'investissement est resté une orientation politique prioritaire en 1982. Grâce à cette priorité donnée à la consommation, le niveau de vie s'est élevé, même si la progression a été plus lente que les années précédentes. Parallèlement, les revenus réels ont augmenté plus vite que les salaires réels du fait de la « consommation sociale ». Mais il est possible, selon l'étude, que cette évolution atteigne ses limites, car la contraction de la part des revenus du travail dans le total des ressources contredit une tendance qui veut que les revenus dépendent des résultats acquis.

ISABELLE VICHNIAC.

## Le Venezuela aurait repoussé les recommandations des experts du F.M.I.

Caracas. (A.F.P.) - Le Venezuela considère comme « inacceptables » les recommandations du Fonds monétaire international (F.M.I.), qui insiste sur une importante et immédiate dévaluation du bolivar, indique-t-on de bonne source mardi 5 avril à Caracas. Le F.M.I. souhaite une dévaluation du bolivar de 250 %, tandis que le gouvernement entend conserver les trois parités de la monnaie vénézuélienne. Le Venezuela maintient depuis treize ans une parité de 4,30 bolivars par dollar. Toutefois, depuis le 28 février 1983, les autorités ont décidé la création d'un triple marché des changes, avec notamment un « dollar touristique » changé librement, et qui est négocié à l'heure actuelle à environ 8,2 bolivars.

## Chili : vers un accord sur le rééchelonnement des dettes extérieures

Une mission du F.M.I. se trouve actuellement à Caracas en vue de négocier l'octroi de crédits avec les autorités de Caracas. Le F.M.I. recommande, en outre, l'ouverture des frontières aux produits étrangers et la suppression du contrôle des prix. Les prix sont bloqués pour soixante

jours par décision gouvernementale depuis le 28 février dernier.

Le Financial Time signale que le Chili et les banques étrangères créancières se sont mis d'accord sur un projet d'accord portant sur le rééchelonnement sur une période de huit ans des dettes échues ou venant à échéance cette année. Cependant, on ne sait pas quelle solution a été finalement proposée pour la question épineuse des dettes privées pour lesquelles le gouvernement de Santiago ne serait prêt, au mieux, qu'à donner une garantie morale, juridiquement peu contraignante. Le Chili obtiendrait de nouveaux crédits à concurrence de 1,4 milliard de dollars, soit 200 millions de plus que la somme initialement envisagée. En contrepartie, il paierait des commissions élevées.

Le gouvernement mexicain a en outre porté à la connaissance des créanciers privés les taux de change auxquels ces derniers pourront se procurer les dollars dont ils auront besoin pour rembourser leurs créanciers étrangers. La nouvelle réglementation, fort complexe, est destinée à les prémunir contre le risque d'une nouvelle dévaluation du peso. Les taux de change seront situés entre 75 et 84 pesos pour un dollar (lequel, sur le marché libre, vaut 150 pesos) pour les emprunts contractés avant le 5 mai.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ des -	+ des -	+ des -	+ des -
S.E.-U.	7,2260	7,2280	+ 176 + 210	+ 315 + 375
S. can.	5,8572	5,8602	+ 135 + 189	+ 255 + 310
Yen (100)	3,0451	3,0472	+ 155 + 185	+ 295 + 335
DM	2,9977	2,9990	+ 185 + 210	+ 378 + 390
Florin	2,6618	2,6622	+ 185 + 215	+ 345 + 385
F.R. (100)	15,9738	15,9835	+ 132 + 152	+ 195 + 270
F.S.	3,5266	3,5302	+ 240 + 270	+ 490 + 520
L. (1 000)	5,0352	5,0383	+ 287 + 180	+ 335 + 395
L. (1 000)	10,3983	10,3983	+ 165 + 240	+ 325 + 440

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 9/16	9 15/16	9 3/8	9 3/4	9 3/8	9 3/4	9 9/16	9 15/16
S.E.-U.	4 1/2	4 7/8	4 11/16	5 1/16	4 13/16	5 1/8	4 15/16	5 1/16
Florin	3 1/4	3 3/4	3 1/2	4 1/8	3 3/4	4 3/8	4 1/2	5 1/8
F.R. (100)	11 1/4	12 1/4	11 1/2	13 1/2	11 1/2	12 1/2	11 1/2	12 3/8
F.S.	5 7/8	7 1/8	4 3/8	3 15/16	4 5/16	3 15/16	4 5/16	5 1/16
L. (1 000)	15 3/4	17 1/4	17	18 3/4	17 1/8	18 1/2	17 1/2	18 1/2
L. (1 000)	10 1/4	11 1/8	10 1/8	11	10 1/4	10 7/8	10	10 5/8
F. franc	12 1/2	13 1/2	13 3/4	14 3/4	14 1/2	15 1/2	14 3/4	15 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## AUSSÉDAT REY

Le conseil d'administration, réuni le 23 mars 1983, a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Le chiffre d'affaires s'élève à 2310 millions de francs, soit une augmentation de 9 % ; on enregistre le même pourcentage d'augmentation sur le chiffre d'affaires consolidé qui s'établit à 2842 millions de francs.

Les résultats sont en perte de 34 millions de francs après reprise de 2,6 millions de francs sur la provision pour hausse des prix et après 44,8 millions de francs d'amortissements.

Le deuxième semestre 1982 a été pénalisé par un ralentissement des affaires et un effritement des prix de la plupart des papiers. Les premiers mois de 1983 marquent un niveau d'activité plus satisfaisant et les perspectives des prix des papiers sont meilleures.

La filiale POLYREY arrête ses comptes avec un bénéfice net de 1,1 million de francs après une dotation de 2,1 millions de francs aux provisions pour fluctuation des cours et hausse des prix, et après 11,8 millions de francs d'amortissements.

Le conseil a décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire pour le 15 juin 1983.

## CESSATION D'ACTIVITÉ

L'ASCOBATT, 26, rue Vernet, 75008 Paris, fait savoir que la garantie conférée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1982 par la Compagnie Les Assurances du crédit à Compagnie pour le compte de la société Le Remplacement français, 23, rue Tranchesi, 75008 Paris, dans le cadre de l'article L. 124-8 du code du travail a pris fin le 28 février 1983.

## L'EXPERTISE COMPTABLE PASSE DESORMAIS PAR LE C.P.E.C.F. NOUVEAU EXAMEN D'ÉTAT

La C.P.E.C.F., examen d'Etat, remplace depuis juin 1981 l'examen Propriétaire, le 1<sup>er</sup> étape vers l'expertise comptable et vous ouvre déjà de nombreux débouchés dans l'industrie, le commerce et les professions libérales.

Préparation par correspondance selon la méthode Cointelle. Aucune connaissance comptable n'est nécessaire.

Brochure gratuite n°2800P à l'École Française de Comptabilité, Organisation Privée, 62270 Bois-Colombes. Inscription toute l'année.

## Champex

S.D.R. de Champagne-Ardenne

Le conseil d'administration s'est réuni le 31 mars 1983 pour arrêter les comptes de l'exercice 1982. Au cours duquel des concours nouveaux ont été réalisés pour 190 millions de francs (213 millions en 1981) au profit de cent trente-cinq entreprises de la région. Ce léger fléchissement de l'activité reflète la faiblesse des demandes de financement d'investissement dans la région provoquée par une situation économique régionale dégradée et un comportement d'attente des entreprises en matière d'investissement, face à la baisse progressive du loyer de l'argent au cours de l'année dernière.

Le conseil a également fait le point de l'effort accompli depuis 1976 en matière de participation au capital des P.M.E. : depuis cette date vingt-trois entreprises ont bénéficié d'apports en capital de la S.D.R. pour 16 300 000 francs, dont 5 900 000 francs en 1982.

Les comptes de 1982 de la société se soldent par un bénéfice net de 3 393 261 francs, qui n'est pas comparable à celui de 1981 (5 176 266 francs), des modifications de méthode comptable ayant conduit à une minoration exceptionnelle du bénéfice net de 1 638 155 francs.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée, qui se réunira le mardi 7 juin 1983 à Reims, de porter le dividende net à 13,00 francs, ce qui, avec un avoir fiscal de 1,33 franc, porterait le dividende global à 14,33 francs, contre 16,80 francs en 1982 pour les actions anciennes (soit 3,58 francs pour les actions nouvelles émises avec jouissance le 1<sup>er</sup> octobre 1982).

Pour 1983, la baisse substantielle des taux des prêts à long terme amoncelée au début d'année et le probable rattrapage par les entreprises du retard qu'elles ont pris en 1982 dans leurs projets d'investissement constituent autant de facteurs techniques propices à un accroissement des financements d'investissement.

Depuis le début de l'année, le cours de l'action ancienne en Bourse de Nancy se situe entre 114 francs et 120 francs.

## SOCIÉTÉ FONCIÈRE LYONNAISE

Conseil d'Administration du 29 mars 1983

Le conseil d'administration de la société, réuni le 29 mars 1983, sous la présidence de M. de Feuilleade de Chavignac, a arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Malgré les mesures législatives de limitation des hausses de loyers d'habitation et de blocage temporaire, les recettes locatives sont en progression de 10,81 %, passant de 54 393 000 francs en 1981 à 60 274 000 francs.

Par contre, en raison de la réduction progressive de la trésorerie disponible affectée au financement du centre commercial de Woluwe-Saint-Pierre en Belgique, conjuguée avec la baisse des taux d'intérêt, les produits financiers sont, comme il avait été prévu, en diminution de près de 2 000 000 de francs (-18,35 %).

Dans ces conditions, et après amortissements et provisions courantes, le bénéfice d'exploitation en progression que de 3,33 %, pour s'établir à 41 355 000 francs. Compte tenu du solde positif des pertes et profits afférents aux exercices antérieurs et exceptionnels, le bénéfice net hors plus-values et après impôt sur les bénéfices augmente de 8,11 %, évolution qui peut être considérée comme satisfaisante, en égard aux circonstances générales dans lesquelles s'est inscrite l'exercice.

Le bénéfice net s'établit à 26 791 000 francs contre 25 889 000 francs, incluant des plus-values à long terme pour 2 465 000 francs contre 2 956 000 francs.

Les conversions d'obligations en 1982 ayant entraîné une augmentation, prime comprise, de plus de 10 % du capital, le conseil propose à l'assemblée convoquée pour le 15 juin 1983 la distribution d'un dividende de 40 francs net par action, plus avoir fiscal, contre 36 francs pour 1981, soit une progression de 11,11 %, s'appliquant à un nombre d'actions majoré de 4,62 %.

Au cours de la même réunion, le conseil a décidé de porter le capital social, qui avait été déjà fixé au 31 décembre 1982 à 100 240 000 francs à la suite des conversions d'obligations, à 150 360 300 francs par incorporation de réserves et élévation de 200 francs à 300 francs du nominal de l'action.

Enfin, pour pourvoir au remplacement de M. Alexandre Bojieu, récemment décédé, le conseil a coopté M. André de Bretville président de la Caisse centrale des mutualités agricoles.

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET

## BANQUE HERVET BANQUE HERVET BANQUE HERVET



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

**Toujours bien orienté**  
La Bourse de Paris a ouvert ses portes mardi après quatre jours de chômage. Elle l'a même fait avec un quart d'heure de retard sur l'horloge au raison du renouvellement des ordres au comptant en début de matinée. Il y en eut, parait-il, beaucoup de très petits mais aussi, dit-on, « farfelus » mais qu'il fallait bien enregistrer.

Dans l'ensemble, le marché est resté bien orienté mais avec très peu d'affaires en général et, à la clôture, l'indicateur instantané s'établissait à 0,5 % environ au-dessus de son niveau du 31 mars dernier.

Cette légère hausse est surtout imputable à la réaction des détenteurs de titres à la dérive de leur papier et aussi à la persistance d'un courant d'achats en provenance de l'étranger. La plupart des opérateurs attendaient de connaître les mesures que le gouvernement envisage de prendre pour soutenir l'industrie.

Le seul fait vraiment saillant a été la très vive reprise des cours de l'or. Sur les indications de New-York, le métal précieux est remonté à 425,75 dollars l'once dans la City (contre 415,75 dollars). A Paris, le lingot a progressé de 2,35 à 99 800 F (+ 2 300 F.). Le napoléon s'est suivi, gagnant 15 F à 700 F.

Les satellites se sont eux aussi réformés. L'indicateur du 7 % s'est relâché de 2,38 à 4 et le 4 1/2 % de 1,75 à 1,70. Le volume des transactions a un peu diminué : 10,89 millions de F contre 11,30 millions. La devise-titre s'est échangée entre 8,64 F et 8,67 F contre 8,53 F-8,65 F.

Par achats en Bourse, la Financière de Suez a porté sa participation dans le capital de la Paribas de Récompense à 33,3 %.

## NEW-YORK

### La baisse s'accroît

Pour la troisième journée consécutive, Wall Street s'est replié mardi. Pourtant, à l'ouverture, le marché avait esquissé un mouvement de reprise. Mais ce n'était qu'un quart d'heure de répit sur l'horloge au raison du renouvellement des ordres au comptant en début de matinée. Il y en eut, parait-il, beaucoup de très petits mais aussi, dit-on, « farfelus » mais qu'il fallait bien enregistrer.

Le bilan de la séance a été modérément négatif. Sur 1 939 valeurs cotées, 844 se sont relevées, 692 ont baissé et 403 n'ont pas varié.

En dépit de la détente enregistrée sur les taux d'intérêt, les opérateurs ne sont pas parvenus que tout danger de hausse est écarté, ne serait-ce qu'en raison des énormes déficits budgétaires et de leurs effets.

D'autre part, la reprise économique leur apparaît toujours aussi peu convaincante. Bref, toutes les bonnes raisons étaient évoquées pour justifier l'attitude des investisseurs. Pour sa part, un analyste réputé faisait remarquer que le marché n'était toujours à profit cette période de l'année pour digérer ses gains précédents. Une façon de voir les choses que tout le monde ne partageait pas autour du « Big Board ».

L'activité s'est accrue, et 76,81 millions de titres ont changé de mains contre 66 millions la veille.

(+ 36 %) pour un chiffre d'affaires de 2,99 milliards de francs (+ 20 %).

**ESSILOR.** — Le résultat net consolidé pour 1982 (part du groupe) s'établit à 121,68 millions de francs (+ 69 %). Le chiffre d'affaires s'élève à 1,95 milliard de francs (+ 23,9 %). Les dirigeants d'Essilor n'attendent pas pour 1983 une progression aussi vive des résultats, mais comptent bénéficier de l'effet total des efforts réalisés pour améliorer la productivité et de l'apport des technologies récemment mises au point, ainsi que de la distribution



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LE PLAN DE RIGUEUR : « Un barbare dur ? », par Olivier Klein ; « Mémoire d'un », par Eric Besson ; « La séquence », par Lionel Stoléru ; « Des vœux ou des mules ? », par Pierre Drouin.

### ÉTRANGER

3-4. L'EXPULSION DE FRANCE DE QUARANTE-SEPT FONCTIONNAIRES SOVIÉTIQUES.

### 5. ASIE

- INDE : la tension au Pendjab.  
- La vague d'empoisonnements en Colombie.  
- La rencontre entre le roi Hussein et M. Yasser Arafat.  
- M. Mitterrand reçoit M. Boutros-Ghali.

### 6. AMÉRIQUES

### 8. EUROPE

### POLITIQUE

10-11. L'ouverture de la session parlementaire.  
12. Des cadres et anciens cadres du P.C.F. accusent que l'action de la gauche comporte de nombreux aspects négatifs.  
- « La gauche à l'épreuve » (III), par Jean-Marie Colombani.

### ARTS ET SPECTACLES

13. La cinéaste se souvient des années 50 : Coup de foudre, de Diane Kurys ; Révélations Jimmy Dean, de Robert Altman.  
14. PATRIMOINE : Sauver Venise ; fresques médiévales copées.  
15. PHOTO : pionniers soviétiques au Musée des arts décoratifs.  
16. Galeries parisiennes, une sélection.  
17. EXPOSITIONS.

### SOCIÉTÉ

22. JUSTICE : à l'hôpital des prisons de Fresnes, un jeune détenu meurt après une intervention chirurgicale.  
- EDUCATION : carrières universitaires : les divergences persistent entre les syndicats d'enseignants et le ministère.  
23. SPORTS.

### ÉCONOMIE

28. SOCIAL : Point de vue : « Peut-on être licencié en raison de sa race ? », par Jean-Jacques Duperroux.  
29. AFFAIRES : les limites de la franchise.  
30. TRANSPORTS : la situation financière de la S.N.C.F. ne cesse de se dégrader.  
- TOURISME : comment réduire les effets pervers du contrôle des changes.  
31. ÉTRANGER : pour la première fois depuis dix ans, le drapeau des pays de l'Est a diminué en 1982.

**RADIO-TÉLÉVISION (21)**  
**INFORMATIONS**  
**« SERVICES » (23) :**  
La maison ; Météorologie ; Mots croisés.  
Annonces classées (24 à 26) ; Carnet (27) ; Programme des spectacles (19 et 20) ; Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde » daté 6 avril 1983 a été tiré à 490 331 exemplaires

**TISSUS**  
**« COUTURE »**  
30 ANS  
100% COTON  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**CHARTERS** **ÉTÉ**  
83  
Vol A.R. + séjour hôtel 1/2 pension  
**Martinique 6.295 F**  
Séjour supplémentaire 2.240 F  
**Guadeloupe 6.095 F**  
Séjour supplémentaire 2.170 F  
**AIRCOM SET**  
25, rue La Boétie  
75008 PARIS  
Tél. : 268-15-70

A B C D E F G

## LES DIFFICULTÉS DE LA MISSION CHALLENGER

### Une mauvaise mise en orbite du satellite T.D.R.S.-1 risque de retarder le lancement du laboratoire spatial européen

Perdu mardi 5 avril, puis retrouvé et placé à nouveau sous contrôle, le satellite de télécommunications spatiales T.D.R.S. (Tracking and Data Relay Satellite), dont les astronautes Story Musgrave et Donald Peterson avaient assuré le lancement depuis la navette spatiale Challenger, aura soulevé quelque émotion et prouvé une nouvelle fois qu'en matière spatiale rien n'est jamais acquis.

L'échec partiel du transfert du satellite de son orbite provisoire - à environ 300 kilomètres d'altitude - à son orbite définitive située à quelque 36 000 kilomètres de la Terre, (nos dernières éditions) aura-t-il des conséquences sur le bon fonctionnement de certains satellites ou le déroulement des missions accomplies à partir d'une navette ?

On peut le craindre, si la NASA ne parvient pas à remédier à la situa-

tion. L'orbite du satellite se ferait sans difficulté.

La navette n'a, en effet, dans cette affaire, qu'un rôle de camion de transport, la livraison définitive du « colis » sur son orbite définitive incombant à deux moteurs composant une sorte de fusée à deux étages connue sous le nom d'I.U.S. (Inertial Upper Stage).

Ce système, une fois le satellite extrait de la soute de la navette, permet, en deux fois, de placer le T.D.R.S. sur la bonne trajectoire. Or, lors de la seconde mise à feu, le propulseur n'a fonctionné que pendant soixante-deux secondes au lieu des cent quatre secondes prévues. Cet incident s'est aussitôt traduit par une « mauvaise orbite » : elle est elliptique (21 700 kilomètres de périhélie, 34 038 kilomètres d'apogée) au lieu d'être parfaitement circulaire et inclinée de 2,4 degrés sur

l'axe pour ses contacts avec les vaisseaux spatiaux. Il est déjà prévu de fermer six de ces stations - Ascension (Atlantique sud), Guam (Pacifique), Hawaii (Pacifique), Santiago-du-Chili, Gaborone (Botsswana) et Dakar (Sénégal) - lorsque les T.D.R.S. seront pleinement opérationnels. Or, ce réseau terrestre ne permet pas actuellement l'établissement d'une liaison permanente avec, par exemple, la navette spatiale.

Un tel handicap n'est pas admissible au moment où se multiplient les flux de données que fournissent les satellites civils, comme les satellites d'observation de la Terre Landsat, et les expériences scientifiques dont les astronautes de la navette Columbia auront la charge, en septembre prochain, à bord du laboratoire spatial européen Spacelab. Aussi, la NASA, même partielle, des fonctions du premier T.D.R.S. serait-elle particulièrement gênée, à six mois à peine du lancement du Spacelab, qui exige, pour une couverture totale de sa mission, la mise en œuvre de deux satellites T.D.R.S.

Les spécialistes de la NASA s'emploient à évaluer leurs chances de placer encore le satellite T.D.R.S. sur une orbite correcte. Ils ont annoncé - optimisme excessif ? - que l'avenir du satellite était loin d'être compromis. Ils envisagent d'utiliser une partie du combustible, présent à bord du satellite, pour assurer son contrôle d'attitude et son maintien au-dessus de l'Atlantique, afin de corriger sa trajectoire actuelle en mettant à feu les seize petits moteurs dont il est équipé. Une telle opération, si elle réussit, se ferait, bien sûr, au détriment de la durée de vie de l'engin. Elle pourrait être suffisante, si elle est faite dans des délais raisonnables, pour assurer le succès de la mission Spacelab.

Normalement, la mise en œuvre et les essais du satellite nécessitent quelque quatre-vingt jours de travail. La NASA affirme cependant qu'elle peut réduire ce délai à soixante jours seulement. Dans ces conditions, si la NASA réussit son opération de sauvetage, les Européens pourraient disposer à temps du premier T.D.R.S. pour Spacelab. Toutefois, celui-ci, même en fonctionnement de manière parfaite, ne peut assurer, à lui seul, que la transmission de 55 % des données brutes. Une réunion sur cette question entre la NASA et l'Europe devrait, vers la fin du mois d'avril, permettre de préciser les choses.

Il est clair que l'Europe et avec elle l'Agence spatiale européenne, responsable du programme Spacelab, ne peuvent se permettre de le lancer Spacelab avec un unique satellite qui, de surcroît, n'assurerait qu'une partie des services qu'il était censé offrir. Il paraît difficile, en cas d'échec de T.D.R.S.-1, de pouvoir compter sur le second exemplaire du satellite, qui doit être lancé le 3 août prochain.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

### REPLI DU DOLLAR

Le dollar s'est replié mercredi 6 avril sur les précédents. Il a perdu 12 centimes à Paris alors qu'il s'était inscrit à 7,2250 F au fin de la séance de mardi. Le dollar a perdu 12 centimes à Paris alors qu'il s'était inscrit à 7,2250 F au fin de la séance de mardi. Le dollar a perdu 12 centimes à Paris alors qu'il s'était inscrit à 7,2250 F au fin de la séance de mardi.

A Francfort, le dollar se traitait aux alentours de 2,41 marks (contre 2,42 marks mardi après-midi).

### LA SITUATION A « FRANCE-SOIR »

L'arrivée de M. Robert Hersant rue Réaumur provoque des réactions syndicales

Comme il l'avait annoncé, M. Robert Hersant, propriétaire du Figaro, s'est installé mercredi 6 avril rue Réaumur, au siège de France-Soir, pour décider du sort de ce journal. Cette arrivée a provoqué plusieurs réactions syndicales.

Le comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. - alerte les pouvoirs publics - et déclare que « France-Soir est, une fois de plus, en danger ». Le comité inter appelle l'ensemble des ouvriers de la presse parisienne à se tenir prêts pour répondre à toute attaque et, tout particulièrement, les travailleurs relevant du groupe Hersant, afin de défendre l'emploi et la liberté d'expression.

La section C.F.D.T. de France-Soir s'inquiète des projets de vente des locaux de la rue Réaumur qui, selon ses responsables syndicaux, formeraient après rénovation, sur huit étages, plus 10 000 m<sup>2</sup> de bureaux, sans compter les parkings en sous-sol.

## LES GRÈVES D'ÉTUDIANTS ET DE MÉDECINS HOSPITALIERS

### Impasse et durcissement

Au terme de la séance de négociation organisée, le 5 avril, en présence de MM. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, et Edmond Hervé, secrétaire d'État à la santé, le comité de grève des étudiants en médecine a décidé de suspendre les discussions avec les pouvoirs publics et de poursuivre le mouvement.

Selon ce comité, les étudiants n'ont pas obtenu satisfaction sur les trois points essentiels évoqués depuis le début de la grève : l'examen « classant-validant » en fin de troisième année ; l'accès unique à trois filières (santé publique, recherche, spécialités) et l'existence même de ces trois filières.

Le mouvement de grève des internes et des chefs de clinique des centres hospitaliers universitaires (C.H.U.) semble « se durcir » et pourrait s'étendre à d'autres catégories de médecins des hôpitaux universitaires et des hôpitaux généraux. Les deux inter-syndicats des médecins hospitaliers se réuniront les 6 et 7 avril. Aucune date n'avait été fixée ce 6 avril dans la matinée concernant une nouvelle séance de négociations avec les pouvoirs publics.

Selon les représentants des médecins grévistes (internes et chefs de clinique), la rencontre - d'une durée de huit heures - du 31 mars, organisée en présence de M. Edmond Hervé, secrétaire d'État à la santé, et en l'absence de M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité, a été « un échec ». Les négociations tiennent notamment sur les perspectives de carrière offertes, dans les structures hospitalo-universitaires, aux futurs médecins titulaires. Les grévistes refusent en particulier la création dans les disciplines cliniques d'un « corps de médecins de rang B titulaires ».

### Contradiction

Pour le ministère de l'éducation nationale, il s'agit-là « d'appliquer à la médecine la même structure de corps A et B que dans les autres disciplines universitaires ». Selon le ministre, « le corps de rang B est avant tout conçu comme un corps intermédiaire avant l'accès au rang A », et « l'institution de ce corps de rang B permettra de titulariser chaque année un certain nombre de médecins qui n'auraient pas d'autres débouchés. Le corps de cliniciens de rang A ne sera, en rien, »

● Lyon : inquiétudes de la C.G.T. - Une délégation composée de responsables C.G.T. de divers établissements hospitaliers du C.H.U. de Lyon s'est rendue, mercredi matin 6 avril, au siège des Hospices civils de Lyon, pour faire part de ses inquiétudes à propos de « conséquences de la grève du corps médical sur le budget des hôpitaux ». Le syndicat estime que « les lits vancants, les hospitalisations, les examens et soins non réalisés, entraînent des pertes en prix de journées qui vont se chiffrer pour les hôpitaux lyonnais à plusieurs milliards de centimes ». « Pourquoi, demande-t-il, dès lors que les négociations sont ouvertes, les médecins n'arrêtent-ils pas leur grève ? »

● La santé pour tous en l'an 2000 - est le thème choisi par l'Organisation mondiale de la santé pour la Journée mondiale de la santé qu'elle organise, comme chaque année, le 7 avril. Rappelant que l'objectif d'assurer à tout être humain, d'ici la fin du siècle, un niveau décent de prise en charge sanitaire a été adopté par l'O.M.S., le docteur Hans-Joachim Mahler, directeur général de l'Organisation, souligne que les efforts à mener en ce sens sont urgents et qu'ils doivent être accomplis par l'ensemble des nations.

## UN VIRUS POURRAIT ÊTRE A L'ORIGINE D'UNE FORME RARE DE LEUCÉMIE HUMAINE

Une équipe scientifique américaine du Centre de recherche sur le cancer de l'université de Duke (Caroline du Nord), vient d'annoncer qu'elle est parvenue à isoler un virus supposé être à l'origine d'une forme rare de leucémie humaine. Cette information vient à l'appui des résultats déjà obtenus dans ce domaine par le docteur Robert Gallo de l'Institut national du cancer (Washington).

« Dans la communauté scientifique, il faut une confirmation indépendante pour valider une découverte et nous sommes heureux de confirmer la découverte par le docteur Gallo d'un virus du cancer humain », a déclaré le docteur Dani Bolognesi, directeur adjoint du centre de recherche. Le virus concerné - un virus à A.R.N. - est supposé être à l'origine d'une forme de leucémie touchant une catégorie de globules blancs (les lymphocytes T).

Cette infection cancéreuse est relativement rare. Elle est décrite actuellement au Japon, dans les îles Caraïbes et le sud des États-Unis. L'isolement de ce virus pourrait, à terme, permettre la mise au point d'un vaccin. Le docteur Gallo avait isolé, il y a quelques semaines, que les lymphocytes de rang déviant commencent à examiner les données pour éviter la diffusion du virus.

● L'auteur polonais Aleksander Scibor-Rybski est mort le 3 avril à Varsovie. Il était âgé de cinquante-cinq ans. Essentiellement connu en Europe pour avoir signé le scénario de l'Homme de marbre et de l'Homme de fer, films d'Andrzej Wajda, il était également romancier, dramaturge et réalisateur.

## Peur lutter efficacement contre LE BRUIT

exigez les véritables BOULES QUIÈTES leaders de la protection individuelle

Constituées de produits de premières qualités et d'un support végétal naturel, les BOULES QUIÈTES sont parfaitement supportées par le conduit auditif.

Un produit innovant et unique, facile à utiliser, dans 35 pays. Toutes Pharmacies ou par correspondance. Tél. 522.85.89

صكنا من الأمل